



MERCREDI 26 SEPTEMBRE 2018

"Aucune idéologie ne peut se substituer à un repas."

- ▶ **L'effondrement imminent de la production américaine de pétrole de schiste** p.1
- ▶ **Le pétrole, l'ALÉNA et l'automobile (3)** (Harvey Mead) p.8
- ▶ **Une facture de 11,5 millions pour démanteler le «Kathryn Spirits»** p.12
- ▶ **Quidnon 2.0** (Dmitry Orlov) p.14
- ▶ **Emissions invisibles** (Jean-Marc Jancovici) p.17
- ▶ **Comment les pénuries d'énergie affectent réellement l'économie** (Gail Tverberg) p.17
- ▶ **Face au risque d'effondrement (2/2) : les actions prioritaires** (Alain Grandjean) p.33
- ▶ **FABULEXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX** (Patrick Reymond) p.42
- ▶ **DE LA DÉPENDANCE...** (Patrick Reymond) p.43
- ▶ **La comptabilité morale des petits-pas en écologie** (Michel Sourrouille) p.46

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Choc pétrolier ?** (Charles Sannat) p.47
- ▶ **Le travail ardu d'un grand planificateur omniscient** (Simone Wapler) p.48
- ▶ **La Cour Suprême a laissé tomber les Américains** (Bill Bonner) p.51
- ▶ **Guerre commerciale ... ou sabordage américain ?** (Michel Santi) p.53
- ▶ **Le marché haussier n'a plus beaucoup de temps devant lui** (Bill Bonner) p.55
- ▶ **Les parasites mènent les marchés à un krach majeur** (Jim Rickards) p.59
- ▶ **Parasites et zombies : une différence importante pour vos investissements** (Simone Wapler) p.62
- ▶ **« Poudrière. Attentat en Iran, escalade et tensions en Syrie. La Russie fournit des missiles dernier cri !! »** (Charles Sannat) p.64
- ▶ **Découverte de l'eau chaude par la BRI, inquiète des dettes à l'échelle mondiale** p.67
- ▶ **« En 2018, l'Union européenne met en place un système de... troc international !! »** p.68

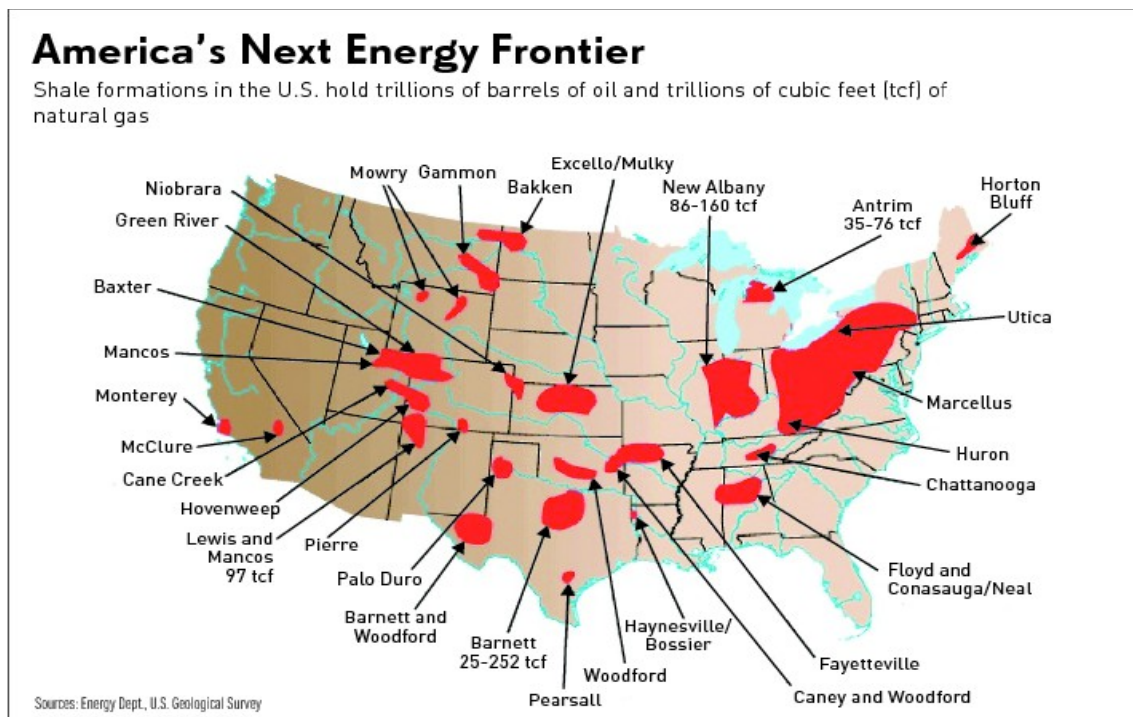


**L'effondrement imminent de la production
américaine de pétrole de schiste**

Par SRSROCCO – Le 3 septembre 2018 – Source SRSrocco REPORT

[**NYOUZ2DÉS**: Article d'une importance capitale pour comprendre que la fin de notre civilisation industrielle est vraiment très proche, c'est pourquoi je le remet encore. L'effondrement de la production américaine de schiste sera un signal (réel) très fort que *"la fête est finie"* (titre d'un livre de Richard Heinberg sur le pétrole).]

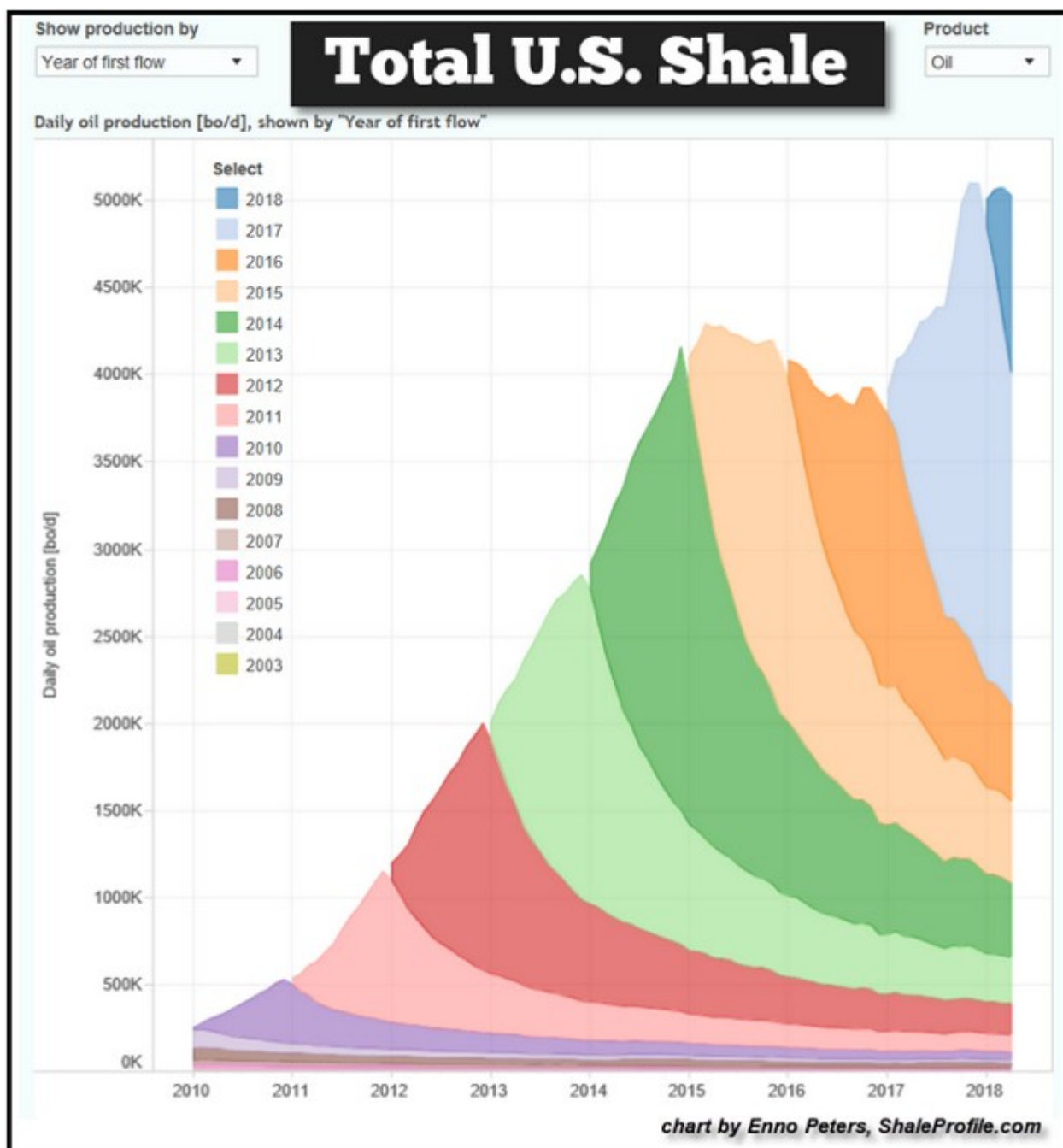
La mort de l'indépendance énergétique des États-Unis se produira lorsque l'effondrement de la production de pétrole de schiste commencera. Et lorsque la production américaine de pétrole de schiste atteindra son maximum et diminuera, la production pourrait chuter beaucoup plus rapidement qu'on ne le pense. Le rythme auquel la production américaine de pétrole de schiste diminuera à l'avenir est fondé sur deux facteurs clés, les réserves restantes et le prix du pétrole.



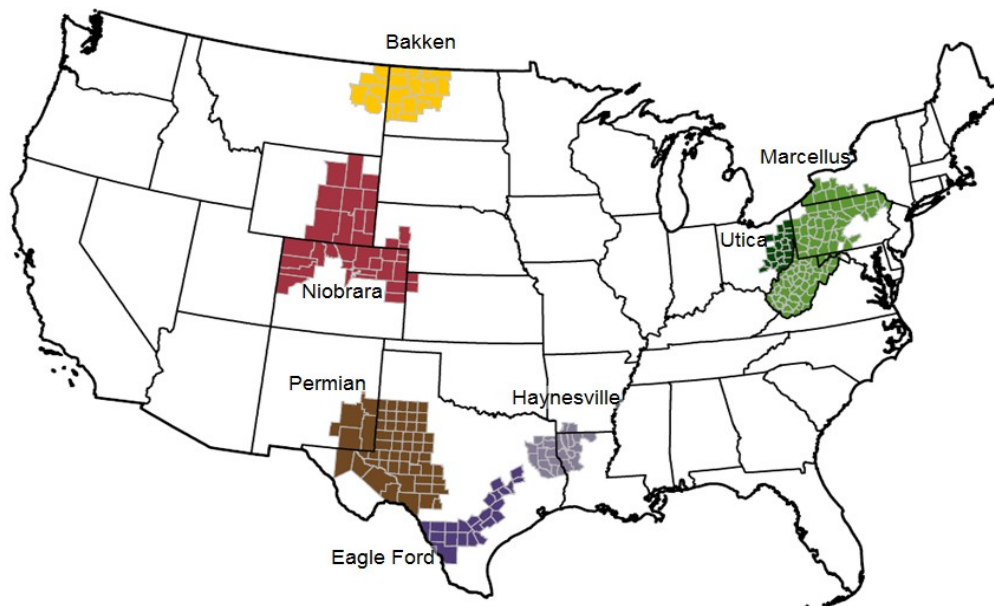
Avant de parler des réserves restantes de pétrole de schiste, considérons d'abord le prix. Lorsque le prix du pétrole s'est effondré de la mi-2014 à son plus bas niveau au début de 2016, les industriels de la fracturation hydraulique ont considérablement réduit les forages. De mars 2015 à septembre 2016, la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis a chuté d'environ 600 000 barils par jour (info Shaleprofile.com). Toutefois, cette baisse n'était pas attribuable à un pic de la production, mais plutôt au fait que le faible prix du pétrole rendait le forage du pétrole de schiste non rentable.

Que se passera-t-il lorsque la production américaine de pétrole de schiste atteindra finalement un pic et que les prix du pétrole seront beaucoup plus bas ? Eh bien, ce sera la TEMPÊTE pour l'industrie américaine du pétrole de schiste. Comme je l'ai mentionné dans plusieurs articles et vidéos, lorsque le cycle économique actuel de 9 ans se renversera enfin, nous allons avoir une sacrée correction du marché. Lorsque les marchés au sens large vont fortement s'orienter à la baisse, ils feront très certainement chuter le prix du pétrole en même temps.

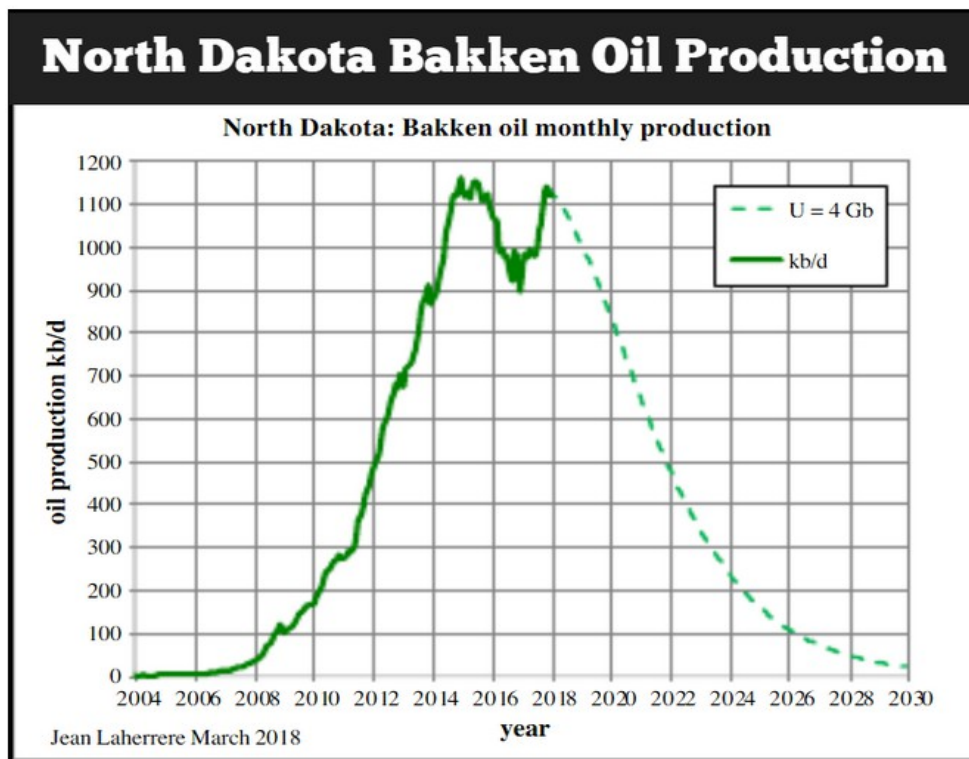
Pour avoir une idée de la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis, voici un graphique d'Enno Peters sur ShaleProfile.com :



Ce graphique montre la production américaine de pétrole de schiste en avril de cette année. La production totale de pétrole de schiste aux États-Unis s'élève à un peu plus de 5 millions de barils par jour. Chaque couleur dans le graphique représente la valeur d'une année de production de pétrole. Ce qui est intéressant dans le graphique ci-dessus, c'est l'énorme taux de déclin de la production nationale du pétrole de schiste. Et chaque année qui passe, la pente du déclin s'accroît.

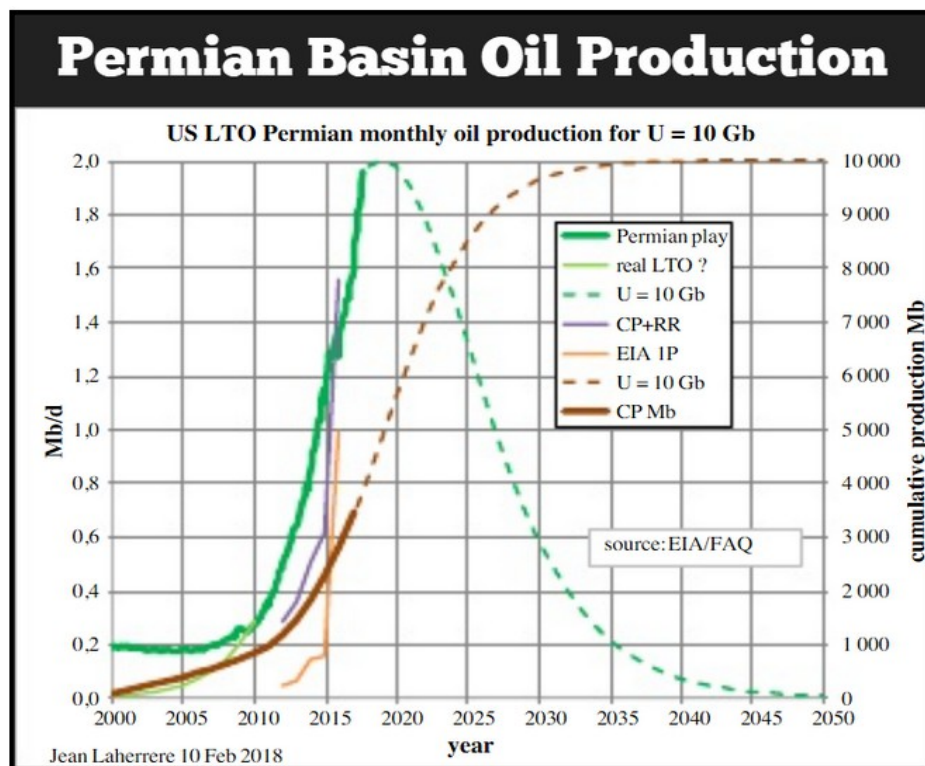
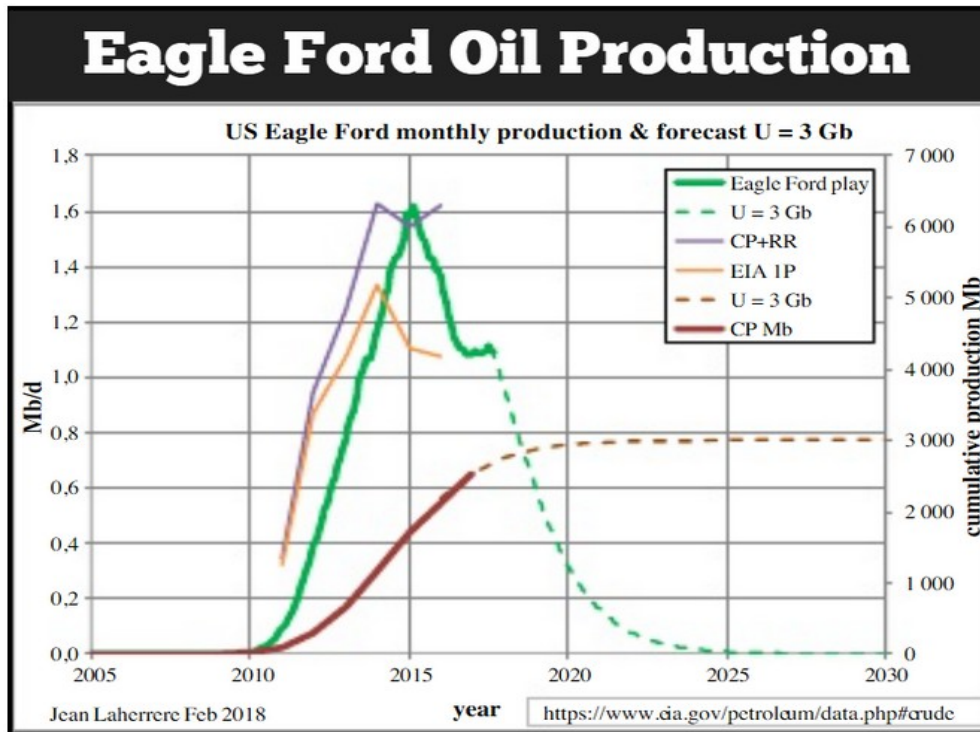


Maintenant, pour avoir une idée de la façon dont la production américaine d'huile de schiste diminuera à l'avenir, j'ai inclus une série de graphiques de [Jean Laherrere](#). Vous pouvez consulter l'intégralité du document de Laherrere et Hall sur [Forecast For U.S. Oil & Gas Production](#). Jean prend le profil de production passé et base la production future sur les réserves de pétrole restantes en utilisant une [formule de linéarisation à la Hubbert](#). Par exemple, la production de pétrole de schiste du Dakota du Nord Bakken tombera à un peu plus de 100 000 barils par jour d'ici 2025, pour un total de 4 milliards de barils de réserves totales :



Ce graphique date un peu car la production de pétrole du Bakken est légèrement supérieure à ce qui est montré dans le graphique, mais je crois que la pente à la baisse est une prévision réaliste. Voici deux autres graphiques montrant les prévisions futures pour Eagle Ford et le

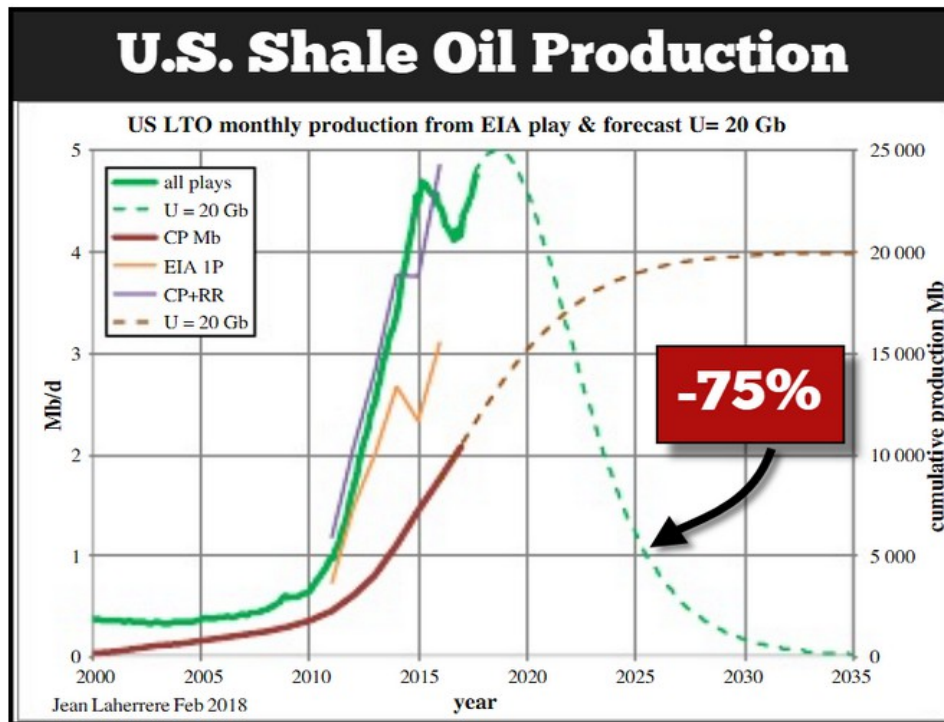
bassin Permien :



Jean montre que le bassin Permien atteindra un pic en 2019. Bien sûr, le pic pourrait être un peu retardé, mais comme on peut le voir, la production de pétrole de schiste du bassin Permien baissera de la même manière qu'elle a crû. De plus, si le prix du pétrole s'effondre, cela

pourrait avoir une incidence sur la rapidité avec laquelle la production de pétrole de schiste argileux du bassin Permien diminue.

Si nous regardons le profil de la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis, Jean montre un effondrement de 75 % d'ici 2025 :



En disséquant la ligne pointillée verte vers 2025, on obtient 1,3 million de barils par jour. En supposant un pic de 5 millions de barils par jour, on a une baisse de 3,7 millions de barils par jour, ou 75%. Encore une fois, ces graphiques sont des estimations fondées sur les réserves totales de pétrole de schiste des États-Unis qui s'élèvent à 20 milliards de barils. Si vous regardez la ligne marron, elle montre la production cumulative de pétrole de schiste qui a déjà passé plus de 10 milliards de barils (échelle de droite).

Même si la production totale de pétrole de schiste aux États-Unis n'a pas encore atteint son pic, nous avons dépassé la moitié des réserves totales de pétrole de schiste. Si l'industrie du pétrole de schiste peut ajouter des réserves plus économiques, alors le pic pourrait être un peu retardé. Toutefois, si le prix du pétrole s'effondre et demeure bas pendant une récession déflationniste – dépression, le pic et le déclin de la production de pétrole de schiste aux États-Unis seront probablement encore plus graves.

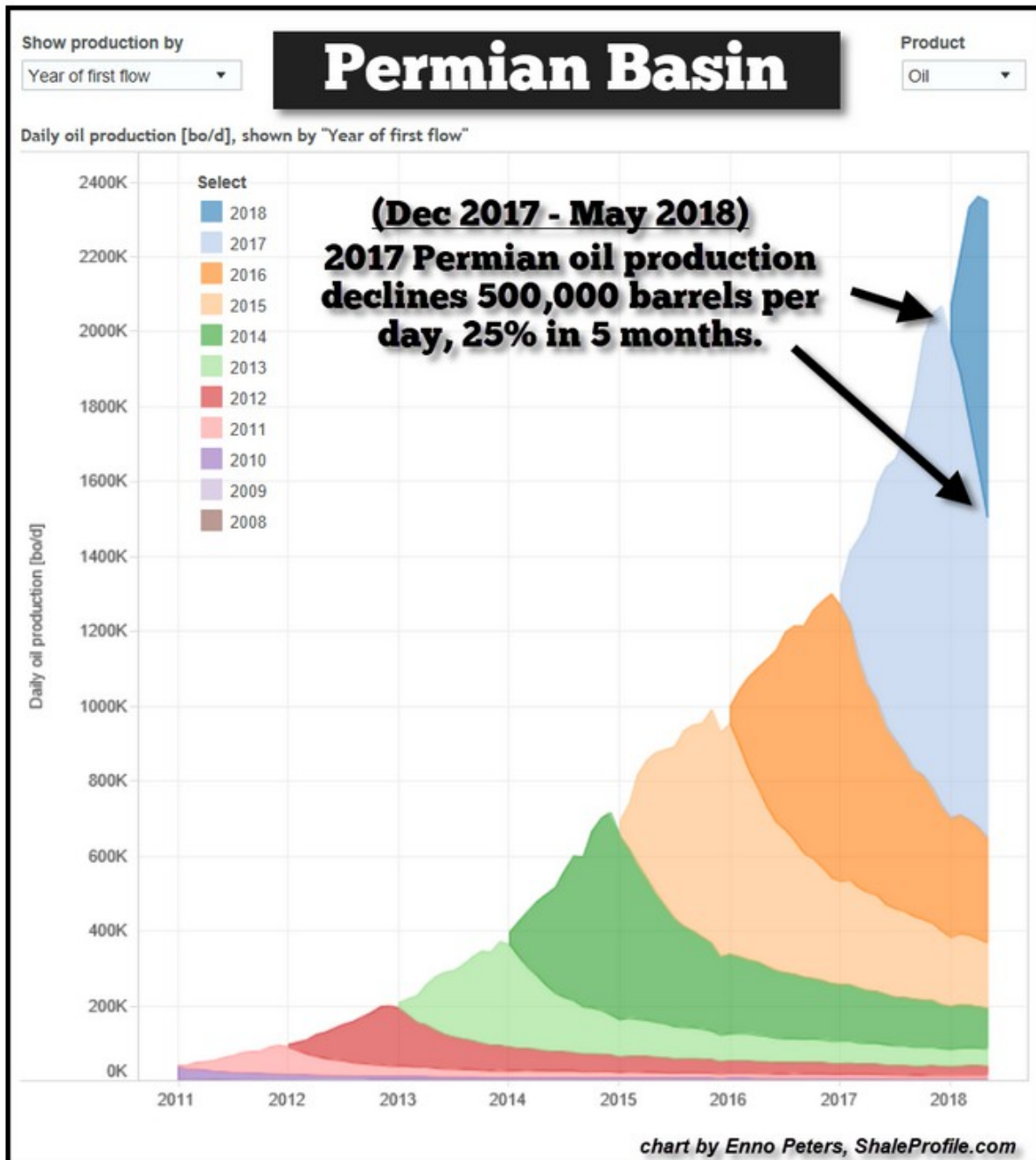
La production de pétrole de schiste dans le bassin Permien perd toujours de l'argent

Bien que le bassin Permien soit aujourd'hui la plus grande région productrice de pétrole de schistes des États-Unis, les entreprises ont encore du mal à réaliser des profits. **Par exemple, le plus important producteur de Permian, Pioneer Resources, a subi un flux de trésorerie disponible négatif de 248 M\$ au cours du premier semestre de 2018.**

Pioneer Resources a dépensé 1,6 milliard de dollars en dépenses en immobilisations au cours du premier semestre de 2018 pour accroître sa production de 21 000 barils par jour d'équivalent

pétrole. Selon le communiqué de presse du deuxième trimestre de Pioneer, leur production de pétrole permien est passée de 251 000 bep (barils équivalent pétrole) au début de 2018 à 272 000 bep au deuxième trimestre de 2018. C'est une sacrée somme d'argent pour n'augmenter la production que d'à peine 8%.

Ainsi, Pioneer continue de dépenser plus d'argent en frais d'immobilisations qu'elle n'en reçoit en flux de trésorerie provenant de l'exploitation. Et la raison en est le taux de déclin sévère qui sévit dans l'industrie du pétrole de schistes. Si nous regardons le graphique suivant, nous pouvons voir à quel point le taux de diminution était élevé en fonction de la production de 2017 :



La couleur bleu clair représente la production de pétrole de schiste mise en place en 2017. Si

aucun nouveau puits n'avait été foré en 2018, la production globale aurait diminué de 500 000 barils par jour au cours des cinq premiers mois de 2018 seulement. Il faut énormément de dépenses en capital pour remplacer les 500 000 barils perdus par jour. C'est précisément la raison pour laquelle Pioneer continue à jeter l'argent par les fenêtres.

Certains diront : « Pourquoi Pioneer reste-t-il dans le business et pourquoi son cours boursier s'élève-t-il à 175\$? » C'est une bonne question. D'une part, Pioneer a émis un montant net de 5 milliards de dollars en nouvelles actions depuis 2010 pour financer ses activités. Bien que certaines sociétés de pétrole de schistes émettent des titres d'emprunt, Pioneer a décidé de profiter du cours élevé de ses actions pour en diluer la valeur pour les actionnaires afin de poursuivre le schéma de Ponzi du pétrole de schiste de l'Amérique « Great Again ».

De plus, l'émission nette d'actions de 5 milliards de dollars a contribué à combler le déficit de 6,4 milliards de dollars en flux négatifs de trésorerie disponibles cumulés chez Pioneer depuis 2010.

Les signes révélateurs sont partout à la vue de tous. Cependant, les Américains seront quand même choqués lorsque la production américaine de pétrole de schiste s'effondrera de 75% d'ici 2025. L'effondrement de la production américaine de pétrole de schiste aura un impact profond sur le mode de vie américain [et le monde entier puisque l'économie américaine est la plus grosse au monde].

Le pétrole, l'ALÉNA et l'automobile (3)

Publié par [Harvey Mead](#) le 22 Septembre 2018

Curieux: depuis l'entente entre les États-Unis et le Mexique, presque tout ce qu'il y avait de reportages sur les négociations pour une nouvelle mouture de l'ALÉNA nous donnait le [vendredi 31 août comme date limite](#), celle décidée par Trump pour pouvoir faire signer l'accord États-Unis/Mexique par le président mexicain Peña Nieto plutôt que par son successeur Andrés Manuel López Obrador (AMLO), plutôt réservé face à l'ensemble. Tout d'un coup, à l'annonce de l'échec des négociations visant une entente le 31 août, on apprenait qu'il restait encore un mois pour aboutir à un accord entre les États-Unis et le Canada, et on en comprend assez bien les étapes: entente entre le Canada et les États-Unis suivie de la rédaction de l'éventuel accord, dont la version écrite finale doit être déposée au Congrès pour le 30 septembre.

Sauf que les médias commencent à souligner que même le 30 septembre n'est qu'une date fixée par le président Trump, justement pour éviter qu'AMLO soit la contrepartie mexicaine dans les négociations. Peut-être que le tout pourra continuer après le 30 septembre, quitte à voir le président Trump faire face à un congrès qui a quelques réflexions sur le sujet et qui a donné le mandat de négocier une entente à trois. Le Conseil des Canadiens note qu'AMLO semblerait se satisfaire avec un accord réglé par son prédécesseur pour lui laisser la voie libre pour le défi vraiment important, un véritable développement du pays pauvre qu'est toujours le Mexique. Cela suggère que l'ALÉNA est toujours une affaire plutôt marginale pour ce dernier pays. Mais [elle suggère](#) qu'il aille plus loin semble voir la situation ainsi et on



Un retrait de l'ALÉNA sera compliqué pour le Mexique et pour le Canada, mais saluaire

L'ALÉNA souhaitable?

Comme j'ai esquissé dans les articles précédents, en retournant à une réflexion que j'avais laissée depuis plusieurs années, je me retrouve avec la conclusion que Trump avait raison dans ses objections aux ententes multilatérales de libre-échange, que Bernie Sanders avait raison^[1], sur la base de fondements différents, dans les mêmes objections, et que non seulement nous serions mieux sans une ALÉNA2, mais que nous ne sommes pas mieux avec les ententes avec l'Europe et le Transpacifique que Trudeau, suivant Harper, considère fondamentale pour l'avenir de l'économie canadienne – mais peut-être pas pour la société canadienne.

L'IRIS est intervenu sur l'ALÉNA en suggérant, finalement, que son abandon ne serait peut-être pas une mauvaise idée. Ce faisant, elle proposait pour le corriger plusieurs changements. Gordon Laxer, pour sa part, y est allé avec une proposition de changement de l'ALÉNA qui frappait à son cœur, pour les Américains, la clause «proportionnalité» qui leur garantit un approvisionnement qui ne pourra pas baisser en cas de besoin. C'était sûrement peine perdue, et Laxer ne pousse pas sa réflexion pour voir si l'ALÉNA était bénéfique pour le Canada, alors que sa province, l'Alberta, semble clairement un bénéficiaire important.

Une recherche auprès du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), organisme d'économie hétérodoxe qui ne met pas en question l'économie néoclassique, permet de vérifier comment il intervient sur l'ALÉNA à travers une multitude de propositions de correction au système. Sur la question, le CCPA propose carrément (sans le dire) de réécrire l'ALÉNA en fonction de principes qui pourraient favoriser le Canada et diminuer les mauvais impacts de ce document néoclassique de libre-échange. Encore une fois, on se demande comment le Centre peut tellement manquer de perspective tout en restant dans le système. Il intervient au printemps 2018 pour esquisser plusieurs problèmes avec l'ALÉNA pour ensuite déposer en juillet un mémoire lors de la consultation du gouvernement fédéral qui détaille sa vision des

changements qui seraient opportuns.

Une analyse plus que hétérodoxe

C'est intéressant dans ce contexte de consulter l'intervention de l'ancien éditeur du journal du CCPA *The Monitor*, plus radical que le CCPA lui-même. Ed Finn a pris sa retraite il y a quelque temps à l'occasion de son 90^e anniversaire; il est retourné dans sa province natale de Terre-Neuve et Labrador et écrit aujourd'hui pour *The Independent* dans une chronique «The Nonagenarian's Notebook». Dans une chronique d'octobre dernier, [«It's Time To End NAFTA»](#), Finn trouve une note intéressante écrite par les deux principaux chercheurs du CCPA, en dépit de l'accent qu'ils mettent – que le Centre met – sur le renouvellement avec des changements invraisemblables.

According to trade analysts Scott Sinclair and Stuart Trew, free trade agreements “have little to do with trade,” and are, “more accurately, constitution-style documents that substantially weaken democratic institutions in the interests of freeing (from government intervention) the trade- and investment-related activities of multinational corporations.”

Il trouve même une intervention de Bruce Campbell, ancien pdg du Centre, qui suggère fortement que le CCPA devrait promouvoir l'abandon de l'ALÉNA.

“The cumulative effects of NAFTA on the well-being of most Canadians has been negative. Inequality has been widened, income growth stifled, unions undermined, social programs eroded. At its core, NAFTA is about shifting all the power in the economy from governments and workers to corporations,” says former Canadian Centre for Policy Alternatives Executive Director Bruce Campbell.

Même Jim Stanford, [ancien économiste du syndicat des travailleurs de l'automobile](#) et d'Unifor est cité à l'effet que la «promesse d'accès aux marchés américains ne valait pas le papier sur lequel c'était écrit». Finn lui-même conclut :

For the vast majority of Canadians, a reversion to trading with the U.S. and other countries through the GATT/WTO will greatly enhance their economic, social, sovereign, political and environmental prospects for the future.

Disons qu'il est donc surprenant que les médias n'ouvrent même pas la question quant à l'intérêt d'une décision de se retirer de l'ALÉNA ou (dans les circonstances actuelles) de refuser de nouvelles concessions pour le droit d'y rester et d'être retiré malgré soi de l'ALÉNA. Ils sont dominés par le système sans même s'en apercevoir. De la prendrait du journalisme d'enquête, denrée rare de nos jours, plutôt que du reportage.

Et alors Unifor et l'ALÉNA?

On ne trouve même pas sur le site web d'Unifor, successeur du syndicat des travailleurs de l'auto, un suivi ou une analyse de la situation, tellement ils doivent être conscients que leur avenir ne s'y trouve pas (et ils étaient opposés à l'ALÉNA lors de sa négociation de toute façon). On finit par trouver [un document d'analyse](#) et [un autre sur Unifor et l'auto](#).

Quelques extraits des documents d'intervention d'Unifor:

L'auto is Canada's top-ranked export, and the U.S. is our number one customer. In fact, the U.S. is the destination for 90% of the vehicles we produce and two-way auto trade with the

U.S. is worth \$135 billion per year and is relatively balanced...

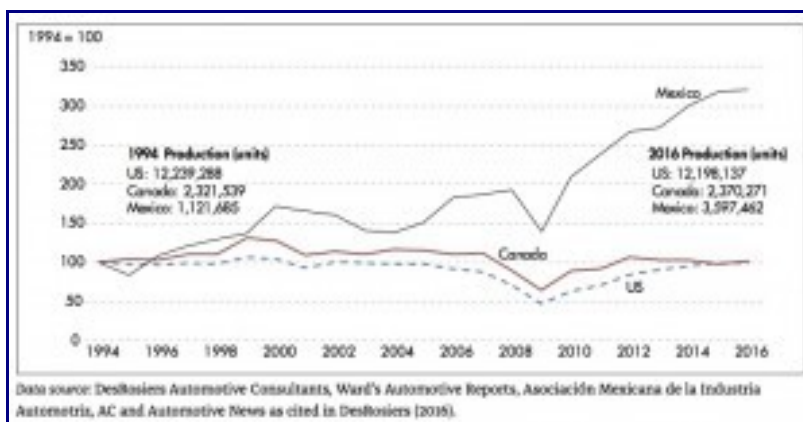
The labour movement opposed NAFTA as a lousy deal when it was signed, and our Union has been on record for the last 23 years consistently pushing to x it, or eliminate it...

The idea that endless free trade brings progress to working people has been proven wrong at every step. Like other free trade deals, NAFTA has resulted in downward pressure on wages and working conditions, and lost jobs. NAFTA provides extraordinary protections for private investors, but fails to extend meaningful protections for workers...

Today the industry is completely unbalanced within North America. Just 1.6 million vehicles were sold in Mexico last year, but they built 3.6 million. Mexico represents just 8% of the North American market in terms of sales, but 20% of the total assembly. It's even more unbalanced in terms of jobs. Mexico now has nearly 900,000 auto manufacturing jobs, fully 45% of the North American total. Canada has just 125,000 jobs, or 6%.

Cela rappelle le graphique de [mon premier article sur l'ALÉNA](#) et venant d'un travail de Jeff Rubin:

Un point de départ pour la réflexion canadienne: le portrait de l'ALÉNA qu'en détient Trump



Devant l'entente avec le Mexique, [Unifor semble de l'avis](#) que cela réduirait le drain d'emplois vers le Mexique à bas niveau de salaire, mais comprend qu'inclure le Canada dans cela serait seulement en échange de concessions dans la gestion de l'offre.

Des concessions sans impacts?

Dans ce dernier cas, on peut penser que l'impact serait similaire (difficile à mesurer l'envergure dans les deux cas) à celui sur le Mexique avec l'envoi du maïs américain subventionné, qui a nui aux paysans; dans le cas du Canada, cela nuirait à l'effort de la gestion de l'offre (en dépit de certains dérapages de ce programme, dont la surenchère sur les quotas) à assurer une stabilité pour les fermes familiales face aux géants américains.

On sait d'avance que l'ensemble des analyses économiques (exception IRIS et ...) vont se faire dans le cadre de l'économie néoclassique, et on voit que même les hétérodoxes ne soulèvent pas les questions qui s'imposent sur l'idée d'un ALÉNA2. Ce qui frappe à cet égard est qu'il n'y a aucune indication (ou presque) de la part du gouvernement canadien que le commerce sans l'ALÉNA serait peut-être plus bénéfique pour le Canada, même dans une perspective d'économie néoclassique.

On peut soupçonner qu'il va négocier un ALÉNA2 qui cédera encore d'autres éléments de la gestion de l'offre qui, en dépit de plusieurs problèmes, permet d'insérer notre agriculture un peu dans une perspective d'avenir et de ferme familiale. En fait, certains bénéfices de la disparition de l'ALÉNA ne seront pas discutés par des gens qui ne voient pas l'avenir en fonction d'un effondrement de notre système économique. Suivant les pistes esquissées dans mon livre, le maintien de la gestion de l'offre plutôt que le renforcement de l'agriculture industrielle qui risque d'être le résultat d'un ALÉNA2 s'insère beaucoup plus facilement dans une société et une économie qui seraient sorties du modèle actuel.

L'automobile et les emplois associés à sa manufacture au Canada font partie des préoccupations face à l'ALÉNA, mais Rubin a déjà montré le peu de bénéfices dans le modèle actuel qui sont et seraient à associer à l'ALÉNA(1 et 2) et il semble clair que les travailleurs du secteur voient la situation de la même manière. Devant la possibilité, que je considère une probabilité, que cet élément massivement au centre de notre modèle actuel va connaître un déclin important faisant partie de l'effondrement et de l'incapacité à maintenir nos flots de véhicules mus par l'énergie fossile, y compris avec les énormes investissements requis pour les infrastructures qui permettent les transports (et la congestion), une absence d'efforts pour maintenir l'intégration avec la production en Amérique du Nord semblerait une bonne chose.

Il y aura sûrement des perturbations dans les échanges et les activités actuelles advenant la disparition de l'ALÉNA, Celles-ci pourront être associées à cette disparition, mais les interventions de Trump suggèrent que perturbations il y aura de toute façon, et ce serait presque encourageant de voir le Canada retiré, volontairement ou non, de certains éléments clé de notre modèle actuel. Une telle situation risque de faciliter quelque peu la capacité d'aborder les perturbations beaucoup plus importantes qui s'en viennent. Et je ne parle même pas des projections imagées de Tony Seba...

NOTE:

[1] La lecture récente de son livre sur l'expérience de la campagne et la présentation de sa vision d'une société meilleure, *Our Revolution* (Thomas Dunne Books, Saint Martin's Press, 2016) m'a rappelé plusieurs de ses contributions. Sanders ne semble pas faire des distinctions entre le rejet du système économique, dont il critique de nombreux éléments, et sa correction, mais l'ensemble de ses positions se situe assez bien dans la perspective d'un effondrement du système.

Une facture de 11,5 millions pour démanteler le «Kathryn Spirit»

Alexandre Shields 24 septembre [Le Devoir.com](http://LeDevoir.com)

[NYOUZ2DÉS (QUESTIONS PERTINENTES): en supposant que le bateau est maintenant "démanteler" à 100%, il ne produira plus de pollution sur les quelques centaines de mètres carré où il était situé (et plus d'hydrocarbures dans le fleuve St-Laurent). Où sont donc maintenant les pièces provenant de ce démantèlement? On-t-elle été expédiées sur la lune? Je pose donc une première question: un démantèlement est-il un procédé 100% écologique? Deuxième question: Si un seul bateau est si polluant qu'il faut payer un montant aussi élevé pour l'empêcher de nuire, qu'arrivera-t-il lorsque la dépression économique très sévère dans laquelle nous entrons immobilisera presque tous les bateaux dans le monde alors que nous n'aurons pas d'argent pour les démanteller?]



Photo: David Afriat *Le Devoir* Même si l'épave est maintenant complètement retirée du Saint-Laurent, la fin des travaux sur le site est prévue seulement pour l'automne 2019.

Le démantèlement du navire *Kathryn Spirit*, abandonné à Beauharnois depuis 2011, aura finalement coûté 11,5 millions de dollars au gouvernement canadien. Et même si l'épave est maintenant complètement retirée du Saint-Laurent, la fin des travaux sur le site est prévue seulement pour l'automne 2019.

Selon ce qu'a précisé au *Devoir* Services publics et Approvisionnement Canada, la facture pour le démantèlement parachevé à la mi-septembre, mais aussi pour « la remise en état du site et les travaux supplémentaires », s'élève à 11,46 millions de dollars.

Le gouvernement fédéral, qui a dû prendre en charge l'épave de ce navire sans propriétaire, doit maintenant retirer de l'eau le remblai qui avait été installé pour procéder au démantèlement. Cela devrait être fait en décembre, a-t-on indiqué. Mais la « remise en état » du site sera terminée seulement à la fin du mois d'octobre 2019.

Longue saga

La saga du *Kathryn Spirit* remonte à 2011. À cette époque, l'entreprise Groupe St-Pierre l'a amarré près de la rive du fleuve, à Beauharnois, dans le but de démanteler le cargo en fin de vie, et ce, malgré le refus exprimé par la Ville.

Le navire construit en 1967 a par la suite été vendu à la compagnie mexicaine Reciclajes ecologicos maritimos, qui a alors engagé l'entreprise JRB inc. pour, notamment, pomper les eaux contaminées du bateau, qui menaçait à l'époque de chavirer, parce qu'il était alourdi par l'accumulation d'eau infiltrée dans la coque.

Or, comme l'entreprise mexicaine a cessé de payer JRB inc. et a carrément renoncé à ses droits de propriété sur le *Kathryn Spirit*, l'entreprise québécoise a stoppé les travaux.

En plus des risques que poserait la présence de l'épave elle-même, le cargo en partie démantelé contenait des eaux contaminées notamment aux hydrocarbures. Il représentait donc un risque pour le Saint-Laurent, notamment parce qu'il était situé à la tête du lac Saint-Louis, en amont de prises d'eau potable de Montréal et en amont de la réserve nationale de faune des Îles-de-la-Paix.

Quidnon 2.0

Par Dmitry Orlov – Le 18 septembre 2018 – Source [Club Orlov](#)



Ce projet de conception de bateau a commencé par des exigences très ambitieuses :

- **Un bateau-maison qui en fait une petite maison confortable assez grande pour une famille.**
- **Un réel voilier, en état de naviguer, avec des mâts qui peuvent être mis en place et démontés par un seul homme, bateau à l'eau.**
- **Un bateau à moteur avec un moteur hors-bord qui peut être installé et retiré facilement, positionné dans un puits de moteur pour prévenir les effets de cavitation, les dommages en cas de collision et autres problèmes avec les moteurs hors-bord montés en tableau arrière.**
- Il n'a jamais besoin d'être échoué pour nettoyage : le fond recouvert de cuivre résiste à la croissance d'algues, il se pose verticalement et peut être séché et nettoyé à marée basse.
- Il peut être échoué et remis à l'eau en le roulant sur des billots à l'aide d'un treuil à ancre.
- Il peut être assemblé rapidement à partir d'un kit sur une plage ou une rive par des personnes modérément qualifiées.
- Il utilise des matériaux facilement disponibles presque partout : contreplaqué, bois d'œuvre, boulons et vis, fibre de verre et époxy, acier doux galvanisé, corde à trois brins en polypropylène.
- Il est conçu pour tous les climats et toutes les saisons, de très froide à torride.
- Il peut être construit et entretenu à un coût minimal.

Au cours des quatre dernières années, depuis que j'ai lancé ce projet, plusieurs personnes y ont contribué de façon significative : modélisation, prototypage, apport d'idées et de critiques, aide pour en faire connaître l'existence. Le fait d'avoir pris le temps de passer du bon temps avec ce projet nous a beaucoup aidés à ne pas construire le mauvais bateau.

Mais quel serait le bon bateau ? Comment saurons-nous si nous avons le bon design ? Eh bien, un indicateur de base serait une liste vide de problèmes non résolus, non pas qu'il s'agisse d'avoir tous les détails sur papier (c'est surtout une question d'affûtage des dessins mécaniques), mais plutôt pas de problème que l'on ne saurait résoudre. Et jusqu'à très récemment, la liste des problèmes non résolus contenait les problèmes sérieux suivants :

- Il n'y avait pas de bon aménagement intérieur utile pour la couchette en U (la section avant, normalement appelée couchette en V, mais l'avant de Quidnon est semi-circulaire,

ce qui fait un U). On n'arrêtait pas de tourner autour, mais l'espace était trop encombrant.

- Il n'y a pas de procédure raisonnable pour installer et enlever les panneaux de quille ou le gouvernail lorsque le bateau est à l'eau.
- La menuiserie complexe nécessitait le fraisage de pièces de bois d'œuvre à différents angles, puis le pliage à la vapeur, ce qui augmente les coûts et rend le kit difficile à emballer à plat.
- Les safrans jumelés inclinés et la tringlerie de safran qui les accompagnait devinrent graduellement plus complexes pour inclure la géométrie d'Ackermann, un système de leviers pour amplifier l'angle de barre et divers autres détails, le rendant ainsi assez baroque.
- Il n'y avait pas de moyen simple de construire les guides de [bouchains](#) de manière à ce qu'ils ne soient ni trop fragiles, ni trop lourds, ni trop chers.
- Il était difficile de rouler la coque sur des billes de bois parce que le fond est courbe sur toute sa longueur, ce qui fait que les billes de bois se tortillaient par dessous.

Il y avait aussi quelques autres problèmes relativement mineurs. Je les mentionnerai plus tard.

Et il s'est passé quelque chose qui a brisé toute cette impasse : J'ai consulté un architecte maritime qui m'a fait part de certaines critiques à l'égard de la conception. Elles étaient tout à fait logiques et elles ont obligé à repenser la situation, ce qui a fait disparaître tous ces problèmes.

- La coque ne gîtait pas assez pour rendre les guides de [bouchains](#) efficaces. Ils ne fonctionnent bien qu'à un angle de gîte considérable, et avec une coque aussi large que celle du Quidnon, l'angle d'inclinaison est insuffisant pour les faire remonter suffisamment dans l'eau pour arrêter le glissement latéral. Solution : s'en débarrasser.
- La coque ne gîte pas assez pour qu'il soit nécessaire, ou même utile, d'incliner les quilles ou les safrans. Solution : les rendre tous verticaux. Cela commence alors à être logique de transformer les coffres de quille en cloisons longitudinales doubles avec une fente entre elles, les laissant ouvertes aussi bien au fond qu'au niveau du pont. Les quilles peuvent ensuite être chargées dans les coffres à partir du pont. De plus, cela crée une double cloison entre le salon et chacune des couchettes des pilotes, ce qui assure une isolation phonique. Un autre avantage supplémentaire est qu'il y a maintenant deux grands drains de pont, pour se débarrasser rapidement de toute eau de mer qui déferlerait à bord.
- Il n'y a aucune raison d'introduire le coût et la complexité des safrans jumelés. Solution : avoir un seul gouvernail, monter le montant du gouvernail sur des goujons et des godets le long de la paroi arrière du puits moteur avec le safran blotti dans un évidement sous le tableau arrière (qui est déjà inclus dans la conception, pour laisser passer les flux de l'hélice). Au lieu de l'attelage baroque, nous pouvons alors avoir un simple timon relié au sommet de celui-ci. Lorsqu'il est à l'ancre ou au quai, le gouvernail peut être tiré vers l'extérieur pour réduire le bruit et l'usure.
- Il n'y a aucune raison de courber les côtés ou de les incliner vers l'extérieur. Cela n'améliore pas du tout les performances sous voile ou au moteur, mais cela complique la menuiserie. Il est préférable de simplifier la construction, de minimiser les coûts et de

maximiser l'espace intérieur utile en les rendant plats et verticaux. Ceci élimine la plupart des menuiseries complexes et la nécessité de cintrer des pièces à la vapeur.

- Si les côtés sont plats, il n'y a aucune raison de courber le fond sur toute sa longueur. Il doit avoir une courbe à l'avant, pour l'aider à se déplacer en douceur sur l'eau, et il doit s'incurver doucement vers le tableau arrière, pour éviter de traîner l'eau derrière lui et pour maintenir son centre de flottabilité là où se trouve le ballast. En lui donnant une section plate généreuse au milieu, il est possible de le rouler sur les rondins tout en simplifiant davantage la menuiserie.
- L'arc fantaisiste, où les côtés s'incurvent pour atteindre le fond à plat, n'aidera pas à la performance. D'autre part, c'est ce qui rend l'espace à l'avant si difficile à utiliser de façon raisonnable. La solution est de faire une coque de chaland simple : à l'avant, le fond s'incurve jusqu'au pont avec une courbure constante alors que les côtés sont parfaitement plats. Cela permet d'utiliser l'espace comme un salon confortable de 10 m².

À quoi ressemblera le résultat ? Ma nouvelle devise est « Commencez votre matinée avec un modèle 3D et finissons-en avec ça. » Voici le modèle 3D, construit en carton et scotch de la plus haute qualité.



Oui, le Quidnon ressemble à une péniche. C'est parce que c'est une péniche. Les efforts pour lui donner un aspect différent en inclinant et en courbant les côtés et en lui donnant un arc fantaisiste ont ajouté de la complexité et des dépenses tout en lui enlevant de l'espace interne utile. De plus, ces petits efforts dans la direction générale de la conception des yachts n'ont rien fait pour apaiser les gens qui aiment les yachts de luxe aux lignes courbes – il continue à ne pas plaire à certaines personnes !

Ces simplifications majeures vont me permettre de produire les plans détaillés au cours des prochains mois. C'est important, car l'argent nécessaire à la construction du premier Quidnon devrait être disponible au cours de l'année prochaine, ce qui nous permettra de passer à la phase suivante : sa construction et ses tests.

Emissions invisibles

Jean-Marc Jancovici / Associé de Carbone 4 et président de The Shift Project Le 25/09 2018
[NYOUZ2DÉS: je ne crois pas que le shift project ait la moindre utilité. Énoncé pourquoi serait très long.]

CHRONIQUE. Face à la menace climatique, c'est sur les émissions de CO2 que les entreprises et les Etats doivent agir. Tant qu'elles ne seront pas associées à toute information économique, il y a peu de chances que les bonnes décisions soient prises.

La forêt a brûlé, l'ouragan s'est abattu, la sécheresse a frappé, le thermomètre a gémi, les scientifiques se sont à nouveau alarmés... et rien. « *La maison brûle et nous regardons ailleurs.* » Hélas, Chirac aurait pu utiliser le futur, et pronostiquer : la maison brûlera, et nous regarderons ailleurs, car [c'est exactement ce que nous avons fait](#) .

Depuis 2002, les émissions planétaires de CO2 ont augmenté de 40 %. La seule chose qui a augmenté au même rythme que le charbon, le pétrole et le gaz brûlés chaque année, ce sont les déclarations martiales sur le besoin de faire quelque chose. Mais, dès que nous sommes descendus de la tribune, l'avenir s'envisage bien trop comme « avant ».

Comme il y a seize ans, et même plus encore, nous regardons avant tout les résultats trimestriels, la hausse (idéalement) des actions, les mises en chantier de logements, le nombre de touristes, les investissements dans l'industrie, les ventes d'avions, ou les tonnes de cuivre produites.

Mais la seule chose que nous ne regardons quasiment jamais, et qui est pourtant la seule chose qui compte face au problème du climat, [ce sont les émissions](#) . Osons une remarque un peu taquine ici : le lecteur pourra facilement voir que, sauf exception, aucun article de ce journal - excellent par ailleurs - n'évoque les émissions associées au sujet économique traité.

Or, on peut faire un euro de [valeur ajoutée](#) en émettant un gramme comme dix kilogrammes de CO2 dans l'atmosphère : la physique n'étant pas - par construction - dans l'économie, il est impossible de déduire les émissions de manière simple des indicateurs monétaires.

Dès lors, nous commencerons à être sérieux sur la question du climat quand chaque information de nature économique comportera, à côté de chaque valeur exprimée en euros, en voitures ou en logements, la quantité - obtenue de manière séparée, par une comptabilité physique qui s'appelle la comptabilité carbone - de gaz à effet de serre associée.

Il est illusoire de penser que nous allons traiter le problème à la bonne vitesse - et faire mieux que 4 °C ou 5 °C - sans utiliser partout le thermomètre approprié, et voir le CO2 quantifié aussi souvent que les euros. Cela permettrait simplement de traiter le problème pour ce qu'il est, à savoir systémique et présent dans chaque décision que nous prenons.

Comment les pénuries d'énergie affectent réellement l'économie

Par Gail Tverberg 27 août 2018

Beaucoup de gens s'attendent à ce que des pénuries d'énergie conduisent à des prix élevés.

Cela repose sur leur manière d'imaginer les effets qu'aurait un « épuisement du pétrole » sur l'économie.

Dans cet article, je vais regarder les données historiques dans le cas d'un approvisionnement insuffisant en énergie. Je vais aussi m'attarder sur la part de la physique qui correspond à la situation. À mes yeux, il y a une étrange coïncidence entre le moment où la production de charbon du Royaume-Uni a atteint son pic (c'est-à-dire le moment où elle a atteint un maximum avant de décliner), et le moment où la Première guerre mondiale a éclaté. On peut constater une coïncidence tout aussi étrange entre le moment où la production de charbon de meilleure qualité a atteint son pic en Allemagne, et le moment où la Seconde Guerre mondiale a éclaté. Cela suggère fortement l'existence d'un lien entre un approvisionnement énergétique insuffisant et l'apparition de conflits armés, car [les dirigeants reconnaissent combien il est important](#) de disposer d'un approvisionnement énergétique suffisant.

Une partie de [mon analyse précédente](#) montrait que si l'on considère l'énergie sous la forme de l'approvisionnement énergétique moyen par personne, le monde entier pourrait à nouveau entrer dans une période d'approvisionnement énergétique insuffisant. Si je ne me trompe pas en affirmant qu'un approvisionnement insuffisant en énergie conduit à une hausse des conflits, il est possible que la discorde récente à laquelle nous avons assistée parmi les dirigeants du monde soit liée à la faible quantité d'énergie disponible actuellement. (Mon analyse énergétique prend en compte l'ensemble des sources disponibles d'approvisionnement énergétique par personne : combustibles fossiles, nucléaire et énergies renouvelables. Ce n'est pas juste une analyse sur le pétrole.)

La physique derrière une situation de faible énergie peut essayer « d'évincer » les parts les moins efficaces de l'économie. Lorsque cela se produit effectivement, il peut en résulter quelque chose qui ressemble à l'effondrement du gouvernement central de l'Union soviétique en 1991, après plusieurs années de prix bas du pétrole. En moyenne, la consommation totale d'énergie des pays impliqués dans cet effondrement a baissé de près de 40%. Le reste du monde a bénéficié de prix du pétrole plus bas (conséquence de la baisse de la demande globale). Il a pu aussi profiter du pétrole qui, du coup, est resté dans le sol et a pu être extrait ces dernières années, au moment où nous en avons vraiment besoin.

L'idée que les prix du pétrole puissent monter très haut semble reposer sur les hausses des prix du pétrole constatées dans les années 1970 et au début des années 2000. Bien que, de manière temporaire, les prix du pétrole puissent augmenter très haut, il est difficile de démontrer qu'ils puissent le rester de manière prolongée. D'une part, des prix élevés du pétrole ont tendance à provoquer des récessions et une baisse du nombre d'emplois. Dans un tel environnement, les produits énergétiques deviennent moins abordables et les prix du pétrole ont tendance à baisser. D'autre part, il est facile pour la Réserve fédérale américaine de faire baisser les prix du pétrole en relevant les taux d'intérêt. En fait, augmenter les taux d'intérêt est ce que la Réserve fédérale est en train de faire en ce moment.

À mon avis, nous devrions plus nous préoccuper des prix bas que des prix élevés du pétrole, car nous vivons dans une économie mondiale caractérisée par d'énormes bulles de dette. Les bulles de dette participent de ce qui rend le nombre élevé d'emplois actuel possible. Les bulles de dette soutiennent financièrement les employeurs qui sont proches du gouffre ; elles soutiennent aussi les acheteurs qui ne pourraient pas se payer des voitures, des logements ou des études

supérieures si les prêts se renchérisaient du fait de taux d'intérêt plus élevés. L'emploi dans les industries concernées serait réduit, ce qui conduirait à une récession.

À cause de ces problèmes, un éclatement de la bulle de dette risque d'entraîner une sévère récession et, de manière indirecte, une baisse des prix de l'énergie, comme à la fin de 2008 (cf. [figure 12](#)). Ces prix plus bas ne sont pas une bonne nouvelle car les fournisseurs des diverses énergies ont besoin de prix de l'énergie suffisamment élevés pour survivre – qui sont probablement de l'ordre de 80 dollars US le baril, sinon plus. Si les prix de l'énergie restent durablement bas, le monde devrait connaître une forte baisse de son approvisionnement en pétrole, y compris parce que, pour financer leurs programmes, les pays exportateurs de pétrole ont absolument besoin des recettes fiscales qu'ils tirent d'un pétrole cher.

Une économie auto-organisée a besoin d'énergie pour remplir les promesses qu'elle a faites

L'un des problèmes qui s'est posé à plusieurs reprises dans le passé est le fait que l'approvisionnement en énergie devienne insuffisant par rapport à la quantité dont l'économie a besoin pour fonctionner. Ce manque d'énergie n'est pratiquement jamais expliqué au grand public. Il n'est visible que du chercheur occasionnel qui réalise que cela pourrait être l'origine du problème.

La quantité d'énergie dont une économie en réseau a besoin pour fonctionner dépend :

- du nombre de personnes qui vivent à l'instant considéré,
- de l'industrie qui a été mise en place, et
- des promesses faites à la population, comme par exemple les promesses de retraite.

Un approvisionnement suffisant en énergie est d'une grande importance en matière d'emplois et de niveau de rémunération. **Un approvisionnement énergétique par personne qui croît a tendance à créer des emplois.** Les pays d'Asie que montre la figure 1 sont des exemples de pays où la hausse de l'approvisionnement en énergie a permis de créer des emplois non agricoles.

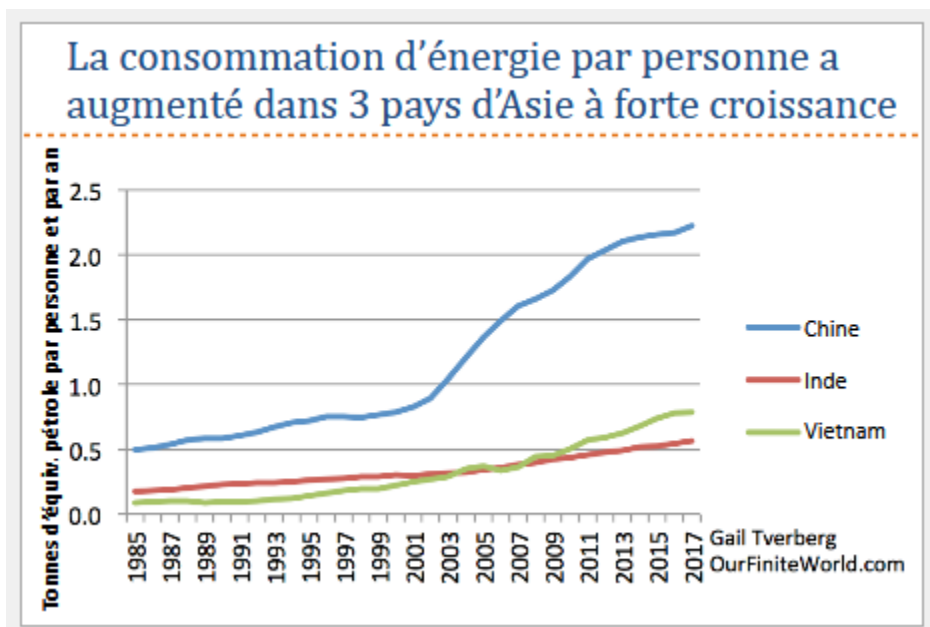


Figure 1. Consommation d'énergie par personne, d'après les données de consommation totale d'énergie du BP Statistical Review of World Energy 2018 et les estimations démographiques 2017 de l'ONU pour trois pays particuliers.

Les chiffres de consommation d'énergie couvrent le pétrole, le gaz naturel, le charbon et de nombreuses autres formes d'énergie consommées en moindre quantité, y compris l'éolien et le solaire.

Quand on les compare à ceux des pays développés, les emplois ainsi créés offrent rarement des salaires élevés, mais ils ont contribué à élever le niveau de vie de ceux qui les ont obtenus.

Un approvisionnement énergétique par personne qui décroît a tendance à rendre plus difficile la création d'emplois bien rémunérés. Si la quantité d'énergie par personne diminue, il est possible que le nombre d'emplois reste élevé, mais beaucoup de ces emplois n'offriront qu'un salaire pas très élevé. Les emplois fortement consommateurs d'énergie, comme ceux liés à la construction de nouvelles écoles et le fait de refaire les routes, ont tendance à disparaître, au profit d'emplois n'exigeant qu'une faible consommation d'énergie, comme par exemple les emplois de serveur ou de barman. La figure 2 donne quelques exemples de pays européens qui ont connu une baisse de leur consommation d'énergie par personne ces dernières années.

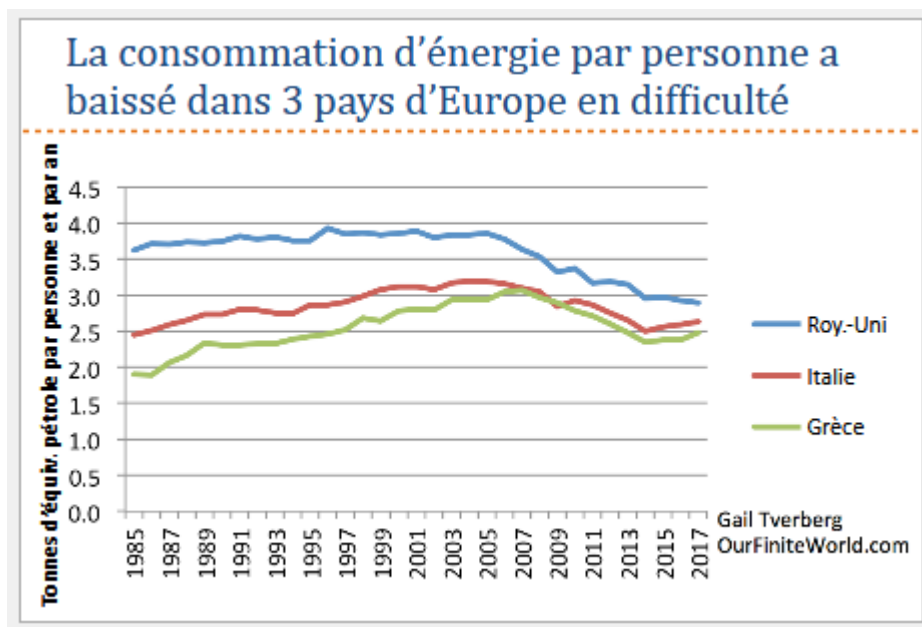


Figure 2. Consommation d'énergie par personne, d'après les données de consommation totale d'énergie du BP Statistical Review of World Energy 2018 et les estimations démographiques 2017 de l'ONU pour trois pays particuliers.

Les chiffres de consommation d'énergie couvrent le pétrole, le gaz naturel, le charbon et de nombreuses autres formes d'énergie consommées en moindre quantité, y compris l'éolien et le solaire.

Lorsque les emplois bien payés deviennent plus difficiles à obtenir, une part importante de la population commence à croire qu'il n'y a pas de place pour d'autres immigrants, quoi que soient leurs véritables besoins. Cela semble faire partie de la dynamique que de nombreux pays ont récemment connue.

Si la croissance de l'approvisionnement énergétique devient insuffisante, d'autres problèmes dus à la physique apparaissent :

- Une croissance économique insuffisante, car il faut de l'énergie pour créer des biens et des services ;
- Une tendance au défaut de remboursement de la dette, et au dégonflement des bulles sur les actifs que cela provoque ;
- Une pression à la baisse sur les salaires, lorsqu'il est possible d'utiliser des machines ou des travailleurs moins bien rémunérés pour réaliser un travail répétitif ;
- Pour la puissance publique, une difficulté à percevoir des recettes fiscales suffisantes ;
- Une tendance pour les pays à se comporter de manière agressive, voire guerrière.

Le physicien François Roddier a étudié [la manière dont les économies allouaient des ressources](#) lorsqu'elles doivent faire face à une pénurie. Il constate que lorsque l'approvisionnement énergétique total est insuffisant, *cette pénurie apparaît sous la forme de disparités croissantes de revenus et de richesses*. Une part disproportionnée des biens et services rendus possibles par les approvisionnements en énergie est allouée à un petit nombre d'individus situés au sommet de la hiérarchie économique, tandis que ceux en bas de l'échelle en reçoivent une part décroissante.

François Roddier compare la part croissante des salaires et des richesses qui va en haut de la hiérarchie sociale à *de la vapeur qui monte*. Dans le même temps, il considère la part décroissante de la consommation d'énergie qui revient à ceux situés en bas de la hiérarchie comme le fait *d'évincer* ceux qui contribuent le moins à l'économie. Avec cette approche, il est possible, en des temps de pénurie énergétique temporaire, de conserver une partie de l'économie en fonctionnement, même si l'on en perd au passage les parties les plus vulnérables.

Comment quelques-uns des problèmes passés d'énergie réduite ont-ils été résolus ?

Première période de consommation d'énergie réduite : après le pic de charbon au Royaume-Uni, en 1913

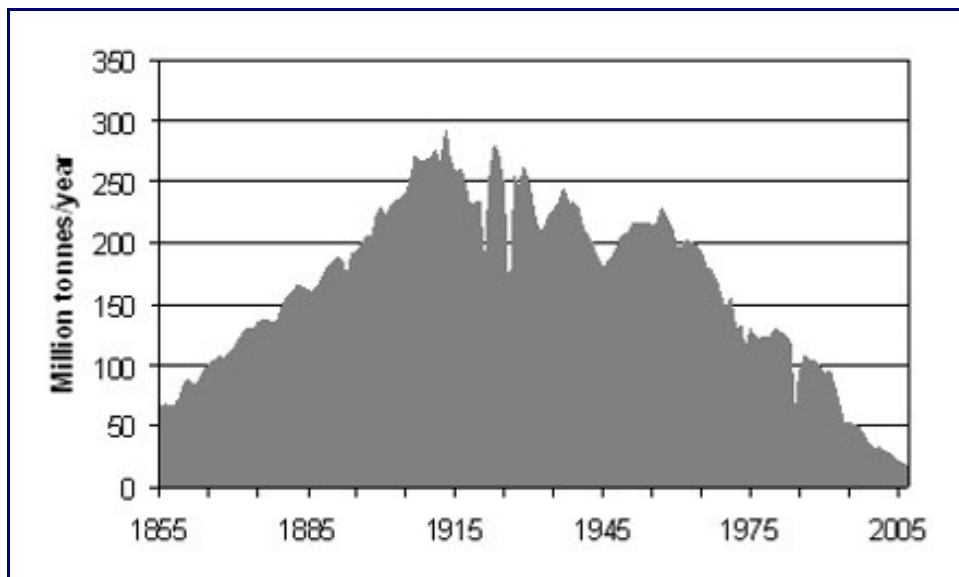


Figure 3. Production de charbon du Royaume-Uni depuis 1855, dans un [graphe](#) de David Strahan publié pour la première fois dans *New Scientist* le 17 janvier 2008.

Le problème du Royaume-Uni en 1914 était un problème de charbon. Le charbon avec le plus faible coût de livraison avait été produit en premier. Il était situé près de la surface et géographiquement près de là où il serait *in fine* utilisé. De nombreux types de coûts apparurent lorsque le charbon facile à extraire et à livrer devint épuisé. Par exemple, extraire une tonne de charbon exigea un plus grand nombre d'heures de travail humain.

Puisque les coûts d'extraction et de livraison du charbon allaient croissant, on pourrait s'imaginer que ces coûts accrus se répercuteraient sur les consommateurs, par un prix plus élevé. (C'est précisément l'hypothèse qui sous-tend la théorie des prix du pétrole qui grimpent sans fin). On pourrait donc s'attendre à ce que les prix du charbon se soient mis à augmenter, parce que les sociétés charbonnières avaient besoin de recettes accrues pour faire face à un processus d'extraction et de livraison de plus en plus inefficace.

Dans les faits, ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Car les clients ne pouvaient pas ***se permettre de payer*** pour des coûts plus élevés. Les salaires de la plupart des citoyens n'ont pas augmenté parce que la quantité de biens et de services que l'économie pouvait produire

dépendait de la *quantité* de charbon produite et livrée. Et si l'économie s'était mise à prendre une partie de la main-d'œuvre située hors de l'industrie du charbon pour la faire travailler dans l'industrie du charbon et ainsi compenser les besoins accrus de main-d'œuvre de celle-ci, cela aurait réduit encore davantage la production totale de l'économie, car les nouveaux travailleurs du charbon n'auraient plus été en mesure d'exercer leur emploi précédent.

Les sociétés minières ont (d'une certaine manière) résolu leur problème de salaires en rémunérant les mineurs avec un salaire de plus en plus insuffisant. Les grèves des travailleurs et les fermetures d'usines par les employeurs sont devenues [un problème croissant au Royaume-Uni entre 1910 et 1914](#). Sans doute sans que ce soit une coïncidence, la Première guerre mondiale a commencé en 1914, juste après que la production de charbon britannique a connu son pic en 1913. La guerre a créé des emplois pour les mineurs et les autres travailleurs qui ne trouvaient pas un travail qui leur payait de quoi vivre. Les travailleurs partant pour contribuer à l'effort de guerre ont laissé derrière eux une main-d'œuvre moins nombreuse pour travailler dans les mines.

Finalement, la Première Guerre mondiale a plutôt été positive pour le Royaume-Uni. Le fait qu'il soit du côté des vainqueurs a permis au pays de rester la puissance mondiale dominante jusqu'en 1945, malgré le déclin de sa production de charbon. Parce qu'elle était dominante, la livre sterling est restée la [monnaie de réserve](#) mondiale. Cette situation a permis au Royaume-Uni d'emprunter plus facilement, ce qui lui a permis d'importer du charbon sans disposer de la totalité des fonds dont il aurait eu besoin pour pouvoir se le payer.

Seconde période de consommation d'énergie réduite : de 1920 à la Seconde guerre mondiale, aux États-Unis

Ici, la situation semble plus complexe. Le problème de la moindre consommation d'énergie sur lequel avait reposé la Première Guerre mondiale n'avait pas vraiment été résolu – il avait surtout été déplacé ailleurs. De surcroît, l'Allemagne, l'autre grand producteur européen de charbon après le Royaume-Uni, atteignait un pic de la production de son principal type de charbon, la houille ([figure 4](#)). Du fait de ces problèmes, la demande européenne de biens importés des États-Unis a baissé de manière considérable. En particulier, les États-Unis ont été un important fournisseur de nourriture en Europe durant la Première Guerre mondiale, mais cette source de demande a disparu après 1918, quand les soldats sont retournés dans leurs champs.

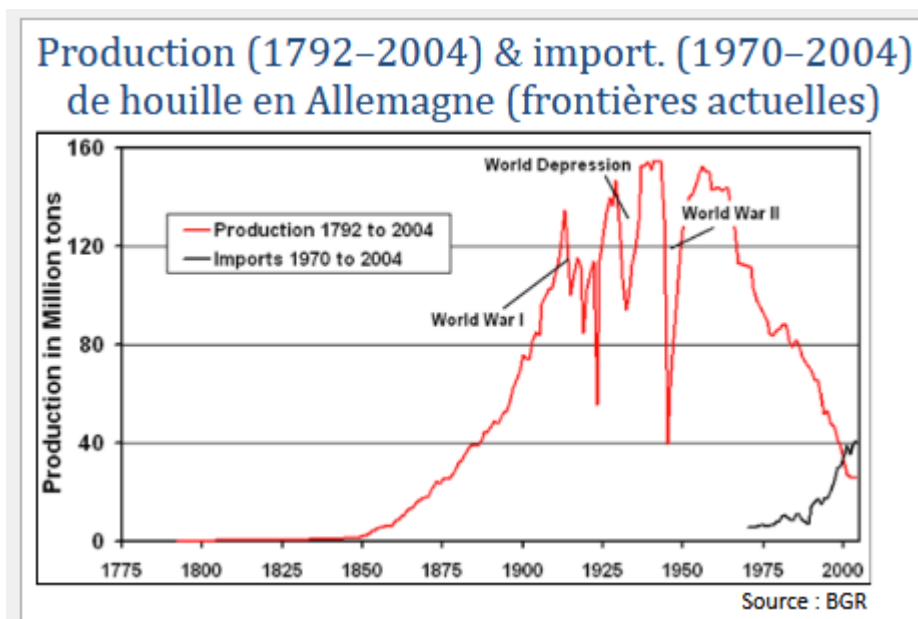


Figure 4. Production de houille en Allemagne de 1792 à 2002. Source : [Institut fédéral allemand des géosciences et des ressources naturelles](#) (Bundesanstalt für Geowissenschaften und Rohstoffe).

En ce qui concerne la demande de charbon aux États-Unis, le principal problème au-delà de la faible demande européenne était la demande intérieure américaine. La mécanisation avait commencé à remplacer les travailleurs non qualifiés, tant à la ferme qu'à l'usine. La mécanisation de l'agriculture a généré un double problème : elle produisait plus de nourriture que ce qui était nécessaire et elle créait à la fois des gagnants et des perdants. Les gagnants étaient ceux qui bénéficiaient des nouveaux outils mécanisés et qui pouvaient produire de la nourriture à moindre coût ; les perdants étaient ceux qui continuaient à appliquer des procédés beaucoup plus gourmands en travail manuel. Les prix des denrées alimentaires disponibles ont chuté très en-deçà des coûts de la production alimentaire non mécanisée. Les citoyens firent aussi partie des gagnants grâce à la baisse des prix alimentaires.

Les disparités de revenus sont devenues un problème de plus en plus sérieux dans les années 1920 ([figure 5](#)). Nombreux étaient les biens et services que les travailleurs avec de bas salaires ne pouvaient pas se permettre d'acheter. Les lois de la physique exigent de consommer de l'énergie (d'en « dissiper ») à chaque fois que de la chaleur ou qu'un mouvement est produit. La physique exige donc l'utilisation de produits énergétiques pour fabriquer et livrer des biens et des services. Si l'on suit cette logique, les bas salaires des travailleurs évincés par la mécanisation ont contribué à réduire encore plus la demande d'approvisionnement en énergie des États-Unis, s'y ajoutant et accentuant les problèmes de charbon que l'Europe rencontrait.

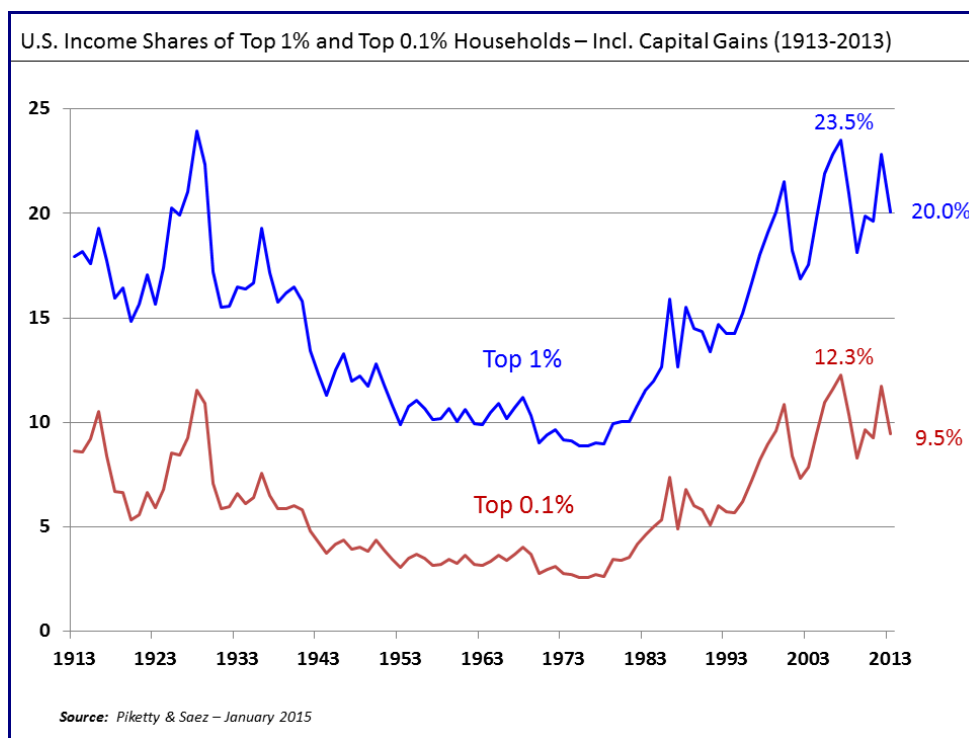


Figure 5. Parts de revenus aux États-Unis pour la population dont les revenus se situent au-delà du 99^e centile (« Top 1% ») et du 999^e millile (« Top 0.1% »), d'après l'[article du Wikipédia anglophone](#) sur les travaux de Thomas Piketty et d'Emmanuel Saez.

Les niveaux d'endettement ont augmenté dans les années 1920, en partie du fait des avantages apparents que présentait la nouvelle mécanisation. En 1929, la bulle de la dette a commencé à s'effondrer, montrant la faiblesse sous-jacente de l'économie.

Les problèmes de la fin des années 1920 et des années 1930 ressemblaient beaucoup à ceux d'aujourd'hui. Les disparités de revenus étaient devenues un problème majeur en raison de l'évincement de nombreux travailleurs par la mécanisation et de l'immigration. La réponse publique fut une hausse des droits de douane, notamment au travers des lois Fordney–McCumber de 1922 et Smoot–Hawley de 1930. [Des quotas furent également fixés sur le nombre d'immigrants](#), dans l'espoir qu'une moindre concurrence venue de l'immigration contribuerait à augmenter les salaires des travailleurs non qualifiés.

Le problème de la faible demande d'énergie a fini par être résolu par la Seconde Guerre mondiale. La demande supplémentaire de la Seconde Guerre mondiale a poussé de nombreuses femmes à rejoindre pour la première fois la population active. Grâce à l'effort de guerre, la consommation d'énergie aux États-Unis est repartie à la hausse. Les importantes hausses de salaires à cette époque ([figure 6](#)) reflètent surtout le fait que la population active a été augmentée de nombreux travailleurs.

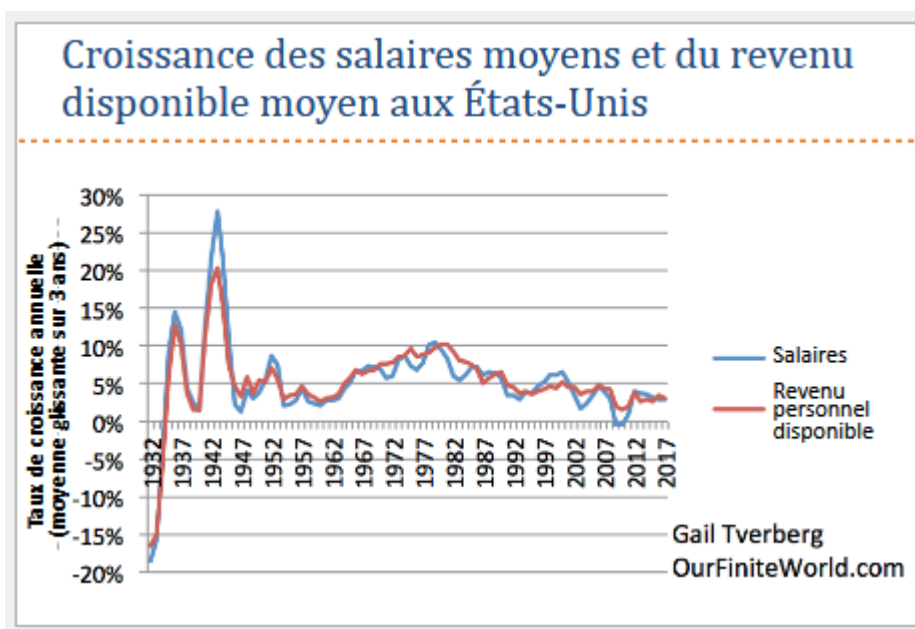


Figure 6. Croissance en moyenne glissante sur trois ans des salaires et du revenu personnel moyen, d'après les données du Bureau of Economic Analysis.

Le revenu personnel disponible comprend les paiements de transfert comme les prestations sociales et chômage. Il est également net d'impôts. Le dénominateur dans ce calcul est la population totale des États-Unis, de sorte que les changements reflètent l'effet qu'a l'ajout d'une part accrue de la population sur le marché du travail.

Du point de vue économique, pour les États-Unis, la Seconde Guerre mondiale fut une stratégie gagnante. Les salaires ont connu une hausse rapide au début des années 1940, tout comme le « revenu personnel disponible », qui y est très lié. De surcroît, en 1945, le dollar américain prit la place de la livre sterling comme monnaie de réserve. Cela a donné aux États-Unis le pouvoir d'importer plus de biens et de services (y compris du pétrole) que ce qu'il lui aurait été possible avec des capacités à emprunter plus limitées.

Si l'on analyse la production de charbon des États-Unis, on peut voir interagir les limites géologiques et la demande (en fait, la quantité abordable pour les consommateurs). En matière de limites géologiques, l'antracite des États-Unis a atteint un pic de sa production, semble-t-il d'origine géologique, en 1918. La demande de denrées alimentaires importées en provenance d'Europe a baissé.

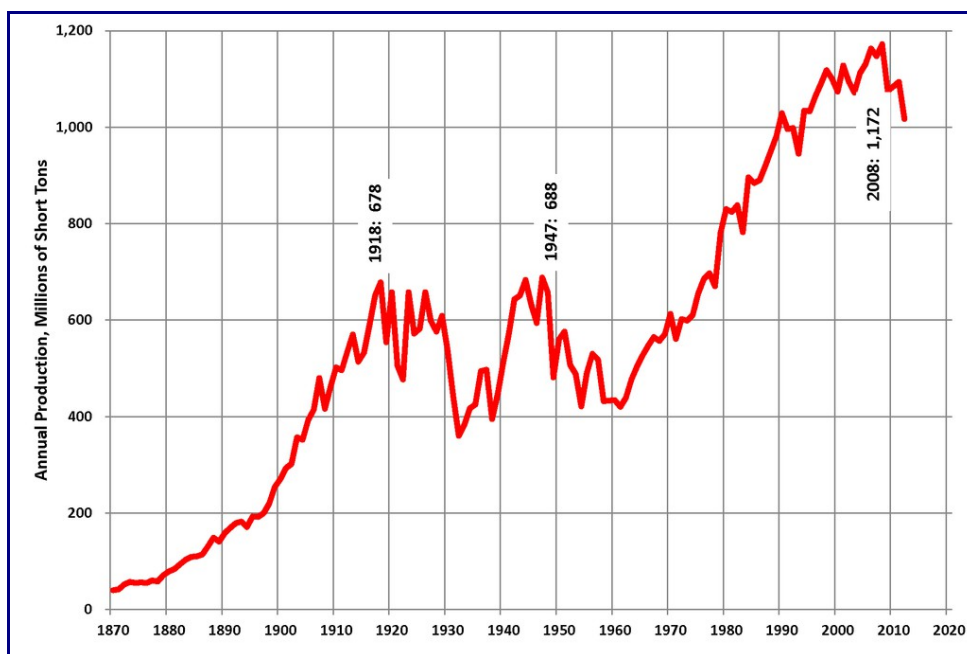


Figure 7. Production de charbon des États-Unis, provenant d'un [article du Wikipédia anglophone](#) écrit par le contributeur Plazak.

La production américaine de charbon de qualité inférieure à celle de l'anthracite, la houille, a connu une croissance rapide à partir de 1870 et jusqu'à 1918, lorsqu'elle s'est soudainement mise à suivre un plateau irrégulier, qui a duré jusqu'en 1930. La production de charbon a ensuite chuté brutalement alors que l'économie se contractait violemment, et il a fallu attendre l'époque de la Seconde Guerre mondiale pour qu'elle reparte à la hausse. Ce schéma suit très bien celui de la « demande » auquel on s'attendrait, si l'on suit ce que j'ai décrit plus haut. Les disparités de revenus des années 1920 semblent avoir conduit à une production qui ne croît plus puis qui baisse nettement, avec les problèmes des années 1930 que l'on connaît. Quand on regarde la figure 7, on voit qu'en 1990, il est possible que la production de houille aux États-Unis ait atteint un pic géologique. À ce moment-là, les prix de l'énergie étaient bas ([figure 10](#)), soulignant une nouvelle fois que ce sont des prix bas, et non à des prix élevés, qui sont associés à des pics de production d'un type particulier d'approvisionnement énergétique.

La production des deux plus mauvaises qualités de charbon (charbon gras et lignite) n'a commencé qu'en 1970. Cette accélération de l'approvisionnement en charbon a permis d'atténuer le pic de production de pétrole aux États-Unis qui s'est produit la même année, en 1970. On constate un déplacement progressif vers des ressources énergétiques de qualité de plus en plus faible, mais on ne voit pas de phénomène de forte hausse des prix associée à un pic de la demande. À la place, ce sont des bas prix qui semblent être associés aux pics de production.

Troisième période de consommation d'énergie réduite : chute entre 1980 et 1984, liée à des taux d'intérêt élevés

On pourrait s'attendre à ce que le pic de production de pétrole aux États-Unis en 1970 ait eu des conséquences majeures sur la consommation d'énergie du pays, mais ce qu'il s'est produit, c'est une baisse beaucoup plus importante de la consommation d'énergie entre 1980 et 1983, au

moment où les États-Unis ont augmenté leurs taux d'intérêt à un niveau élevé, ce qui a provoqué une récession.



Figure 8. Graphe de la Réserve fédérale de Saint-Louis (FRED) montrant côte-à-côte les taux d'intérêt du Trésor à 10 ans et les variations annuelles des taux de croissance du PIB (inflation comprise).

La baisse de la consommation de pétrole qui en a résulté a fait passer les prix du pétrole d'un prix moyen, corrigé de l'inflation, de 110 dollars le baril en 1980 à 32 dollars le baril en 1986. Avec de tels prix, les pays exportateurs d'énergie ont du mal à obtenir des recettes fiscales suffisantes et obtenir les fonds nécessaires au creusement de nouveaux puits. Seuls les pays exportateurs les plus robustes arrivent à s'en sortir.

Un pays exportateur d'énergie en particulier n'a pas survécu : l'Union soviétique. Il a fallu attendre 1991 pour que les tensions financières liées aux bas prix du pétrole finissent par faire s'effondrer le gouvernement central de l'URSS. Du fait de cet effondrement, une bonne partie de l'industrie soviétique a été détruite de manière définitive, réduisant la consommation d'énergie de près de 40%. Même trente ans plus tard, la consommation d'énergie par personne des anciens républiques soviétiques reste très inférieure au niveau moyen qu'elle avait au milieu des années 1980 ([figure 9](#)).

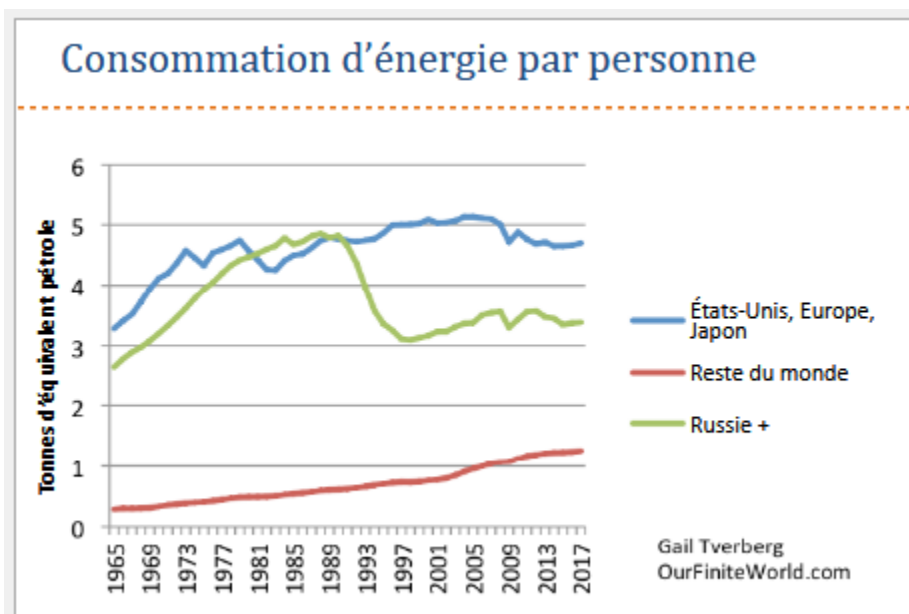


Figure 9. Consommation d'énergie par personne dans le monde, d'après des données du BP Statistical Review of World Energy 2018 et des UN Medium Population Estimates 2017. Le groupe « Russie + » correspond à la Communauté des États Indépendants présentée dans le BP Statistical Review of World Energy 2018, et est légèrement plus petit que l'ex-Union soviétique.

Analyse

Quand on étudie ces différentes situations de la production de charbon au Royaume-Uni et en Allemagne, on trouve assez peu d'éléments probants en faveur d'un lien entre pic géologique de production et prix élevés. Il semble plutôt y avoir un lien entre pics de production et conflits entre pays.

Au-delà des conflits, l'autre problème associé aux pics de la production de charbon semble être la baisse de la demande et donc la chute des prix. La raison qui explique les pics géologiques est probablement une rentabilité insuffisante. Et la rentabilité devient insuffisante quand le producteur n'arrive plus à compenser la hausse des coûts de production et de transport par des prix plus élevés. D'une certaine manière, on pourrait dire que la limite à la production de charbon est le caractère abordable du prix. Et l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il en soit de même pour le pétrole.

Il y a également peu d'éléments probants du fait que les pénuries énergétiques entraînent des prix de l'énergie élevés, si l'on définit une pénurie énergétique comme une faible consommation d'énergie par personne pour l'ensemble des types de produits énergétiques. **Les pénuries énergétiques ont plutôt tendance à générer des disparités de revenus.** Les pénuries énergétiques sont également un sujet de préoccupation pour les gouvernements, car le fait de vouloir que le pays soit compétitif sur les marchés mondiaux a tendance à mettre en évidence le besoin d'un approvisionnement suffisant en énergie peu coûteuse. Les produits fabriqués avec un mix énergétique coûteux ont tendance à être chers, et donc à ne pas être compétitifs sur les marchés mondiaux.

De plus, il est également peu probable que pour la plupart des clients courants, des biens fabriqués avec des produits énergétiques coûteux soient inabordables, car les salaires supplémentaires sont utilisés pour alimenter ce qui est fondamentalement une production moins efficace. Les coûts énergétiques peuvent augmenter pour de multiples raisons, y compris :

- Un besoin accru en travail humain ;
- Des salaires plus élevés pour rémunérer le travail, qui peuvent être liés à une formation plus poussée ou à l'emplacement géographique ;
- Le besoin d'utiliser une plus grande quantité de produits énergétiques pour obtenir de nouveaux produits énergétiques ;
- Un besoin accru de financement par l'emprunt ;
- Des taux d'intérêt plus élevés ;
- Plus de machines, y compris des équipements pour limiter les émissions polluantes ;
- Le besoin de louer des terres pour un loyer plus élevé ;
- Des impôts plus lourds.

Quelle qu'en soit la cause, ces coûts supplémentaires ne permettent pas de produire une plus grande quantité des produits énergétiques indispensables au bon fonctionnement de l'économie. Les coûts plus élevés agissent simplement comme un frein à l'économie, qui doit être caché d'une manière ou d'une autre. Parmi les approches possibles pour dissimuler le problème, on trouve la baisse des taux d'intérêt, la délocalisation de la fabrication dans des pays à bas salaires, ou encore le remplacement de certains travailleurs peu qualifiés par des ordinateurs ou des robots.

Les prix semblent être plus liés à ce que les clients peuvent se permettre de payer qu'aux coûts de production. Notez que lorsque dans les années 1920 et 1930, les approvisionnements énergétiques étaient insuffisants, les prix du pétrole ont baissé. Cette tendance s'explique par le fait que les disparités croissantes de revenus ont conduit un plus grand nombre de personnes à ne pas avoir les moyens d'acheter de très nombreux biens et services fabriqués grâce à des produits pétroliers.

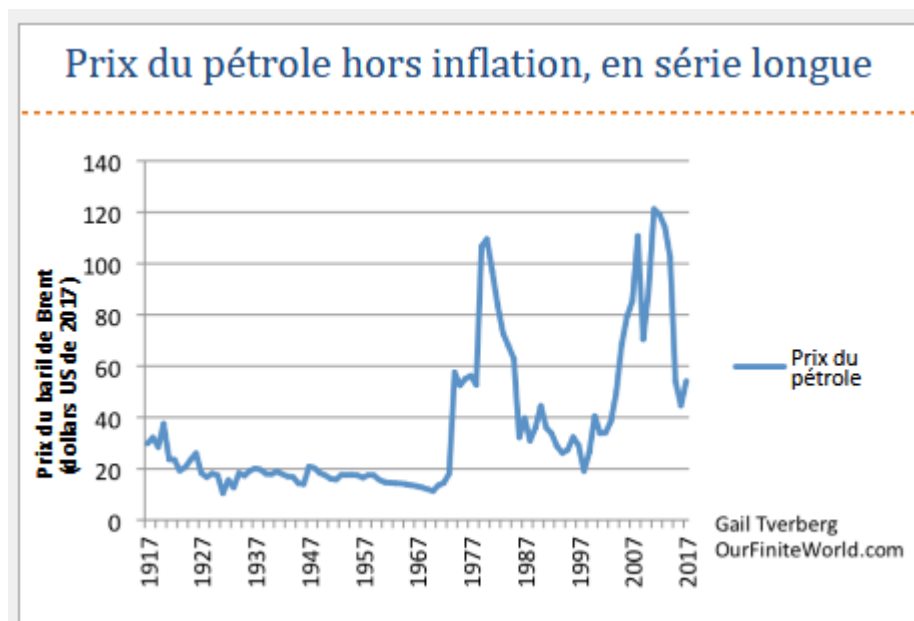


Figure 10. Prix du pétrole en série longue et corrigés de l'inflation, d'après les chiffres de prix d'équivalent pétrole de Brent, ajustés de l'inflation, publiés dans le BP Statistical Review of World Energy 2018.

Quand on regarde la figure 11 ci-dessous, on voit une situation où **les salaires moyens aux États-Unis ne semblent augmenter que lorsque les prix du pétrole sont bas**. Quand les prix du pétrole sont élevés, il devient économiquement plus rentable de déplacer la production de biens dans des pays qui utilisent des produits énergétiques moins chers, et qui proposent des salaires moins élevés. Une telle substitution conduit à une baisse du nombre d'emplois aux États-Unis, et à une récession.

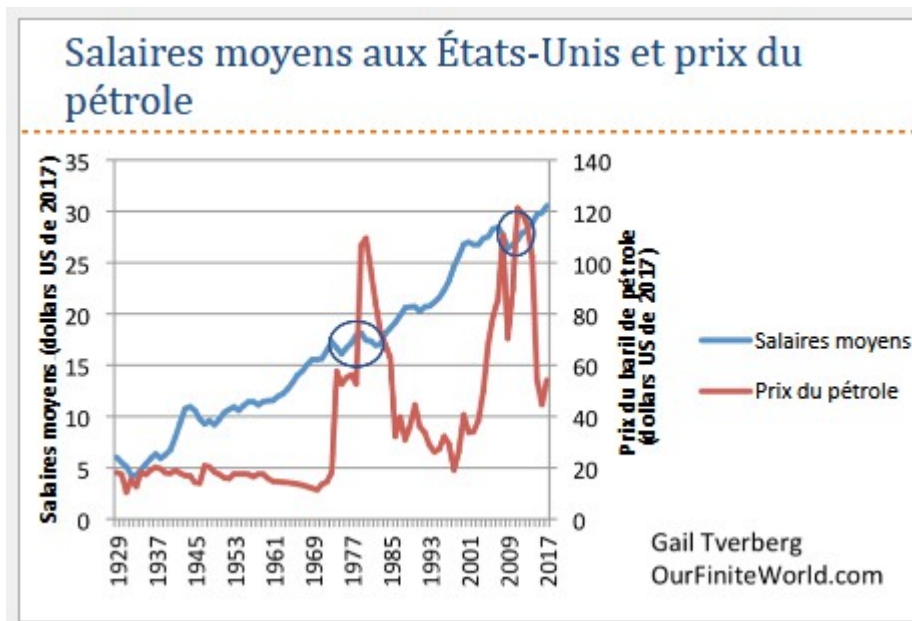


Figure 11. Salaires moyens en dollars US de 2017 et prix du pétrole Brent, également en dollars US de 2017.

Les données de prix du pétrole en dollars US de 2017 proviennent du *BP Statistical Review of World Energy 2018*. Les données de salaires moyens correspondent aux salaires totaux fournis par les données du BEA, ajustés à l'aide du déflateur de prix du PIB, et divisés par la population totale. Ces chiffres reflètent donc à la fois les variations du pourcentage de la population active dans la population totale et les variations des niveaux de salaire.

La Réserve fédérale américaine est tout-à-fait consciente du fait que des prix élevés du pétrole conduise à des prix alimentaires élevés, et donc à un problème pour l'économie. Elle est peut-être aussi au courant d'autres problèmes liés à des prix élevés du pétrole, comme la perte de compétitivité sur les marchés mondiaux.

La Réserve Fédérale dispose d'un puissant outil pour résoudre le problème des prix élevés du pétrole : son *Open Market Committee* peut décider d'augmenter les taux d'intérêt à court terme, et ainsi de renchérir le fait d'emprunter. Par exemple, s'il est possible d'augmenter les taux d'intérêt de sorte que le taux d'intérêt des emprunts automobiles passe de 5% à 6%, cela renchérira les mensualités de remboursement de ces prêts, et cela réduira donc la demande de

voitures. De manière indirecte, cela va réduire la demande de pétrole, tant pour fabriquer les voitures que pour les faire rouler.

En fait, la Réserve fédérale semble avoir largement contribué à la grande récession de 2007–2009. Elle a d'abord abaissé les taux d'intérêt au début des années 2000, contribuant à créer une bulle d'endettement, en particulier dans le secteur des logements à destination des clients peu solvables. Elle a ensuite augmenté les taux d'intérêt, ce qui, avec des prix élevés du pétrole, ont fait éclater la bulle de dette.

L'assouplissement quantitatif est un programme qui a été mis en place ces dernières années pour ajuster les taux d'intérêt en évitant les conséquences de changements des taux d'intérêt à court terme. La figure 12 montre que ces changements de taux d'intérêt semblent avoir été étroitement liés à des points de bascule des prix du pétrole. Un programme d'assouplissement quantitatif a été mis en place fin 2008 pour réduire les taux d'intérêt, et donc faire remonter les prix du pétrole. La fin du programme d'assouplissement quantitatif semble avoir eu l'effet exactement inverse.

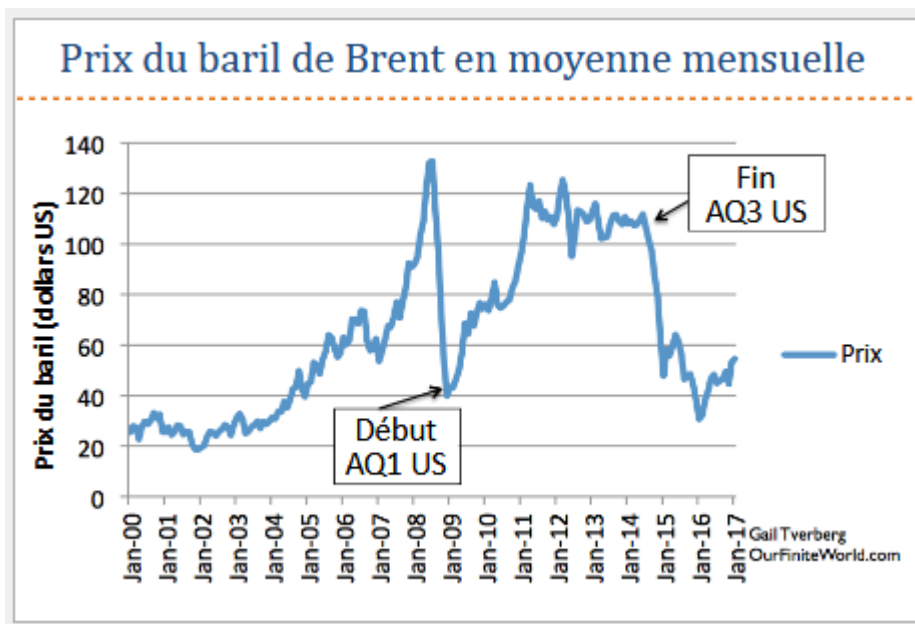


Figure 12. Prix moyens mensuels du pétrole Brent au comptant basés sur les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie, ainsi que les dates auxquelles les États-Unis ont commencé et mis fin à l'assouplissement quantitatif.

Ce qui est devant nous est une bulle d'endettement rendue possible par une longue période de taux d'intérêt très bas. La Réserve fédérale semble à présent avoir l'intention de faire éclater cette bulle en augmentant les taux d'intérêt à court terme et, en même temps, en vendant les titres qu'elle a acquis dans le cadre des programmes d'assouplissement quantitatif. Si la Réserve fédérale réussit à faire exploser la bulle d'endettement, les prix du pétrole (tout comme les autres prix de l'énergie) pourraient à nouveau baisser à un niveau très bas. Si je ne me trompe pas, nous pouvons nous alors attendre à une autre récession majeure. Elle se caractérisera par une faible demande, des prix bas des matières premières et des licenciements dans de nombreuses industries.

Conclusion

Plus on se penche sur le récit qui affirme que la hausse des prix du pétrole pourrait permettre d'extraire sans fin du pétrole, moins ce récit semble raisonnable. S'il était vrai, nous aurions vu, il y a un siècle, les prix du charbon augmenter sans fin en Europe, à l'époque où celui-ci était la forme dominante d'énergie supplémentaire disponible. Or cette hausse ne s'est jamais produite.

À la place, nous devrions nous inquiéter de la possibilité qu'un conflit apparaisse. La situation énergétique pourrait bien ressembler de plus en plus à un [jeu de chaises musicales](#), si la quantité proposée par les vendeurs à un prix abordable devenait trop faible. Dans ce jeu, les gagnants seront ceux qui réussiront à obtenir un approvisionnement suffisant pour eux-mêmes. Il n'est pas sûr qu'adopter cette stratégie permette à quelqu'un d'être gagnant, mais peut-être n'ai-je pas vu tous les scénarios possibles.

L'un des problèmes que posent des approvisionnements insuffisants en énergie, c'est la difficulté d'en obtenir des recettes fiscales suffisantes. Si le montant des recettes fiscales devient un problème, cela créera probablement une pression pour réduire les contributions aux organisations dont le rôle est de rapprocher les pays entre eux, comme par exemple l'Union européenne ou les Nations Unies. De nombreuses subventions risquent de subir un couperet fatidique. De nombreux services collectifs risquent aussi de subir des coupes drastiques, voire d'être tout simplement abandonnés, allant de la réparation des ponts aux programmes de retraite pour les personnes âgées.

La plupart d'entre nous n'a jamais été informé sur les guerres de ressources. L'immense disponibilité des combustibles fossiles a balayé le besoin même de réfléchir à la possibilité d'une pénurie de ressources énergétiques ou d'autres ressources comme par exemple l'eau potable. Malheureusement, il est possible qu'un conflit de ressources peut resurgir dans une nouvelle version du XXI siècle pas si lointain.

Inutile de dire que je ne recommande pas le conflit et les programmes de coupe des dépenses. J'affirme juste que les problèmes énergétiques et les problèmes financiers sont très étroitement liés les uns aux autres. C'est là la manière dont les choses semblent se passer.

Face au risque d'effondrement (2/2) : les actions prioritaires

20 septembre 2018 - Posté par Alain Grandjean

[NYOUZ2DÉS: est-ce encore un genre de texte où les hypothèses de travail ne sont absolument pas crédible de la part de Alain Grandjean?]



Construire un nouveau modèle économique une priorité face au risque d'effondrement

Credit : Chroniques de l'Anthropocène

La perspective de l'effondrement de notre civilisation peut être écrasante, conduire au déni, alors que nous avons, au contraire, besoin de rester mobilisés pour accompagner la transformation inéluctable qui s'annonce. Tout en restant lucide, il est important de ne pas baisser les bras et c'est pourquoi j'ai essayé de montrer dans un [premier post](#) que nous avons de nombreuses raisons de croire en l'avenir et qu'un enjeu essentiel consiste à changer de référentiel : voir la crise majeure actuelle comme un processus de transformation, de métamorphose. Je vais essayer ici de dégager quelques pistes d'actions prioritaires pour adresser un enjeu central : la construction d'un nouveau modèle économique.

Construire un plan d'action ambitieux demande de regarder la situation d'assez loin^[1] pour ne pas se perdre dans les détails et pour comprendre les interrelations et la logique d'ensemble. Il est indispensable, d'une part de combiner plusieurs niveaux de gouvernance (international, européen, national et territorial) et d'autre part les différents domaines (économique, financier, juridique, culturel et éducatif...). Enfin, il faut oser remettre en cause le modèle économique actuel^[2] qui est l'une des causes du problème posé. Rappelons-en les raisons principales^[3] : il prend pour credo la croissance matérielle sans tenir suffisamment compte de ses impacts sur la planète, il repose trop largement sur les énergies fossiles cause principale du changement climatique, il focalise les acteurs économiques sur le court terme, il est de plus en plus inégalitaire ce qui est dangereux politiquement, intenable socialement et dangereux

écologiquement[4], il dépend trop d'activités financières sources d'instabilité et potentiellement de crises majeures.

L'élaboration du modèle économique de demain

La construction de ce modèle ne peut se faire que de manière très synthétique : nous devons respecter les différentes approches des grands pays de ce monde. Pour ne prendre qu'un exemple, la Chine est en train de devenir le leader mondial de l'économie bas-carbone, mais la conception du monde économique de ses dirigeants actuels n'est pas celle qui domine en Occident, indépendamment de la question démocratique. Il est totalement vain de vouloir imposer nos visées à la Chine (et à d'autres grands pays comme l'Inde, le Brésil et la Russie, sans parler des Etats-Unis). Il n'est pas impossible en revanche de trouver des terrains d'accord sur la manière de réguler l'économie mondiale et de gérer les biens communs dont le climat.

La construction de ce modèle doit se fonder au maximum sur les évidences, les faits, les données scientifiques indiscutées, des raisonnements aussi simples que robustes et laisser tomber les idéologies obsolètes et les querelles politiciennes. Il s'agit en résumé de définir les régulations essentielles, qui permettent le plus de liberté aux acteurs économiques, dans le strict cadre du respect voire de la valorisation des écosystèmes et des équilibres naturels, et dans l'objectif de permettre une vie bonne à l'immense majorité de nos concitoyens.

Les régulations à envisager concernent la limitation de l'usage des ressources naturelles et de l'émission des polluants, à commencer par les GES. Elles impliquent également de limiter le pouvoir de la finance et plus généralement de protéger les citoyens des risques d'excès de pouvoir de toute structure, privée ou étatique.

Elle devra se traduire par la réalisation d'un tableau de bord, inspiré des [Objectifs de Développement Durable](#), se substituant au PIB et aux ratios de dette et de déficits publics, comme moyen de pilotage de l'action publique. Elle devra proposer au niveau des entreprises [des nouvelles manières de faire leurs comptes](#) en intégrant leurs impacts positifs et négatifs sur les écosystèmes.

L'heure n'est pas aux disputes de cour de récréation. Elle est aux visions amples et courageuses face aux périls qui nous menacent.

Une feuille de route internationale pour accélérer le changement de modèle

Disposant de ce référentiel, il est nécessaire de construire à grands traits une feuille de route, à partir de l'identification de leviers de transformation clefs. Evoquons en quelques-uns, en intégrant bien sûr les initiatives en cours.



Les objectifs de développement durable

1 La construction d'un tableau de bord synthétique issu des [Objectifs de Développement Durable](#) adoptés en 2015, mettant un terme à l'idolâtrie du PIB[6], approprié politiquement[7] et permettant de suivre l'état des ressources ce que ne permettent pas les signaux économiques[8]. Il doit nous permettre aussi d'abandonner le mode de pilotage des « plans d'ajustement structurel », imposés par les organismes internationaux, comme récemment à la Grèce, et fondés sur une batterie d'indicateurs inadaptée (PIB, dette et déficit publics, inflation,). Ils ne permettent pas d'avoir une vue globale de la situation[9].

Dans les pays en développement en particulier, la lutte contre la pauvreté et l'illettrisme, pour l'éducation et l'émancipation des femmes[10] est essentielle pour limiter la croissance démographique, enjeu clef du XXI^os.

2 La mise en œuvre accélérée de grands programmes d'investissement visant à réduire les émissions de Gaz à effet de serre et à rendre les économies plus résilients au changement climatique.

3 La mise en place de prix du carbone suffisants (en fonction des régions du monde et des secteurs) avec les outils adéquats, comme le recommande le rapport de la commission présidée par Nicolas Stern et Joseph Stiglitz publié en 2017[11].

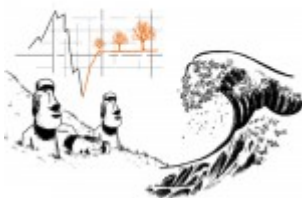
4 Le renforcement des droits liés à l'écologie dans le droit international, européen et national est stratégique. Le [pacte mondial pour l'environnement](#) est une initiative qui va dans le bon sens, comme les propositions faites dans le cadre de la réforme pour la constitution. La multiplication des procès intentés par les victimes du changement climatique et des pollutions chimiques de toutes sortes est facilitée par le durcissement du droit et met les acteurs devant leurs responsabilités.[12]

5 L'architecture des institutions internationales, issues de l'accord de Bretton-Woods, doit être revue en profondeur pour faire des enjeux écologiques, fondement de notre vie sur terre, le cœur de la vie économique. A ce jour, ce sont les enjeux commerciaux et financiers qui priment, avec l'OMC et le FMI. Ce phénomène va d'ailleurs en s'accroissant avec la multiplication des accords bilatéraux tels le [CETA](#) (avec le Canada) ou le [Jefta](#) (avec le Japon).

Il faut soit créer une Organisation Mondiale de l'Environnement dotée de moyens et de pouvoir de coercition, soit revoir les mandats des institutions existantes pour qu'elles intègrent ces questions au cœur de leurs politiques et cessent de les considérer comme des suppléments d'âme ou des externalités. De manière synthétique nous avons besoin d'un nouveau Bretton Woods incluant évidemment les BRICS.

Compter

ce qui compte vraiment ?



6 La mise en place de référentiels comptables tant au niveau des entreprises que des collectivités publiques, adaptés à la nouvelle donne[13] et incitant les entreprises, les financiers et les dirigeants politiques à prendre en compte le long terme et à sortir de la « [tragédie des horizons](#) », selon la formule de Mark Carney.

7 La mise en place de régulations publiques fortes dans le domaine de la **finance** pour la rendre responsable[14], à commencer par la limitation de la libre circulation des capitaux.

8 La mise en place de limitations aux champs de la propriété privée et du marché, notamment pour ce qui est relatif aux biens communs[15] dont notamment les écosystèmes. Symétriquement la valorisation des expériences territoriales de gestion partagée des écosystèmes comme les écovillages.

9 La limitation et la sanction des abus de pouvoir et de droit (qu'ils soient liés à l'argent ou à la politique), les rémunérations excessives[16], la fraude fiscale[17] et assimilée, le mensonge volontaire (dans la communication et la publicité) et la déformation des travaux scientifiques[18], l'incitation à des pratiques nuisibles (pour soi, pour les autres et pour l'environnement[19]).

10 L'élargissement de la responsabilité (sur la base **du** projet de traité international négocié dans le cadre de l'ONU) **des multinationales** de sorte qu'elles ne puissent se défaire de leur responsabilité amont (chaîne de fournisseurs et sous-traitants) et aval (impacts sur les clients) en matière de droits humains et d'environnement. La loi française sur le devoir de vigilance[20] va ainsi dans le bon sens ; de même que le projet d'instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer les activités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales mené par le [Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU](#).

11 La garantie qu'en matière de gouvernance des entreprises[21], sont respectés un certain nombre de règles minimales (parité homme-femme, représentation des salariés dans les instances dirigeantes, encadrement des rémunérations, etc.).

12 La modification de la conception de l'entreprise pour sortir définitivement de la logique néolibérale selon laquelle sa finalité serait uniquement la « création de valeur » pour l'actionnaire [22]

Les priorités au niveau européen

L'Europe est un continent économique puissant, de haut niveau scientifique et culturel, riche au plan agricole, attractif au plan climatique et paysager, mais très fragile en termes de ressources énergétiques et minérales. Un modèle sobre, bas-carbone et circulaire relève de son intérêt stratégique, de même que l'accroissement de sa capacité de résilience face au changement climatique en cours . Vu au microscope, elle peut devenir un leader de la transition énergétique et écologique.



PACTE FINANCE-CLIMAT
LE PACTE QUI PEUT TOUT CHANGER

Pacte Finance Climat

Les élections européennes se tenant en 2019, la priorité première est de faire en sorte que ces enjeux soient au centre du débat politique. Pour cela, il faut apporter des propositions comme celle du [pacte finance-climat](#), qui focalise l'attention sur la nécessité de financer massivement un plan d'investissement bas-carbone et propose des solutions concrètes.

Plus globalement, la transition écologique peut redonner sens à l'Europe et éviter son effondrement. Un haut niveau d'ambition est nécessaire. Il semble notamment inévitable de réviser les traités européens en profondeur ; malgré de louables déclarations d'intention en matière de développement durable ce qui domine dans les faits ce sont :

- la poursuite de la dangereuse [chimère de marchés entièrement ouverts sur les 4 plans](#) (biens, services, travail et capitaux) et la politique de la concurrence.
- une vision étroitement comptable et budgétaire (et des règles inadaptées en matière de déficits et de dettes publiques) qui enlève tout sens au projet européen.

La refonte des traités européens doit s'envisager en fonction des deux pistes précédentes.

Deuxièmement, il est stratégique de relancer sans attendre, des projets d'investissement porteurs de sens qui rendront l'Europe (plus exactement l'ensemble des pays qui seront d'accord) plus résiliente (au changement climatique et aux tensions sur les ressources) et fonderont sa prospérité sur les valeurs clefs évoquées ci-dessus (sobriété, économie bas-carbone et circulaire, résilience, coopération). Pour y arriver Il faut sortir explicitement du calcul du déficit public[23], les investissements favorables à la transition écologique et, pour objectiver cette notion, en même temps soutenus par la BEI[24], dont la rigueur est reconnue. Quant au financement de ces investissements, une piste[25] est clairement à privilégier, également proposée par l'OFCE dans le rapport cité (p.126): « Pour financer un plan européen d'investissement plus ambitieux que le Plan Juncker, des institutions comme le Mécanisme européen de stabilité et/ou la BEI pourraient émettre des obligations qui seraient en retour acquises par la Banque centrale européenne, dans le cadre de son programme de Quantitative Easing[26].



Enfin, la réforme de la PAC qui a été lancée (pour son application post-2020) est l'occasion de faire progresser un nouveau modèle agricole, résilient et durable. Là aussi le combat va être âpre mais les citoyens sont de plus en plus sensibles aux enjeux santé-environnement, les agriculteurs à la recherche de modèles économiques qui leur permettent de survivre, ce qui n'est plus le cas du modèle actuel (sauf pour quelques exceptions). A nouveau, la logique étroitement comptable doit être abandonnée : l'émergence de ces nouveaux modèles doit être accompagnée.

Les priorités au niveau français

Rappelons d'abord que notre pays a la chance de disposer de leaders mondiaux dans le domaine de l'énergie, des services énergétiques et environnementaux, des infrastructures, d'une attractivité croissante dans le domaine de la finance carbone, et d'une capacité scientifique et d'innovation de haut niveau. C'est par ailleurs un « pays de cocagne » tant pour l'agriculture que pour le tourisme. Ces atouts sont à conserver et développer, et la transition écologique en est un garant. Il est donc possible de concilier transition écologique et développement économique.

Au niveau national, les actions sont à mener à trois horizons distincts.

- **A court terme c'est la bataille quotidienne pour que l'écologie perde le moins d'arbitrage possible et que le système d'incitations (taxes, subventions, règlements) soit bien orienté.** Cette bataille pourrait être facilitée par la mise en place d'un tableau de bord de la transition écologique porté par le gouvernement et bien sûr par une révision ambitieuse de la constitution.
- **A horizon de deux ans, l'enjeu clef est budgétaire.**

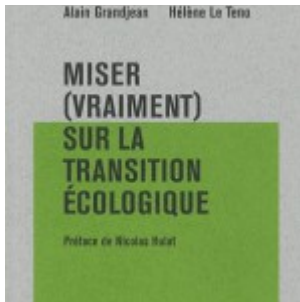
Comme je l'ai écrit avec Gaël Giraud dans une tribune récemment publiée par Alternatives Economiques « [On ne fera pas plus d'écologie avec moins de moyens](#) », or c'est ce qui se prépare.

Le grand plan d'investissement, prévu au programme d'Emmanuel Macron, doit ressortir de l'oubli, tout comme il est urgent de mettre fin à la logique mortifère actuelle qui centralise sur Bercy un pouvoir énorme et mène à couper dans les dépenses sans vision d'ensemble et sans cohérence avec l'enjeu vital de la transformation. Les **investissements écologiques doivent être sortis du calcul du déficit budgétaire**, comme le ferait toute entreprise qui ne confond pas ses investissements avec ses dépenses de fonctionnement. (voir sur ce point [l'appel que nous avons lancé avec Alternatives Economiques](#)).

Cela étant, même accrus, les moyens publics ne suffiront pas. Il faut continuer à développer des partenariats permettant de mobiliser de manière coordonnée les financements privés et publics. Dans le domaine de l'énergie, il faut toujours plus de coopération entre les laboratoires de recherche publique et les investisseurs privés.

- **A plus long terme, il s'agit de mettre au cœur d'un programme de gouvernement, le nouveau modèle économique** évoqué ci-dessus, sobre en carbone, circulaire, résilient et équitable ainsi que la feuille de route permettant sa mise en place.

Les actions à mener au niveau territorial



Miser vraiment sur la transition écologique

De nombreuses initiatives se prennent à ce niveau où l'engagement individuel peut s'exprimer plus facilement. C'est une échelle intermédiaire entre celle des petits gestes du quotidien et, celle, développée plus haut, de la dimension macro-économique. Pour autant les questions (sociales, politiques, techniques, architecturales, etc.) qui s'y posent sont assez délicates. Sur ce plan il y a un énorme besoin de mobilisation, fertilisation croisée, partage d'expériences, élimination des fausses bonnes idées, etc. à mettre en oeuvre très rapidement, si l'on veut que les choses avancent. Citons à titre d'exemple le développement des éco-villages[27] : les Colibris (France), Sekem (Egypte), Auroville (Inde), Gaviotas (Colombie), Picarangua (Brésil), celui du Sustainability Institute de Stellenbosch (Afrique du Sud). Nous avons écrit avec Héléne Le Teno, le livre « [Miser vraiment sur la transition écologique](#) » qui présente de nombreux autres exemples de réussites

Conclusion

Nous sommes pris dans une course de vitesse, du fait de la crédibilité de la menace de l'effondrement, qui nous impose une transformation sociétale profonde. Le monde économique de demain est à inventer et nous avons tout pour y arriver. Qu'on respecte la limite des 2 degrés strictement ou pas, nous allons devoir conduire des modifications structurelles de notre société. Nous pouvons nous mettre à l'œuvre dès aujourd'hui et participer ensemble à cette aventure extraordinaire et ce à tous les niveaux, de l'international au territorial.

Alain Grandjean

Notes

[1] Ce qui revient à utiliser cet « outil méthodologique » qu'est le « microscope » popularisé par Joël de Rosnay. Voir *Le microscope. Vers une vision globale*. Le Seuil, 1975

[2] Voir notre article « Le capitalisme est-il responsable de la destruction de la biosphère et de la montée des inégalités ».

[3] Notons d'ailleurs que ces faiblesses de notre système économique sont très mal représentées dans les modèles macroéconomiques dominants. Voir la note écrite avec Gaël Giraud sur le sujet : *Comparaison des modèles météorologiques, climatiques et économiques: quelles capacités, quelles limites, quels usages ?* Mai 2017

[4] La démographie ne sera limitée à terme au niveau mondial que si le développement économique est suffisant partout. Cette limitation est au niveau mondial un enjeu essentiel du XXI^e siècle, au plan social et au plan écologique. Par ailleurs, dans les pays développés, il est illusoire de croire possible la limitation de l'empreinte carbone des classes modestes, sans réduire celle des plus riches. Or l'empreinte carbone est une fonction croissante des revenus.

- [5] Voir sur ce blog, notre recension du livre L'entre-aide, l'autre loi de la jungle – Gauthier Chapelle et Pablo Servigne, Les liens qui libèrent, 2017.
- [6] Voir Tim Jackson, Prospérité sans croissance, de Boeck, 2^eed. 2017, Florence Jany Catrice et Dominique Meda, Faut-il attendre la croissance ?, La documentation française, 2016. Et pour la France la Loi n° 2015-411 du 13 avril 2015 visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques
- [7] Ce tableau de bord doit être communiqué et porté au plus haut niveau dans les pays et les institutions internationales.
- [8] Voir Nicolas Bouleau, Le mensonge de la finance, Les éditions de l'atelier, 2018. Et la recension de ce livre sur ce blog
- [9] Les 10 graphiques d'Alternatives Economiques faisant le point sur la situation de la Grèce en 2018 sont beaucoup plus parlants que les indicateurs macroéconomiques « standard » ; voir
- [10] Voir Gaël Giraud, L'éducation des jeunes filles est un défi pour le XXI^es., Le Monde, 7 mars 2018 et son interview ici :
- [11] Rapport de la Commission de haut niveau sur les prix du carbone, 2017.
- [12] Pour en savoir plus sur les dernières évolutions juridiques en la matière (procès climatiques, personnalité juridique donnée à des fleuves etc.), consultez les articles suivants : Aux Pays-Bas, les retombées vertueuses de la justice climatique The Conversation 16 juillet 2018 ; Justice climatique : en Colombie, une décision historique contre la déforestation The Conversation 20/05/18, ou L'écocide, un concept-clé pour protéger la nature Le Monde 19/05/17. Voir aussi les débats en cours autour de la réforme de la constitution (sur le site de Novethic, du Journal de l'Environnement) et les mouvements en faveur d'une loi relative au bien-être animal (par exemple ici).
- [13] Voir notamment Jacques Richard Comptabilité et développement durable, Editions Economica, 2012 et les réflexions en cours sur les normes comptables internationales IFRS. Voir aussi la tribune Trois mesures pour sortir du désastre écologique, Claude Henry, Le Monde (05/09/18)
- [14] Voir le rapport du secours catholique, La finance aux citoyens, mettre la finance au service de l'intérêt général. <http://lafinanceauxcitoyens.org/>, le livre d'Alain Grandjean et Mireille Martini, Financer la transition énergétique, Les éditions de l'Atelier, 2016.
- [15] La Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles [« Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action »], Commission Université Palais, 2010.
- [16] Aux États-Unis, certains dirigeants de hedge funds gagnent 20 000 fois plus qu'un ouvrier. La rémunération des patrons du SBF 120 en 2016 a été en moyenne 132 fois plus importante que celle de leurs salariés. Il est évidemment difficile de fixer une limite ; Ford considérait qu'il ne fallait pas dépasser un ratio de 1 à 40 au sein d'une entreprise entre les rémunérations les plus faibles et les plus élevées. L'Etat français a fixé en 2012 la limite de la rémunération annuelle des dirigeants des entreprises publiques à 450 000 euros. Gaël Giraud et Cécile Renouard proposent un ratio de 1 à 12 <http://bit.ly/2h06z84>. Proxinvest recommande un plafonnement à 240 SMIC (Rapport sur la rémunération des dirigeants en 2015 <http://bit.ly/2fy29jW>).
- [17] Le recours aux paradis fiscaux est incompatible avec la notion de capitalisme responsable (or l'ampleur de cette fraude est considérable, voir La richesse cachée des nations de Gabriel Zucman, Le Seuil, 2013 réédité 2017) tout comme les pratiques fiscales des GAFAs et autres grands groupes multinationaux.
- [18] Voir Naomi Oreskes et Erik M. Conway, Les marchands de doute, ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique, Le Pommier, 2012.
- [19] Comme par exemple l'obsolescence programmée ; voir plus généralement les travaux de Thierry Libaert sur la publicité responsable).
- [20] La loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre loi

votée le 27 mars 2017 oblige les entreprises de plus de 5 000 employés en France, ou 10 000 si le siège social est à l'étranger, à publier et mettre en œuvre un «plan de vigilance» pour «prévenir les atteintes graves envers les droits de l'homme, les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement» chez elles et chez les sous-traitants ou fournisseurs avec qui elles entretiennent «une relation commerciale établie». Voir le texte de la loi sur Légifrance.

[21] Voir par exemple Cécile Renouard, *Ethique et entreprise*, les Editions de l'Atelier, 2015

[22]. En France le rapport Notat-Sénard a fait un premier pas, notamment en proposant une réforme du code civil. On se doit d'être plus ambitieux. Voir la proposition de Daniel Hurstel dans Gaël Giraud et Cécile Renouard (Dir.) *20 propositions pour réformer le capitalisme*, Flammarion, 2009, et les travaux du programme « Gouvernement de l'entreprise & création de commun »

[23] *Investissement public, capital public et croissance* – Xavier Ragot et Francesco Saraceno (dir.) – OFCE 2016.

[24] Voir l'article *1 million de projets pour la transition écologique*, Gaël Giraud Alain Grandjean et Mireille martini, *Libération*, 29 juin 2018.

[25] Une autre possibilité, imaginée par la Commission européenne début 2016, consiste à exclure de la cible de dette la dette émise en contrepartie de la participation au plan de relance européen.

[26] Cf IAGS (2015), *Independent Annual Growth Survey – A Diverging Europe on the Edge*

[27] Voir Jonathan Dawson *Les écovillages : Laboratoires de modes de vie éco-responsables* Ed. Yves Michel, 2010

FABULEUXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

24 Septembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Et même fabuleusement débile...

Décidément, le niveau intellectuel des journalistes s'effondre à vue d'oeil...

Donc, on a découvert un gisement de gaz naturel "immense", en mer du nord. 1000 milliards de pieds cube. ça tombe bien, personne ne sait ce que c'est le pieds cube.

Convertissons dans une unité civilisée, le M3, il faut diviser par 35.315.

On arrive donc à un montant de 28.31 milliards de M3 de gaz. Le M3 de gaz, lui, équivaut à 0.00087 Tonne équivalent pétrole. C'est à dire pas grand chose.

Il faut plus de 1000 M3 de gaz pour faire une TEP... Donc, le gisement "immense", fait, à vue de nez, 25 millions de tonnes de pétrole...

Sachant qu'en M3 de gaz, c'est aux alentours de 3500 milliards qui sont consommées chaque année, on voit la stupidité et la fake niouze.

Je vois avec satisfaction que mes leçons de décryptage portent ses fruits, et je nomme l'internaute qui a noté la nouvelle au titre de "grognard d'élite".

Pour ce qui est de la Grande Bretagne, la connerie la plus immonde a été le libre échange. Important sa nourriture à 80 %, elle a totalement renoncé à la fabriquer chez elle. En 1916, c'était essentiellement elle qui était visée, et la plupart du trafic la concernait. Les bâtiments de la marine de guerre fonctionnaient encore au charbon. Et l'usage du pétrole était marginal. Sans cet état de fait, en 1916, la bataille de l'Atlantique n'aurait même pas eu lieu. Les navires coulés auraient été une gêne, pas plus.

Pour ce qui est des matériaux stratégiques, c'est pareil. La notion de stock aurait elle

complètement disparu des esprits ??? Mais cela concernait essentiellement la seconde guerre mondiale. Pour ce qui est de l'approvisionnement de l'URSS, et des convois perdus, je renverrais à Liddel Hart. Les nazis ont été longuement soutenus à Londres. Oublierait on que la dynastie n'est pas de Windsor, mais de Hanovre ???

La contrepartie que Hitler avait accepté, était de laisser l'ouest tranquille pour agresser l'est en général, et l'URSS en particulier. Il avait simplement échappé aux génies de Londres qu'entre URSS et Allemagne existaient un certain d'états tampons, qu'il fallait d'abord bousculer...

De plus, certaines politiques ont été usitées bien plus en Angleterre qu'en Allemagne. Le massacre et la déportation des populations, c'était l'Irlande et l'Ecosse, le camp de concentration, une création britannique.

La nuit des longs couteaux, d'ailleurs, avait entraîné une nette satisfaction à Londres...

DE LA DÉPENDANCE...

25 Septembre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Les britanniques nous disent un article ont abandonné l'indépendance alimentaire dès 1780. C'est faux. C'est l'économie de l'époque où l'indépendance alimentaire est la règle, seulement contrariée par les incidents climatiques -nombreux-, qui font l'économie européenne depuis plusieurs centaines d'années. Une année, une région est excédentaire, une autre, c'est l'autre. Mais d'une manière générale, à l'époque, les blés polonais, russes et américains sont déjà dans la danse, et ont été intégrés aux anciennes sources locales.

C'est bien après, vers 1850 que la dépendance devient criante, et surtout pendant la guerre civile US qu'elle devient abyssale, et conduira les britanniques à être très gentils avec l'union. Le roi blé a remplacé le roi coton en quelques années, avec le concours des canaux et des chemins de fer. Avant ceux-ci, le total restait marginal, même s'il pouvait être important. A une époque, on apprenait les combats de prairial, l'histoire du "vengeur du peuple", coulé en protégeant un convoi de blé US, sans lequel la république eut sans doute péri.

La plus grosse dépendance calorique, au XVIII^e est celui d'un fléau aujourd'hui quasiment disparu : l'alcool. On commerce beaucoup entre pays et l'alcool tient une place maitresse dans ce commerce et dans la contrebande. Pour réduire les volumes, on distille, ce qui donne les alcools fort prisés dans les ports et par les marins. Plus la quantité est réduite, plus la valeur est grande, et l'on distille même les distillats, ce qui donne des degrés d'alcool inimaginables de nos jours... Que l'on coupe ensuite. Mais, d'une manière générale, l'alcoolisme d'aujourd'hui est très "petit joueur", par rapport à celui du XVIII^e siècle. On n'avait aucune idée de limites en matière de consommation.

Le Brexit, d'ailleurs, devient explosif, même si certaines affirmations sont ridicules et risibles. On parle de pénurie de médicaments en Grande Bretagne ? Comme si le brexit était la fin du commerce.

Dépendance des anciens à l'égard des aides sociales. A 40 ans, on est trop vieux pour travailler, et le recul généralisé de l'âge de la retraite crée un vide, où tombent beaucoup de gens. A l'image de la grande bretagne, beaucoup sont invalides.

Le métro futuriste a du plomb dans l'aile. D'ailleurs, rien que la taille des projets devrait

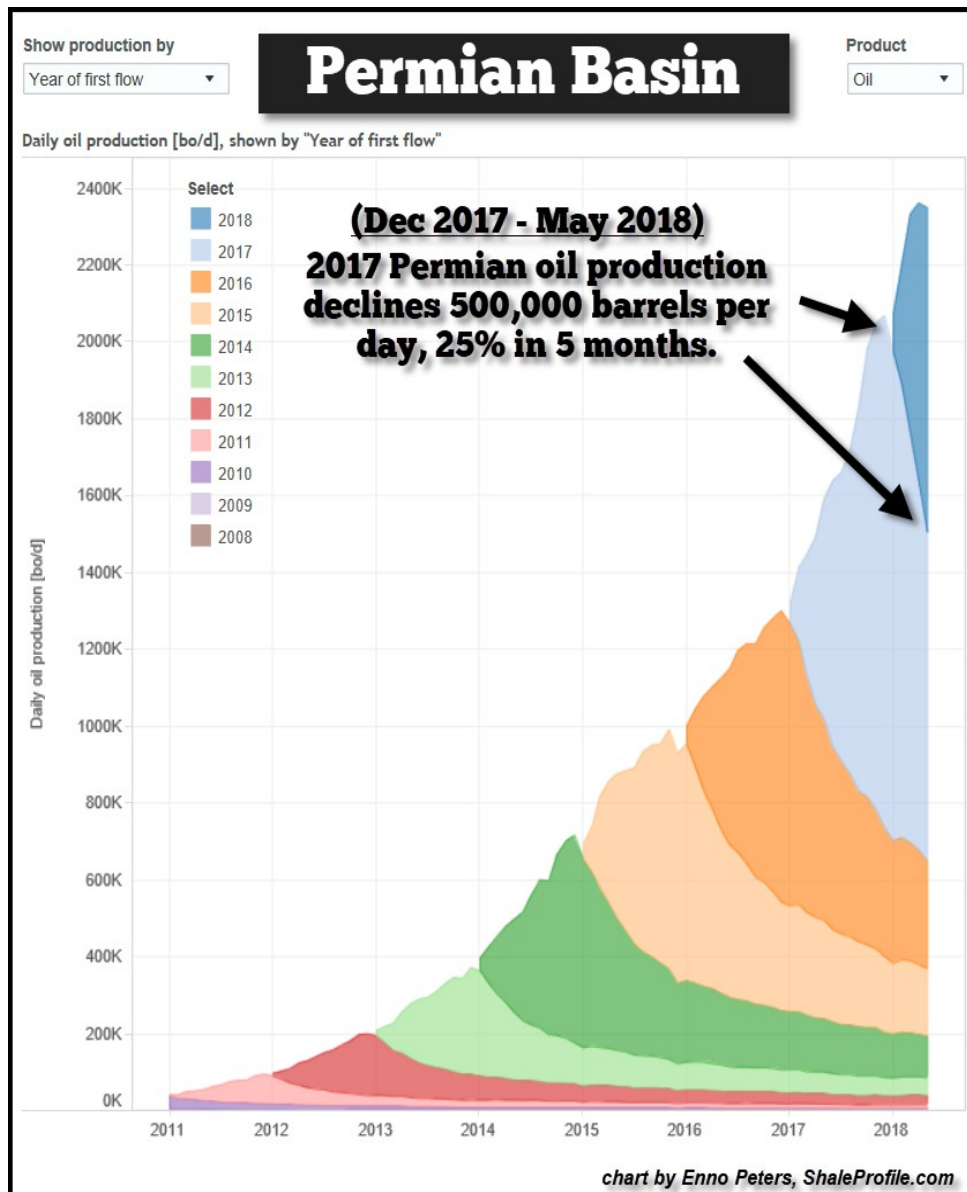
alarmer ceux qui ont un cerveau... Visiblement, ils sont rares...

Il paraît que le [septennat macron](#) est fini. Le pire, c'est que c'est un de ses fidèles soutiens qui le dit. Moralité, le [socle de Macron](#) se réduit à vive allure. Le plus étonnant étant encore ce qui lui [reste en soutiens](#).

[Un nombre étonnant](#) de salariés jugent que ce qu'ils font est totalement inutile. Boulots de merde, dans des [espaces de merde](#)...

[On en est réduit](#), pour protéger le monde d'avant, à l'excommunication. Les unions monétaires, d'ailleurs, [se ramassent à la pelle](#)... Pendant que se profile [l'effondrement de l'euro](#). Et que l'idée [même d'union](#) est haïe.

Le plus important est là :



[Un monde assis](#) sur le pétrole, l'augmentation de la production pétrolière assise sur un seul pays, les USA, et aujourd'hui, sur un seul bassin, le permien.

La comptabilité morale des petits-pas en écologie

Michel Sourrouille, Biosphere, 26 septembre 2018

Tout se passe comme si nous tenions une « comptabilité morale » tentant de garder un équilibre entre « bonnes » et « mauvaises » actions, entre convictions écologiques et envies consuméristes. On est mieux prédisposé à agir de façon éthique si on prévoit d'agir ensuite de façon non éthique, et vice versa. Le conducteur d'une voiture hybride se permet de délaissier les transports en commun et le consommateur bio se paie de temps à autre un McDo... La succession des actes « bons » ou « mauvais » indique que nous agissons plus en compensation de l'action immédiatement précédente que de la somme des actions effectuées*. Cet article d'Antoine Reverchon ne cite pas le **mécanisme de compensation** utilisé par les entreprises ni la problématique de l'**interaction spéculaire**, source principale du comportement humain.

Le principe de solidarité écologique était acté en 2015 par un projet de loi pour la reconquête de la biodiversité. Il s'agit de prendre en compte les écosystèmes dans toute décision publique, d'« éviter, réduire et compenser » les atteintes à la nature. La priorité est bien sûr « d'éviter », « réduire » est de toute façon une nécessité, « compenser » n'est qu'un gadget inventé par les marchands. Le fait d'avoir commis un acte répréhensible se traduit par l'obligation de se rattraper dans un autre domaine. Cela permet de jouir plus longtemps de ce qui est contestable. Le monsieur qui offre un cadeau à sa femme après l'avoir trompée, c'est vieux comme l'adultère. Ce **mécanisme de compensation** est mis à toutes les sauces. Le comité interministériel de juillet 2018 consacré à la [sauvegarde de la biodiversité](#) envisage une échéance « *zéro artificialisation nette* ». On fait là aussi appel au mécanisme de compensation : les projets d'aménagement ne seront pas bloqués, des surfaces équivalentes devront être rendues à la nature. Bonjour la dépollution des friches industrielles ! Nous avons déjà parlé sur ce blog de la [compensation au niveau de l'aviation civile](#). Il existe même des ONG qui se font à titre payant les intermédiaires pour vendre le carbone sauvegardé dans une forêt à des entreprises qui vont s'empresse en contre-partie d'émettre beaucoup de gaz de serre ailleurs. C'est le mécanisme de la REDD (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), une des facettes de la compensation carbone, ce qu'on appelait il y a bien longtemps le trafic des indulgences : rémission totale ou partielle devant Dieu de la peine temporelle encourue en raison d'un péché pardonné, ce qui se faisait généralement contre espèces sonnantes et trébuchantes.

Quant aux yo-yo qui peut exister entre notre comportement écologiquement responsable et un consumérisme plus ou moins affiché, il est plus ou moins affirmé selon la force de nos convictions personnelles. Encore faut-il pouvoir résister à l'attitude socialement correcte. Ainsi ceux qui refusent encore aujourd'hui volontairement de posséder un téléphone portable et autres smartphones peuvent-ils être considérés comme des résistants, ce qui ne les empêche pas (trop) souvent d'avoir une voiture. C'est ce que démontrait Michel Sourrouille dans son livre « [On ne naît pas écolo, on le devient](#) : « *Enseignant la sociologie en lycée, j'étais assez préoccupé de devoir refléter l'opposition tranchée entre ceux qui privilégient l'action individuelle comme moteur de la société (Raymond Boudon) et ceux qui insistent sur le poids du social qui formate les individus (Pierre Bourdieu). Je préférais montrer à mes élèves les interactions entre individu et société en prenant l'exemple de la socialisation. L'enfant progresse par des processus d'imitation (il reprend à son compte la société des adultes) ajouté à des processus de différenciation (il sait dire non, il teste son propre pouvoir). D'où une*

*personnalité en formation qui ressemblera pour une part à celle des parents et qui aura par ailleurs sa configuration propre. Ce n'est que récemment que j'ai découvert et apprécié le terme imagé d'**interaction spéculaire** (comme dans un miroir). Cette explication sociologique permet d'enterrer le vieux débat épistémologique sur l'antériorité de l'individu ou de la société. La société est un système de représentations croisées entre individus : je me représente la manière dont les autres se représentent les choses et moi-même. Je me réalise en échangeant avec autrui des modèles du monde formés par ces échanges. L'être humain est tout à la fois modelé par le monde qui lui préexiste et modélisateur du monde par les actions qu'il entreprend. La boucle est bouclée, mais pour changer la société tout dépend de la masse critique atteint par une action à l'origine marginale. « Je fais parce que tu fais ainsi parce que nous faisons tous de même » peut devenir « Tu fais parce que je fais ainsi parce que nous ferons tous de même ». »*

* LE MONDE idées du 22 septembre 2018, *La « comptabilité morale » ou le va-et-vient entre convictions éthiques et envies personnelles*

SECTION ÉCONOMIE



Philippe Béchade: "La Grèce est revenue 40 ans en arrière ! La propagande sur la reprise grecque, c'est du Bullshit complet !!"

Publié le 25 septembre 2018 à 00:14:54 / 0 commentaire / 754 vues

Philippe Béchade: "Y a pas de croissance en Grèce, les salaires sont au plus bas qui ne l'ont été depuis l'époque des colonels, l'âge moyen grec... Lire la suite



Olivier Delamarche: "Si l'Italie rétablit un contrôle des capitaux et ferme ses banques... Moi perso,.. je fonce à ma banque et je retire mon argent !"

Publié le 24 septembre 2018 à 17:50:35 / 9 commentaires / 2 773 vues

Olivier Delamarche: "Si l'Italie sort de l'euro, ça veut dire quoi ? Eh bien ça veut dire que s'ils ne veulent pas une panique bancaire, un bank run... Lire la suite



Philippe Béchade: Marchés: "Tout repose aujourd'hui sur une perception du risque qui me paraît totalement erronée !"

Publié le 26 septembre 2018 à 14:00:50 / 0 commentaire / 203 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Mourtaza

Asad-Syed, directeur... Lire la suite



Etats-Unis: La distribution touchée directement par les derniers droits de douane de Trump

Publié le 26 septembre 2018 à 13:00:25 / 2 commentaires / 314 vues

Il y a 2 semaines, Walmart a demandé à l'administration Trump de ne pas introduire les droits de douane envisagés sur les guirlandes électriques de Noël, le... Lire la suite

Choc pétrolier ?

par [Charles Sannat](#) | 26 Septembre 2018

Ambiance au Moyen-Orient avec un « tweet » de Trump assez saignant où il a expliqué vertement à ses amis du Moyen-Orient que c'était lui qui fixait les prix du pétrole et que si personne ne lui obéit il coupe les moyens de défense des récalcitrants...



La question est de savoir si l'Arabie et d'autres « alliés » des Américains vont ouvrir les vannes pour maintenir les prix vers le bas, ou si, au contraire, ils ne feront rien ou pas grand-chose.

Dans un tel cas, le pétrole, déjà autour des 80 dollars, pourrait rapidement se retrouver à 100 \$, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie qui ralentit évidemment à chaque « choc » pétrolier.

Charles SANNAT

Bientôt un baril à 100 dollars ? Riyad serait incapable de remplacer le pétrole iranien.

L'Arabie saoudite risque de ne pas réussir à satisfaire la demande internationale en pétrole si les hydrocarbures iraniens n'étaient plus disponibles sur le marché, informe *The Wall Street Journal*. Dans ce cas, le prix du pétrole pourrait s'envoler jusqu'à 100 dollars le baril.

Riyad entend utiliser sa participation au sommet Opep-non Opep qui aura lieu dimanche à Alger afin de rassurer les marchés sur sa capacité à compenser le déficit mondial de pétrole qui pourrait être provoqué par l'entrée en vigueur de nouvelles sanctions américaines contre l'Iran en novembre, fait savoir *The Wall Street Journal*.

Dans le même temps, le média indique que la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco a

déjà prévenu ses clients que les livraisons de son pétrole de haute qualité seront limitées en octobre puisqu'elle avait sous-estimé la demande mondiale.

Selon *The Wall Street Journal*, l'Arabie saoudite peut s'avérer incapable de substituer aux livraisons iraniennes à long terme, ce qui provoquerait la hausse du prix du pétrole et constituerait un fardeau pour les consommateurs, dont les Américains. Le journal prévient que le cours du baril pourrait alors atteindre jusqu'à 100 dollars.

Sous pression américaine, l'Arabie saoudite a déjà augmenté sa production jusqu'à 10,4 millions de barils par jour. Mais Donald Trump estime que le royaume est capable d'en extraire encore plus – 12 millions de barils par jour afin de compenser une possible sortie forcée de l'Iran du marché pétrolier suite au rétablissement des sanctions américaines. Samedi, le locataire de la Maison-Blanche a appelé les pays de l'Opep à « baisser leurs prix immédiatement ».

Néanmoins, certains responsables saoudiens cités par *The Wall Street Journal* préviennent que même le niveau de 11 millions de barils par jour est difficile à maintenir pour Saudi Aramco.

Le 6 août, le Président Trump a signé un décret réinstaurant un certain nombre de sanctions à l'encontre de l'Iran, en affirmant chercher à imposer une «pression économique maximale» sur la République islamique. La deuxième partie des sanctions doit être rétablie le 4 novembre. Le deuxième train de sanctions toucherait notamment le secteur des hydrocarbures iranien.

Source Agence russe Sputnik.com [ici](#)

Le travail ardu d'un grand planificateur omniscient

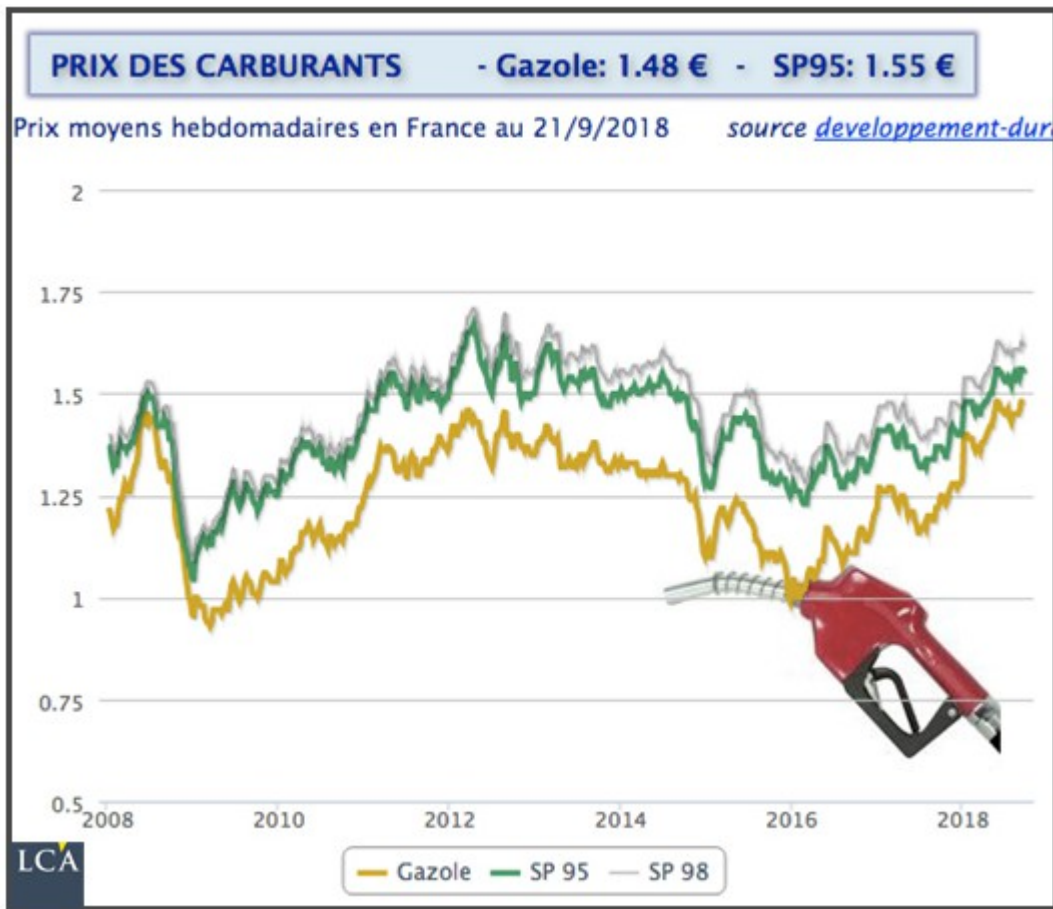
Rédigé le 26 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

*Le régime de prix administrés sous lequel nous vivons fausse l'activité économique. **Les prix du pétrole sont-ils vraiment formés librement ?***

En ces premiers matins frais de l'automne, j'avais décidé qu'il était intéressant de se pencher sur les prix du pétrole.

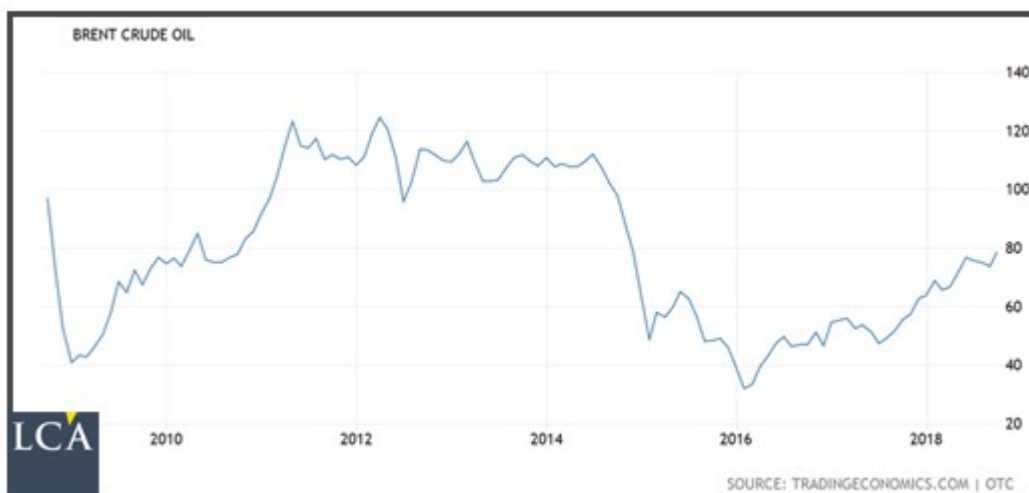
C'est une donnée importante de notre vie quotidienne et de notre inflation, tout au moins pour ceux qui vivent au nord de la Loire. Lorsque le pétrole baisse, nous le voyons peu baisser à la pompe, mais lorsqu'il monte, nous le constatons assez vite. La récente hausse est donc mauvais signe pour notre futur pouvoir d'achat dont se préoccupe tellement notre gouvernement.

Voici une évolution des prix des carburants depuis 2008 :



Source <https://france-inflation.com/prix-carburants.php>

Et voici par comparaison l'évolution des prix du pétrole sur les marchés financiers internationaux :



Les prix du pétrole ont énormément fluctué ces 10 dernières années, triplant entre 2009 et 2011 pour ensuite baisser de plus de 60% entre 2015 et 2016.

A 80 \$ le baril, nous voilà revenus au niveau de 2010 ; pourtant, les prix à la pompe sont 20% plus élevés pour l'essence et 50% pour le gazole.

Commentaire de franceinflation.com :

« Au premier Janvier 2018, forte augmentation des carburants.

Le gouvernement a décidé d'accélérer la convergence du prix du gazole et celui du super sans plomb comme souhaité par les écologistes.

Mais surprise, le super a également été augmenté, réduisant ainsi l'effet de rattrapage.

Le gouvernement n'a pu résister à augmenter à bon compte ses rentrées d'argent, la TICPE étant une part importante des ponctions fiscales.

Les taxes de tous les carburants augmentent donc, alors qu'elles représentent déjà une part très importante du prix des carburants. »

Même lorsque les prix des marchés internationaux nous sont favorables, comptez sur les grands planificateurs pour nous prendre du pouvoir d'achat.

Les prix les plus importants pour notre vie quotidienne sont contrôlés et réglementés :

- L'énergie avec non seulement les carburant mais l'électricité,
- Les taux d'intérêt,
- Les loyers,
- Le travail avec le salaire minimum.

C'est ce que certains qualifient de « néolibéralisme » ou d' »ultralibéralisme ». De grands planificateurs omniscients souhaitent même contrôler encore beaucoup plus de prix.

Mais quel est le juste prix du pétrole, des taux d'intérêt, d'un logement ou d'un salaire ?

Prenons le salaire minimum. J'estime qu'il y a une très grave injustice sociale à ce qu'il soit identique à Dunkerque et à Marseille. Vous devez dépenser beaucoup plus d'argent pour vous chauffer à Dunkerque qu'à Marseille et pourtant, le salaire minimum y est identique. En hiver, quand il gèle, la salade et les légumes fragiles sont bien plus chers à Dunkerque qu'à Marseille. Le Marseillais jouit d'un avantage indécent qu'il conviendrait de raboter pour une meilleure redistribution. On devrait pouvoir envisager un smic variable en fonction de la température moyenne d'une région et ajusté de la fertilité des sols pour tenir compte des variations de rendements agricoles.

Plus sérieusement, je lisais ce matin quelques analyses sur l'évolution future des prix du pétrole.

Je vous fais une liste en vrac de toutes les variables :

- Les sautes d'humeur des grands de ce monde à la tête des Etats-Unis et de l'Iran,
- Les prévisions d'activité économique,
- La demande en provenance des pays développés et des pays émergents,
- La situation au Venezuela et au Brésil,
- Les tensions au sein de l'OPEP,
- Les investissements des grandes compagnies pétrolières,

- La production américaine de gaz et pétrole de schiste,
- Les vagues de froid hivernales.

Comme vous le constatez, de nombreux éléments de cette liste non exhaustive sont subjectifs. Vous ne pouvez pas savoir si Trump a mal digéré le *Štruklji* mitonné par Melania avant de balancer un Tweet parlant de l'Iran. D'autres paramètres, supposés objectifs, sont en réalité sujets à caution. Les grands retournements de conjoncture n'ont jamais été par le passé correctement prévus. L'existence des zombies pétroliers américains, tributaires des taux bas, peut être menacée en cas de hausse des taux.

Or les taux vont monter si l'inflation augmente. L'inflation augmente si les prix du pétrole montent. Si les taux montent, la croissance freine... Mais même si la croissance freine, une vague de froid peut susciter une demande inattendue de pétrole. Ou un ouragan...

Pensez-vous honnêtement qu'un bataillon de grands planificateurs assistés d'ordinateurs puisse nous modéliser tout ça ?

Pas moi.

En revanche, des prix formés librement résultent des réflexions et de l'expérience de milliards d'individus. Cela me paraît plus fiable que le jus de crâne de quelques planificateurs surdiplômés. Il est certain que les prix ne reflètent pas toujours une vérité immuable mais ils se corrigent en permanence.

En revanche les systèmes dirigistes et centralisés échouent toujours et partout. Parce qu'ils sont incapables de s'auto-corriger du fait de l'arrogance de leurs promoteurs.

Notre système monétaire, qui survit grâce à des taux administrés, n'échappera pas à la règle. Si les taux remontent, il faudra répudier les dettes en organisant un jubilé.

La Cour Suprême a laissé tomber les Américains

Rédigé le 26 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)

La Cour suprême – censée faire respecter la Constitution – est en réalité à la botte du Deep State et sape les droits individuels.

Difficile de savoir par où commencer. Nous relient les données entre elles... mais ces données deviennent de plus en plus dingues.

Le marché actions – déjà outrageusement surévalué – continue de grimper !

Le déficit – qui s'était déjà emballé – ne fait que s'aggraver !

L'Empire américain – déjà au bord de la rupture, surendetté et surdimensionné – ne fait que grossir.

Et les mythes fondateurs – sur lesquels repose tout cet édifice – se sont encore plus détachés de la réalité.

Noyauter la Cour Suprême

[Nous avons récemment examiné l'un d'entre eux](#). La Cour Suprême, disent les créateurs de

mythes, est le dernier rempart protégeant notre liberté et garantissant notre constitution.

C'est ce qui est écrit. C'est que l'on apprend en cours d'instruction civique. Et c'est pourquoi les juges de la Cour Suprême doivent mener une existence entièrement irréprochable... Sans être souillés par le péché... par les erreurs... et le type d'idioties basement terrestres dont le reste de l'humanité est affligée.

Seuls les anges peuvent siéger à la Cour Suprême : ceux qui y sont nommés doivent montrer leurs ailes, pour y être admis.

L'excellence d'une cour se mesure à la manière dont les arrêts qu'elle rend peuvent déranger les puissants et déstabiliser l'opinion populaire. Si la Cour Suprême n'est que l'écho des compères et de la populace, pourquoi se donner la peine d'en avoir une ?

Au milieu des années 1930, les augustes juges ont considéré que bon nombre des programmes de Franklin Roosevelt étaient inconstitutionnels. En réponse, Roosevelt a proposé de « submerger la Cour Suprême ». Dès qu'un juge attendrait l'âge de 70 ans sans partir à la retraite, le président en nommerait simplement un autre.

Ce projet n'a jamais été mis en œuvre. La Cour a fait marche arrière. Dès 1938, le New Deal n'était plus inconstitutionnel... Il avait force de loi.

Les anges ont volé dans le sens du vent : ils ne l'ont pas bravé.

Et depuis, il nous est impossible de dénicher un seul arrêt de la Cour ayant considérablement ralenti la progression du *Deep State* ou profondément contrarié l'opinion publique.

Grâce à la lâcheté de la Cour Suprême, le *Deep State* se développe... et le pouvoir des Etats fédérés et des individus diminue.

Depuis les années 1930, l'Etat a commencé à réglementer et contrôler tous les aspects de notre existence, sans y être habilité par la Constitution. Où étaient les Juges de la Cour Suprême ?

Et où sont-ils passés, depuis les années 1950, période à laquelle l'Etat s'est lancé dans une longue liste de guerres... sans aucune déclaration du Congrès ?

Et où se cachent-ils, depuis 1971, période à laquelle l'Etat a substitué le papier-monnaie à l'or et l'argent exigés par la Constitution ?

Et où est-il écrit, dans la Constitution, que l'Etat a le droit de fixer les prix... et d'enrichir un groupe de citoyens (actionnaires/Wall Street/compères) aux dépens d'un autre groupe (les salariés) ?

Où sont-ils, en ce moment... Alors que la police commet plus de vols que les voleurs en se servant d'une doctrine nauséabonde appelée « *civil forfeiture* » [NDR : loi permettant aux policiers de confisquer des biens] qui bafoue les droits individuels au regard de la loi ?

Où sont-ils en ce moment... alors que le président s'autorise à infliger des taxes sur des centaines de milliards de biens de consommation courante importés, en affirmant qu'il s'agit d'une question de sécurité nationale ?

Aujourd'hui, toute cette idée de Cour indépendante qui ferait respecter la constitution relève du fantasme. Les juges sont choisis par une branche du *Deep State* – le gouvernement – et approuvés par une autre : le corps législatif. Les sénateurs les cuisinent sans prendre de gants,

pour s'assurer qu'ils n'aient pas de drôles d'idées, comme celle de protéger les citoyens contre l'état.

Les Juges de la Cour Suprême se sont défilés. Et à présent, le président des Etats-Unis a plus de pouvoir que George III et l'Etat peut faire presque tout ce qu'il veut.

Réindustrialiser l'Amérique

Revenons à la guerre commerciale... Le *South China Morning Post* a retrouvé Steven Bannon et lui a demandé à quoi cela rimait :

« Bannon, qui affirme avoir aidé Trump à élaborer le plan portant sur la guerre commerciale, déclare que, par le passé, les taxes douanières s'étaient limitées à des importations représentant environ 10 milliards de dollars et 30 milliards de dollars. Mais 'Pékin a été pris de court' par l'ampleur des 500 milliards de dollars concernés, cette fois.

'Il ne s'agit pas de n'importe quels droits de douane. Il s'agit de taxes dont l'échelle et l'étendue étaient inconcevables, jusque-là, dans l'histoire des Etats-Unis', a déclaré Bannon.

'Ils n'ont jamais envisagé que quelqu'un ferait vraiment ça' ».

Il a raison, à cet égard. Ils n'ont probablement jamais imaginé que les Américains feraient une chose susceptible d'avoir de telles conséquences catastrophiques pour tout le monde, y compris le *Deep State*.

Et peut-être avaient-ils chez eux un super spécialiste de la Constitution américaine, lequel aura dit aux dirigeants chinois, certainement, que le président américain n'est pas autorisé à le faire.

Les droits de douane, ce sont des taxes : seul le Congrès est censé avoir le pouvoir de les lever.

Lors du débat qui aura suivi, il sera vite apparu que ce ne serait pas les Chinois qui paieraient les taxes, mais les Américains... et que ces taxes pénaliseraient directement l'industrie américaine et les ménages.

Et oui... jusqu'à présent, on dirait que nous avons eu tort. C'est le commerce qui engraisse l'oie. Si vous tuez le commerce, vous étranglez la pauvre bestiole. Ensuite, tout le monde a faim... y compris les renards du *Deep State* qui avaient l'intention de la dévorer.

Nous avions prédit que M. Trump ferait marche arrière, dès que quelqu'un le lui expliquerait.

Apparemment, ce n'est pas le cas. Bannon dit que le président est prêt à aller jusqu'au bout, même si cela menace tout le bazar.

Selon le *South China Morning Post* :

« Bannon dit que le but n'est pas de forcer la Chine à renoncer à ses 'pratiques commerciales déloyales', mais que le but final est de 'réindustrialiser l'Amérique', car la production est au cœur de la puissance d'une nation. »

NBC News nous donne un aperçu de ce que pourrait être la « réindustrialisation » :

« 'Selon certains experts du secteur automobile, les effets des ripostes tarifaires 'oeil pour oeil dent pour dent' au président Trump, se font déjà ressentir. Les prix des voitures neuves ont commencé à augmenter, et les exportations de voitures sont en chute.

Mais un nouveau rapport nous avertit que les ventes pourraient plonger de deux millions de véhicules par an, ce qui provoquerait la perte de 715 000 emplois aux Etats-Unis, et entamerait d'au moins 62 milliards de dollars le PIB américain. »

Mais ce qui nous préoccupe, aujourd'hui, ce n'est pas l'effet économique, qui est évident, c'est la folle incohérence de ces mesures.

Où est-il écrit, dans la Constitution, que l'Etat a le pouvoir de décider du type d'économie que nous avons ? Cela nous dépasse

C'est probablement une bonne chose que M. Bannon et M. Trump n'aient pas décidé de nous transformer en une nation de chasseurs-cueilleurs.

Guerre commerciale ... ou sabordage américain ?

Michel Santi 24 septembre 2018



Donald Trump prépare activement la phase 3 de son plan de rétorsion vis-à-vis de la Chine à présent que celle-ci vient de réagir à sa dernière vague en vigueur dès cette semaine. Selon ses propres déclarations résumant son approche vis-à-vis de la Chine, il a démarré par imposer une taxation supplémentaire de 50 milliards de dollars à la Chine concernant les composants technologiques – soit phase 1. Avant de revenir avec sa phase 2 (en vigueur dès le 24 septembre) qui se monte à 200 milliards de dollars. Sachant que les réactions chinoises – logiques et prévisibles – permettent aisément de prévoir une phase 3 que le Président américain a lui-même chiffrée à 267 milliards de dollars.

Comment les entreprises US vont-elles pouvoir maintenir leur compétitivité face à leurs concurrentes d'autres pays dans un monde globalisé et dans un tel contexte où l'augmentation de ces barrières douanières majore leurs propres coûts et charges ? Comment réagira, par ailleurs, le consommateur américain qui sera lui aussi directement pénalisé du fait d'une escalade – facile à anticiper – de l'inflation suite au renchérissement des produits courants subséquent à la phase 2 et bientôt à la phase 3 ?

En effet, tandis que la phase 1 (50 milliards \$) consistait en une liste d'un peu plus de 1'000

produits imposés davantage à leur entrée sur le sol US, la phase 2 (200 milliards \$) comprend environ 6'000 articles d'importation ! Ayant soustrait (provisoirement) 300 produits de la phase 2, ceux-ci se verront inévitablement imputés sur la phase 3 (267 milliards \$) incluant des articles de consommation courante comme des draps de lit ou des gants... De fait, les «tariffs» de Trump reviennent à une taxation supplémentaire prélevée ... sur le consommateur américain !

Une étude toute récente du «Center for Automotive Research» a ainsi mis en garde sur le fait que c'est pas moins de 2 millions de véhicules qui seront vendus en moins aux Etats-Unis, induisant une perte de plus de 700'000 emplois dans le secteur automobile avec un impact négatif de 60 milliards de dollars sur le P.I.B. du pays. Ces trois phases (totalisant grosso modo 500 milliards de \$) se traduisant par une augmentation approximative de 10% des prix à l'importation (soit 50 milliards de \$) seraient même de nature à neutraliser pas moins du tiers des réductions d'impôts (de 150 milliards de \$) mises en place par l'administration Trump. Autrement dit, le Président américain – qui n'a de cesse de fanfaronner sur l'augmentation des recettes qui découleront de l'augmentation des droits de douane – a absolument raison ... si ce n'est que c'est ses propres citoyens et consommateurs qui s'en acquitteront ! Ces trois phases nuiront donc assurément aux entreprises américaines opérant depuis la Chine, ou utilisant des composants chinois, favoriseront leurs concurrents et – cerise sur le gâteau – contribueront à attiser le climat d'incertitude et d'instabilité des relations commerciales mondiales.

Quant au gouvernement chinois, ses réactions consistant à majorer à son tour la taxation sur les importations en provenance des USA ne sont que la réponse du berger à la bergère, même si elles n'ont pas plus de sens que les décisions américaines... Néanmoins, comme une guerre commerciale est autant politique qu'économique, les dirigeants chinois ne peuvent se laisser impunément acculer – voire «cornériser» – par Trump sans réagir à leur tour, ne serait-ce que pour sauver leur honneur et ne pas être humiliés à la face du monde. C'est simple : chaque escalade supplémentaire et chaque degré franchi par les américains aggravent d'autant ce conflit en rendant impossible toute concession de la part de chinois très soucieux (et on le comprend) de leur image. L'économie chinoise, quant à elle, n'étant pas faible au point de les contraindre à accepter les termes de Trump...

En finalité, les chinois savent bien que cette guerre commerciale a bien plus d'impact auprès des citoyens US et de la démocratie américaine qu'au sein de leur propre pays dominé par un régime autoritaire. Elections de mi-mandat («midterms») de novembre prochain, élections Présidentielles de 2020 : autant de rendez-vous que ne manquera pas d'observer Xi Jinping dont le mandat ... est à vie. La vérité est – et a toujours été – que la Chine a une vision sur le long terme. Elle prépare l'après Trump.

Le marché haussier n'a plus beaucoup de temps devant lui

Rédigé le 25 septembre 2018 par [Bill Bonner](#)

Contrairement à la monnaie et au crédit administrés par les banquiers centraux, le temps est une denrée limitée pour tout le monde.

Le temps... on n'en a jamais assez.

On aimerait passer plus de temps avec ses enfants et petits-enfants. On aurait aimé épargner

plus, pour la retraite.

On aurait aimé investir davantage d'argent sur les actions, il y a 30 ans. On aurait aimé prendre le temps d'apprendre à jouer du piano ou à parler français.

Mais on n'a plus le temps...

Notre vieil ami Richard Russell adorait la Théorie de Dow. Elle se fonde sur une série d'observations.

Selon la Théorie de Dow, lorsque l'Indice Dow Jones Industrial Average atteint un nouveau plus haut — confirmé par l'Indice Dow Jones Transportation Average — il est temps d'acheter. La « tendance primaire » est haussière.

Et nous avons eu un signal d'achat, hier.

Selon CNBC :

« Jeudi, le Dow a clôturé en enregistrant son premier record depuis janvier, la hausse d'Apple et une recul des inquiétudes liées au commerce ayant fait bondir l'Indice. [...] »

Art Cashin, directeur des opérations de marché chez UBS, a déclaré que le record de l'Indice Dow Jones Industrial Average pourrait confirmer le plus-haut atteint la semaine dernière par l'Indice Dow Transportation Average. 'Selon la Théorie de Dow, ce pourrait être un signal d'achat', a-t-il ajouté. 'Selon cette théorie, l'économie est censée s'améliorer et, par conséquent, vous avez six à neuf mois de hausse sur le marché actions' ».

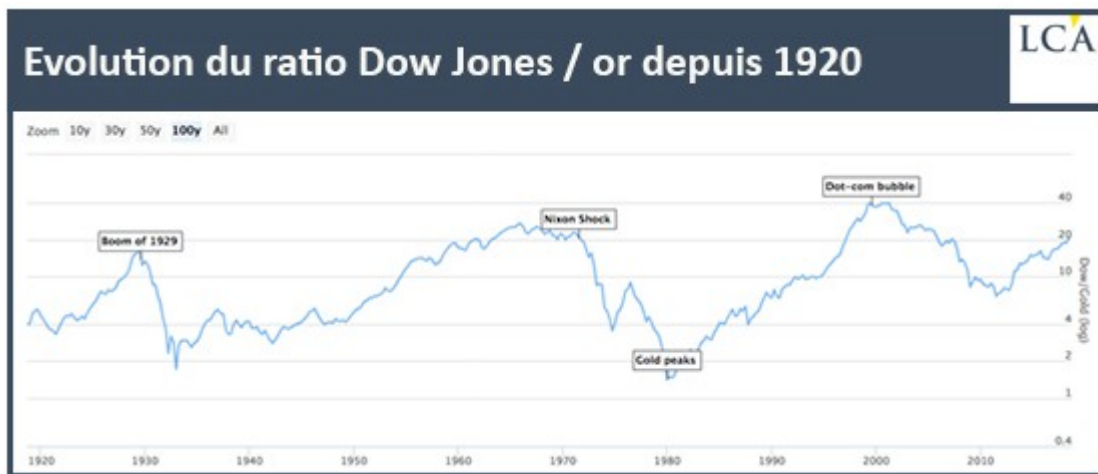
Et qui sait ? La Théorie de Dow pourrait s'avérer exacte.

La théorie du Dow contre l'étalon or

Ou peut-être n'avons-nous plus le temps, tout simplement.

Donald J. Trump a diffusé un tweet de « félicitations » aux Etats-Unis, comme si l'on pouvait s'enorgueillir que les actions soient hors de prix.

Des actifs hors de prix sont une invitation à se lamenter, et non à se réjouir. A l'heure actuelle, si l'on compare les actions à la production économique, elles sont plus chères que jamais, même par rapport à leur niveau de 1999. [Notre ratio Dow/Or nous indique clairement, lui aussi, qu'il est temps de fuir](#) les actions et de se tourner vers l'or.



Les marchés et les économies ont leur jeunesse, leurs saisons et leurs dates limites de vente. Nous fêtons nos anniversaires, mais le temps qui nous reste s'amenuise.

Les marchés deviennent vieux, grincheux et amnésiques, tout comme nous. Ce marché haussier, à Wall Street, dure depuis mars 2009, soit près de 10 ans. Comme nous pouvons le constater ci-dessous, il commence à oublier où il a laissé ses clefs.

Et l'expansion économique — la reprise après la crise de 2008 — dure depuis janvier 2009. Elle fêtera également son 10ème anniversaire dans trois mois exactement : une expansion vieille comme Mathusalem, donc, et la plus longue jamais enregistrée.

Toute voutée, le pas traînant, il lui reste peut-être peu de temps, à elle aussi.

Hier, l'été est arrivé au bout de son temps.

Ici, en Irlande, une tempête a éclaté il y a quelques jours. Les arbres se sont pliés. La pluie a fouetté les vitres des fenêtres et ébranlé les portes. Le vent était si fort qu'il a expédié un camping-car en bas d'une falaise, provoquant la mort d'un touriste suisse.

Nous sommes monté vérifier le toit que nous avons bâti sur notre grange, cet été. Nous sommes heureux de vous informer qu'il est toujours là.

Nos fidèles et attentifs lecteurs de *La Chronique* s'attendent à ce que nous établissions un parallèle... Acheter des actions aujourd'hui revient à camper au bord d'un précipice. Et s'il est peut-être exaltant d'être si près du vent et de l'eau, le risque n'en vaut peut-être pas la peine.

Où seront les marges de l'industrie du cannabis ?

Nous pourrions également citer un exemple : prenons Tilray, pour illustrer à quel point Wall Street est devenu un univers totalement fou.

Après tout, Tilray est une société qui fabrique de la drogue. Après l'apparition télévisée de son PDG, en début de semaine, le cours de l'action a pratiquement doublé. Puis il a perdu la totalité de ces gains en une heure.

Notre confrère Chris Mayer nous dit qu'en dollars, le pic de Tilray représente probablement le plus vaste « *short squeeze* » [NDR : liquidation forcée des positions pariant sur une baisse du titre] de l'histoire.

Et s'il y a beaucoup d'argent à gagner sur le cannabis, peut-être que quelqu'un devrait rappeler aux investisseurs que la marijuana génère énormément de profits uniquement parce qu'il y a une guerre contre la Drogue. Si la marijuana est légalisée, elle va devenir comme le blé ou le maïs : un produit de base dégagant de maigres marges et sans aucun pouvoir sur la fixation des prix.

Alors pourquoi un être sensé devrait-il payer 22 milliards de dollars pour une société réalisant un chiffre d'affaires de 28 M\$ et dont les marges sont vouées à se rétrécir.

Nous l'ignorons. A en croire les mouvements de cette semaine, les investisseurs ne le savent pas non plus.

A moment donné, ils contemplent un ciel dégagé et du cannabis à perte de vue... et soudain, des vents dignes d'un ouragan plaquent les plantes au sol et détruisent toute la récolte.

L'Etat et les banquiers centraux ne peuvent pas trafiquer le temps

Aujourd'hui, nous fuyons les métaphores trop faciles. Au contraire, nous revenons là où nous en sommes restés hier. Nous revenons sur le temps.

On ne peut pas l'étirer. On ne peut pas le régler. L'Etat ne peut pas le trafiquer. La Terre tourne. Le temps passe... Quoi que l'on pense.

L'observation du temps nous aide à relier les données entre elles. Nous avons vu avec [l'affaire Kavanaugh](#) à quel point le temps était accaparé par les médias et la politique.

Au sein du *Deep State*, différentes factions se combattent — les rouges contre les bleus — les adeptes du social-libéralisme contre les conservateurs... Kavanaugh contre Blasey Ford... Et l'on attend de vous que vous y prêtiez attention et choisissiez un camp. Pour ou contre. Nous contre eux.

Mais quel est le véritable enjeu de ces chamailleries ? Sont-elles aussi bidon que la Guerre Commerciale... La Guerre contre le Terrorisme... La Guerre contre la Drogue... Ou la Guerre contre la Pauvreté ?

Font-elles partie de ce vaste cirque qui nous prend du temps... et détourne notre attention de ce qui se passe vraiment ?

S'il avait plus le temps d'y prêter attention, le citoyen moyen sentirait peut-être cette main qui lui fait les poches... Et il remarquerait peut-être que l'Etat et son argent bidon ont grignoté son temps.

Comme nous l'avons écrit, [un Américain moyen travaille désormais deux fois plus qu'en 1971 uniquement pour vivre dans une maison moyenne, conduire une voiture moyenne et payer ses impôts moyens.](#)

Mais la semaine moyenne de travail, aux Etats-Unis, ne compte que 33 heures. Alors il ne peut pas suivre. Il se fait distancer. Il doit emprunter du temps sur l'avenir.

L'endettement, c'est le futur ramené au présent. Si vous devez 100 \$ et que vous gagnez 25 \$ de l'heure, vous mobilisez (épousez) quatre heures de votre temps, avant même qu'il ne soit disponible. Plus vous devez, plus le passé hypothèque votre avenir. Au bout du compte, toute

votre existence est engloutie par l'esclavage de l'endettement.

Evadez-vous, échappez à l'esclavage du temps en touchant des loyers réguliers, tirés d'immobilier américain que vous ne possédez même pas...

L'Etat doit désormais 21 000 milliards de dollars. L'Amérique compte 250 millions d'adultes. Mais seuls 150 millions d'entre eux ont de véritables emplois rémunérés en moyenne 26 \$ de l'heure.

Faites le calcul... mais voici ce que cela révèle : il n'y a aucune probabilité pour que cette dette puisse être remboursée.

Moyennant un taux d'intérêt raisonnable (la Fed vise 4%), le travailleur moyen perdrait environ une demi-journée par semaine uniquement pour honorer le service de la dette « nationale ».

Mais c'est impossible. Il lui manque déjà trois heures par semaine. Et il ne lui reste plus de temps. Tout ce que l'Etat peut faire, c'est empiler encore plus de dettes : encore plus d'hypothèques sur l'avenir.

Le pauvre bougre est piégé.

Sa semaine de travail n'a pas assez d'heures pour qu'il règle ses dépenses actuelles (y compris sa part du budget de l'Etat).

Et plus il regarde loin... plus il voit que l'on a déjà « saisi » son temps. C'est comme si on lui retenait son salaire pour subvenir aux besoins d'un enfant qu'il n'a jamais eu, jamais vu et qui ne lui a jamais manifesté aucune affection.

Et pourtant, il travaillera jusqu'à ce que les poules aient des dents pour subvenir aux besoins de ce petit crétin.

Les parasites mènent les marchés à un krach majeur

Rédigé le 25 septembre 2018 par [Jim Rickards](#)

[NYOUZ2DÉS: excellent article de Jim Rickards.]

Les investisseurs passifs écrasent désormais les investisseurs actifs. En cas de forte baisse, il n'y aura plus assez d'acheteurs pour freiner la tendance.

Le *free-riding* est l'un des plus anciens problèmes qui se pose, sur les plans économique et de la société en général. En résumé, le *free-riding* consiste à tirer parti d'une situation économique sans valeur ajoutée. Le meilleur exemple est celui d'un parasite : le parasite suce le sang de son hôte pour survivre, mais ne contribue en rien à son bien-être.

Tenez, prenons une image. Imaginez quelques parasites qui vivent sur un éléphant ; c'est gênant mais plutôt inoffensif. Mais tôt ou tard, ils se passent le mot et de nouveaux parasites arrivent. Au bout de quelques temps, les parasites commencent à affaiblir l'éléphant, mais ce dernier vit toujours. Finalement, un point critique est atteint : il y a tellement de parasites qui pompent le sang de l'éléphant, qu'il meurt. A ce stade, les parasites meurent, eux aussi. C'est une question d'avantage à court terme par opposition à la pérennité à long terme. Les parasites ne pensent qu'à court terme.

Un conducteur qui se sert de l'autoroute sans payer le péage ou les taxes est un *free-rider*. C'est

également le cas des investisseurs qui s'approprient les analyses d'un courtier sans ouvrir un compte ni payer ses honoraires de conseil. En fait, les problèmes de *free-riding* surgissent dans presque toutes les entreprises humaines. L'astuce, c'est de limiter le plus possible le nombre de *free-riders* afin qu'ils ne saturent pas le service fourni au point de le détruire sans s'être acquitté de leur juste part.

Les plus grands *free-riders* du système financier sont les dirigeants de banques tels que Jamie Dimon, le PDG de J.P. Morgan. Aux Etats-Unis, les engagements bancaires sont garantis par le FDIC à hauteur de 250 000 \$ par compte. Au-delà, ils sont garantis implicitement par la politique du « trop gros pour faire faillite » menée par la Réserve fédérale. Les grandes banques peuvent réaliser des *swaps* et autres contrats de dérivés hors bilan, sans fournir les fonds propres correspondant au risque de marché que cela implique. La Fed a maintenu des taux d'intérêt proches de zéro pendant des années afin d'aider les banques à réaliser des gains en empêchant leurs emprunteurs de profiter de taux d'intérêt bas.

En réunissant le tout (et j'en passe), on obtient des milliards de dollars de profits, et d'énormes salaires et bonus pour les dirigeants tels que Dimon. En quoi ces PDG contribuent-ils au système ? En rien. Ils s'y installent comme des parasites et en tirent parti sans rien offrir en retour. Considérant toutes ces subventions fédérales accordées aux banques, un animal de cirque pourrait tout aussi bien être PDG de J.P. Morgan, et les profits resteraient les mêmes. C'est l'essence même du comportement de parasite.

Le parasitisme des investisseurs passifs

Pourtant, il existe un autre problème de parasitisme, qui touche les marchés mais est plus difficile à cerner, et encore plus dangereux que les *free-riders* aux commandes des banques : le problème de l'investisseur « actif » par opposition à l'investisseur « passif ».

L'investisseur actif procède lui-même aux recherches et vérifications portant sur ses investissements, s'appuie sur un conseiller en investissements ou sur un fonds commun de placement qui réalise ses propres études et analyses. L'investisseur actif fait des choix, prend des risques, et s'avère vital pour la « découverte des prix » sur les marchés boursiers.

L'investisseur actif peut gagner ou perdre de l'argent (en général, un peu des deux), mais dans tous les cas, il gagne son argent en ayant réfléchi à ses investissements. L'investisseur actif contribue aux marchés tout en tentant d'y gagner de l'argent.

Un investisseur passif est un parasite. L'investisseur passif achète simplement un fonds indiciel, attend et savoure le spectacle. Comme les marchés grimpent, essentiellement, l'investisseur passif gagne surtout de l'argent mais ne contribue en rien à la découverte des prix.

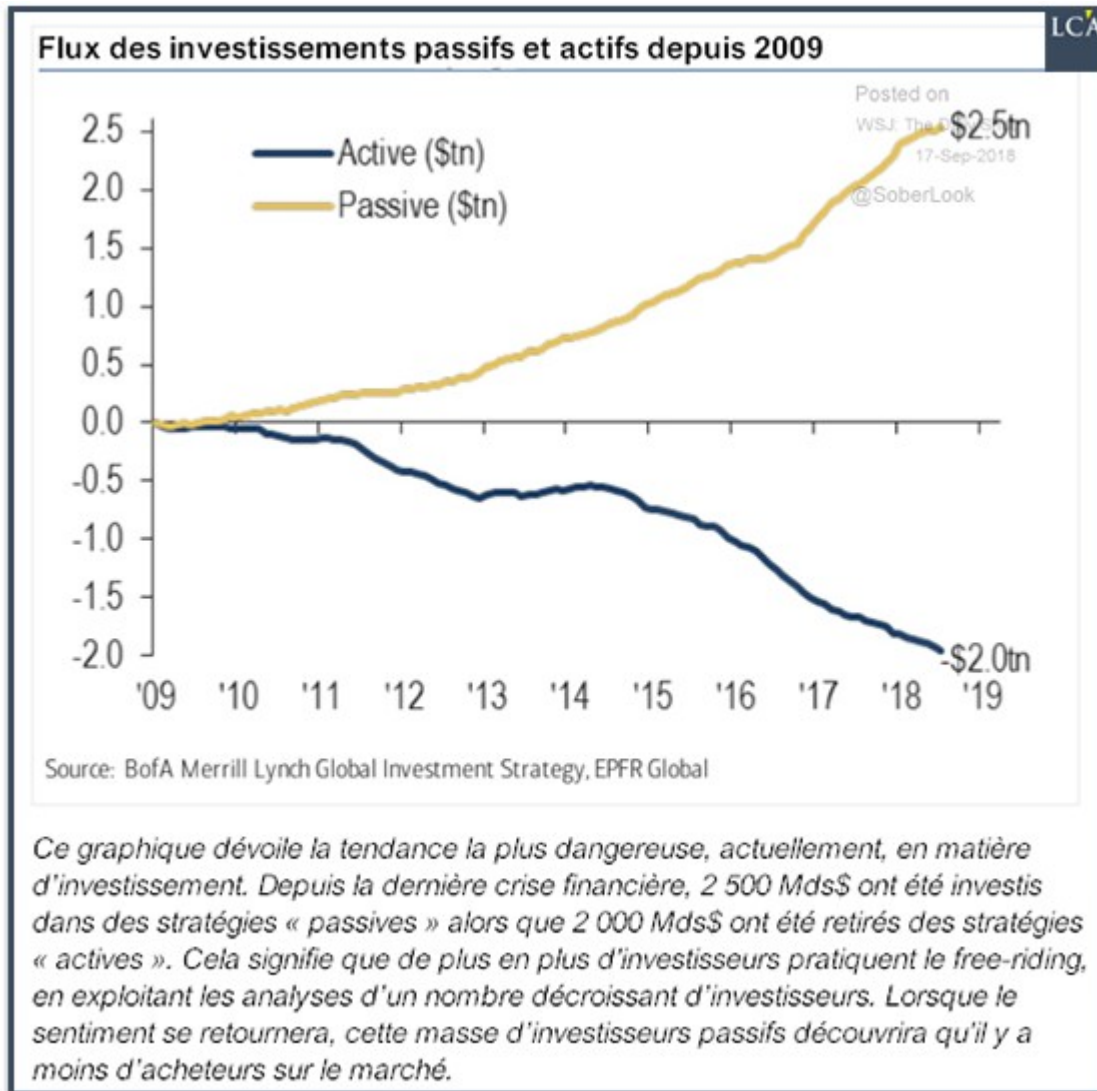
Jack Bogle, de Vanguard Investments, vante haut et fort les bienfaits de l'investissement passif. Il affirme que l'investissement passif est supérieur à l'investissement actif car il coûte moins cher, et parce que les managers actifs ne parviennent pas à « battre le marché ». Bogle incite les investisseurs à acheter et conserver des fonds passifs et à ignorer les fluctuations de marché.

Mais il y a un problème : ce que Bogle conseille est une stratégie de parasite. Les investisseurs passifs payent moins de frais alors qu'ils profitent de la découverte des prix, de la liquidité et des impulsions dans un sens ou dans l'autre que donnent les investisseurs actifs. Les investisseurs passifs font du *free-riding* sur le dos des investisseurs actifs qui travaillent dur, à

l'image des parasites qui se nourrissent de la vigueur de l'éléphant.

Or, que se passe-t-il lorsque les investisseurs passifs sont plus nombreux que les investisseurs actifs ? L'éléphant commence à mourir.

Le graphique suivant l'illustre. Depuis 2009, plus de 2 500 milliards de dollars de capitaux ont été investis dans les fonds offrant des stratégies passives, alors que 2 000 milliards de dollars ont quitté les fonds offrant des stratégies actives. Les investisseurs actifs, qui font leur travail et contribuent à la liquidité du marché ainsi qu'à la découverte des prix, sont de moins en moins nombreux. Le nombre d'investisseurs passifs augmente rapidement. Les parasites commencent à accabler l'éléphant.



Cette situation est dangereuse car ce sont les investisseurs actifs qui portent le marché à bout de bras, lorsqu'il est soumis à des tensions. Si les marchés chutent rapidement, les investisseurs actifs identifient des titres qu'ils décident d'acheter – ou pas. Si les marchés flambent « en mode bulle », les investisseurs actifs peuvent décider d'encaisser leurs gains et de sortir du marché. Dans tous les cas, c'est l'investisseur actif qui agit comme un frein, lors des mouvements de hausse ou de baisse extrêmes.

Les investisseurs actifs jouent un rôle semblable à celui de ces anciens spécialistes du NYSE, qui devaient vendre lorsque tout le monde voulait acheter, et acheter lorsque le tout le monde commençait à vendre, afin de préserver l'équilibre des carnets d'ordres et la stabilité des marchés.

Les investisseurs passifs profitent peut-être bien du *free-riding*, actuellement, mais ils peuvent s'attendre à un choc lorsque le marché cèdera, comme il l'a fait en 2008, 2000, 1998, 1994 et 1987. Lorsqu'il s'effondrera, les gérants de fonds passifs seront forcés de vendre des actions afin de coller à l'indice. Ces ventes feront baisser le marché encore plus et contraindront les gérants passifs à vendre encore plus. Cette dynamique s'autoalimentera et accélèrera le krach de marché.

Les investisseurs passifs chercheront des investisseurs actifs susceptibles « d'entrer en jeu » pour acheter. Mais il ne restera plus d'investisseurs actifs, ou du moins pas assez pour que cela change quelque chose. Le krach de marché s'apparentera à un train lancé à pleine vitesse et qui n'a plus de freins.

Parasites et zombies : une différence importante pour vos investissements

Rédigé le 25 septembre 2018 par [Simone Wapler](#)

Dans son dernier rapport trimestriel, la Banque des règlements internationaux a lancé une alerte rouge à la prolifération de zombies engendrée par les parasites bancaires.

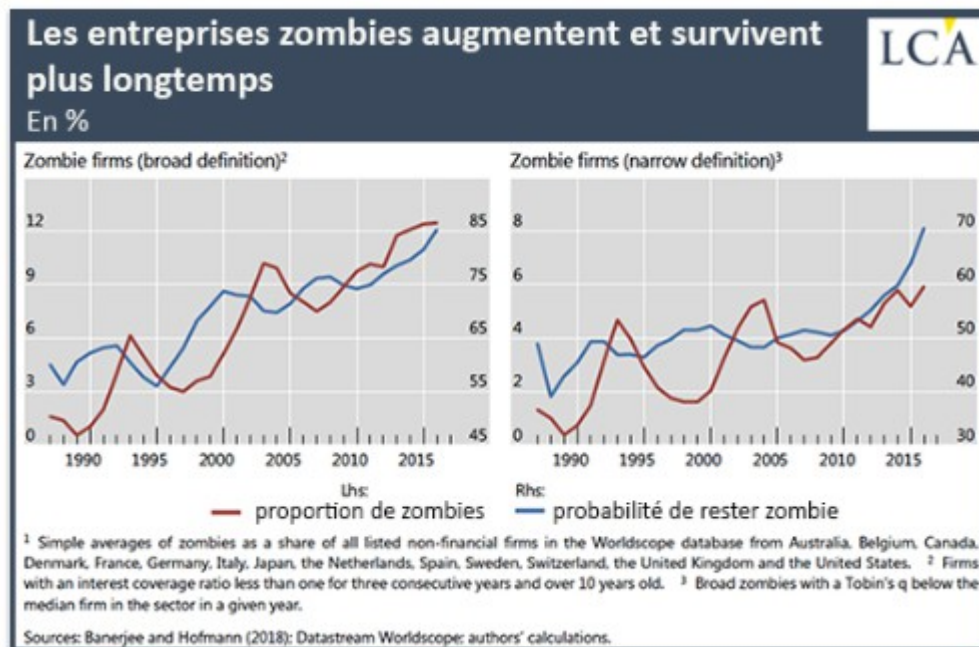
Les zombies sont des entreprises non-viables mais qui parviennent à survivre grâce à des taux d'intérêt anormalement bas.

Selon l'analyse de la BRI, les zombies détournent des ressources qui autrement iraient à des projets rentables ce qui conduit à ralentir la croissance économique.

Le terme de zombie est apparu lors de la crise du Japon et sa décennie perdue de 1990 à 2000. Techniquement, un zombie désigne :

« Une entreprise qui est incapable d'acquitter les intérêts de sa dette avec ses bénéfices courants sur une longue période ».

Plus précisément, la « longue période » retenue est de trois ans. Le zombie doit aussi être une entreprise âgée de plus de 10 ans dont les perspectives de croissance sont faibles. C'est ce que la BRI appelle la définition étroite.



Comme vous le montre ce graphique, les zombies représentaient moins de 1% de toutes les entreprises non financières cotées de 14 pays développés en 1990, elles en représentent désormais 12% et elles ont 85% de chance de rester en vie.

Pour la BRI, cette prolifération est due « à une réduction de la pression financière » qui elle-même résulte de la baisse des taux d'intérêt. Effectivement, comme nous le répétons souvent dans ces colonnes, cela fait 35 ans que les taux d'intérêt baissent.

Un exemple concret de zombie ? En voilà un sur un plateau, cher lecteur : les entreprises du gaz et du pétrole de schiste qui devaient « rendre sa grandeur à l'Amérique » en les consacrant à nouveau rois du pétrole. [Encore un boom bidon](#), remarquait récemment Bill Bonner. [Ce que nous anticipions dès 2014](#) est enfin révélé au grand jour.

Le *New York Times* :

« Les 60 entreprises d'exploration et de production ne génèrent pas assez de cash pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement. En global, de mi-2012 à mi-2017, elles avaient un manque de trésorerie de neuf milliards de dollars par trimestre.

Ces sociétés ont survécu parce que, malgré les sceptiques, nombreux sont ceux qui, dans l'industrie financière, sont prêts à les alimenter en capitaux et à accepter leurs commissions. Entre 2001 et 2012, Chesapeake Energy, une pionnière du fracking, a vendu pour 16 milliards de dollars d'actions et 15,5 milliards de dollars d'obligations, versant à l'industrie financière plus d'1,1 milliard de dollars de commissions, selon Thomson Reuters Deals Intelligence.

Tout cela, c'est la partie officielle. Plus discrètement, Chesapeake a levé au moins 30 milliards de dollars supplémentaires en vendant des actifs et en passant des accords 'à la Enron', dans le cadre desquels l'entreprise obtenait ce qui était, dans les faits, des prêts remboursés par les futures ventes de gaz naturel.

Mais la Chesapeake était en pleine hémorragie de cash. Entre 2002 et la fin 2012, elle n'a jamais enregistré de flux de trésorerie positif avant ses ventes d'actifs ».

Mais où sont passés ce crédit *subprime* et ces obligations pourries ?

Le rapport de la BRI nous met sur la piste. Il identifie une autre cause de reproduction des zombies : la faiblesse des banques.

En effet, les banques qui survivent malgré leurs montagnes de créances douteuses entretiennent en vie les zombies qui sinon disparaîtraient avec elles.

Les « prêts non performants », au lieu de causer la faillite des banques, s'entassent dans les banques centrales, dans les *bad banks* ou « structures de défaisance ». Or comme nous le répétons inlassablement, le capitalisme sans la faillite est comme le christianisme sans l'enfer ou le communisme sans le goulag, un système boiteux et incomplet qui ne peut fonctionner correctement.

Ce sont les parasites qui protègent les zombies.

Comme le dit Jim Rickards, « le parasite suce le sang de son hôte pour survivre, mais ne contribue en rien à son bien-être ». Le système bancaire financier conçu en 1971 est parasite. Les banques ne sont plus des intermédiaires d'argent prêtable. Elles prêtent de l'argent qui n'existe pas et ne leur a rien coûté et se payent sur les bénéfices de la bête. Lorsqu'il n'y a pas de bénéfice, elles ne perdent pas d'argent et ne font pas faillite. Un banquier central compatissant baisse les taux et les zombies survivent.

Ainsi, le sang de l'économie productive est sucé par les parasites et partiellement transfusé aux zombies.

C'est tout le secret de la « croissance molle » et de l'anémie de votre pouvoir d'achat. Le futur est déjà hypothéqué depuis belle lurette. Nous travaillons pour rembourser ce qui a déjà été gaspillé par d'autres.

Comment rétablir la situation ? Il va falloir en passer par un jubilé (une annulation des dettes) ou la case inflation pour ronger ces mauvaises dettes. Il va falloir également préparer votre patrimoine à ce jour J du jubilé, si vous ne voulez pas le voir détruit dans ce processus.

« Poudrière. Attentat en Iran, escalade et tensions en Syrie. La Russie fournit des missiles dernier cri !! »

L'édito de Charles SANNAT 25 Septembre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Il y a quelques jours, un avion russe avec 15 militaires était abattu par la défense syrienne qui cherchait, semble-t-il, à abattre des avions israéliens qui s'étaient « cachés » derrière l'appareil russe.

Résultat, 15 morts russes, dont les autorités de Moscou tiennent pour responsables les autorités de l'État hébreu qui auraient prévenu des frappes trop tardivement, ne laissant pas la possibilité aux Russes de dégager l'espace aérien.

Vertement enguirlandés à Moscou, les militaires de Tsahal redoutaient la « riposte » russe.

Inéluctable.

Moscou a donc annoncé qu'ils livreraient des S-300 à Damas des missiles antiaériens dont l'efficacité est susceptible de fermer le ciel syrien aux avions de chasse aussi bien israéliens que de la coalition internationale.

Voici l'article officiel côté russe de l'agence Sputnik.

« Suite à la catastrophe de l'Ill-20 près des côtes syriennes, la Russie a pris la décision de livrer d'ici deux semaines des systèmes antiaériens S-300 à Damas, a déclaré la Défense russe.

La Russie livrera d'ici 15 jours des systèmes antiaériens S-300 à l'armée syrienne afin de renforcer ses capacités de combat dans le cadre de l'incident avec le crash de l'avion russe Il-20, a déclaré le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou.

«Un système moderne de missiles sol-air S-300 sera livré aux forces armées syriennes d'ici deux semaines. Il est capable d'intercepter des moyens d'attaque aérienne sur une distance de plus de 250 km et de frapper simultanément plusieurs cibles aériennes», a-t-il expliqué.



Voici à quoi ressemble la portée de 250 kilomètres du complexe S-300 sur une carte de la Syrie.

M. Choïgou a notamment ajouté que doté d'une immunité au bruit ainsi qu'une cadence de tir élevée, le système serait en mesure de renforcer de manière significative les capacités de combat de la défense aérienne syrienne.

En outre, les postes de commandement syriens seront équipés de systèmes de contrôle automatisés fournis uniquement aux forces armées russes. Cela garantira notamment la gestion centralisée de toutes les forces et installations de défense antiaérienne syriennes, la surveillance des airs et une prise de décision rapide.

«L'essentiel est que l'identification de tous les avions russes par les moyens de défense antiaérienne syriens soit garantie», a poursuivi le ministre.

«Je souligne qu'en 2013, à la demande de la partie israélienne, nous avons suspendu la livraison d'un complexe S-300 à la Syrie, étant prêt à être envoyé et le personnel militaire syrien ayant suivi la formation nécessaire», a-t-il déclaré en ajoutant : «Aujourd'hui la situation a changé. Et ce n'est pas de notre fait».

Contactée par des journalistes, l'ambassade israélienne à Moscou a refusé de commenter cette décision de la Russie.

Selon Youri Chvytkine, vice-président de la commission de la défense et de la sécurité de la Douma (chambre basse du parlement russe), le complexe S-300 doit permettre de dissuader les États étrangers ayant l'intention de frapper la Syrie.

«Les aéronefs militaires étrangers qui franchissent la frontière syrienne avec des intentions incompréhensibles doivent comprendre qu'à tout moment ils peuvent être frappés, ils seront visés en cas de menace pour nos militaires. Ce sera l'un des facteurs dissuasifs pour les activités criminelles des États qui bombardent ou qui envisagent de le faire», a déclaré M. Chvytkine.

Le 17 septembre, la défense antiaérienne syrienne a ciblé par erreur un Il-20 russe avec 15 militaires à son bord. L'appareil se dirigeait vers la base aérienne de Hmeimim et a été abattu à 35 km des côtes syriennes. Le crash de l'avion a coïncidé avec un raid israélien contre la Syrie. La Russie accuse les pilotes israéliens d'avoir utilisé l'Il-20 comme couverture pour échapper aux missiles syriens. Israël n'est pas d'accord avec cette dernière affirmation. Selon lui, au moment du crash, les avions israéliens ayant attaqué la Syrie se trouvaient déjà dans l'espace aérien de leur pays, et les missiles syriens, dont un a frappé l'Il-20, portaient irrégulièrement et n'étaient pas ciblés. »

Washington a réagi rapidement à la décision russe de livrer des S-300 à la Syrie

Tandis que la Défense russe a annoncé qu'elle comptait livrer des systèmes antiaériens S-300 à Damas, Washington a affirmé y voir une escalade, a déclaré lundi John Bolton, conseiller à la sécurité nationale du Président américain.

Le conseiller à la sécurité nationale du Président américain, John Bolton, a annoncé que les États-Unis jugeaient la décision russe de livrer des systèmes de défense aérienne S-300 à la Syrie comme une «escalade» dans la région.

Enfin, toujours dans la poudrière que représente le Moyen-Orient, l'ayatollah Ali Khamenei a nommé les commanditaires de l'attentat d'Ahvaz.

Et les responsables de l'attentat sont...

Selon l'ayatollah Ali Khamenei, l'attaque terroriste perpétrée lors du défilé militaire à Ahvaz a

été commanditée par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Les auteurs de l'attentat qui a fait des dizaines de morts et blessés lors d'un défilé militaire à Ahvaz en Iran ont été payés par Riyad et Abou Dabi et soutenus par Washington, estime le guide suprême de la révolution islamique Ali Khamenei.

« Selon des rapports, cet acte lâche a été commis par des gens qui reçoivent une assistance américaine lorsqu'ils sont attrapés en Syrie et en Irak et qui sont payés par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis », a déclaré l'ayatollah, cité par son site officiel.

L'attentat d'Ahvaz, dans le sud-ouest du pays, a été revendiqué par le groupe djihadiste Daech qui n'a cependant apporté aucun élément probant permettant d'accréditer sa revendication. Suite à l'attaque, l'Iran a convoqué les envoyés du Royaume-Uni, du Danemark et des Pays-Bas, après avoir accusé ces trois pays d'abriter des groupes d'opposition hostiles aux autorités de Téhéran.

L'ayatollah Ali Khamenei a promis que son pays « punirait sévèrement » tous ceux qui se trouvent derrière l'attaque d'Ahvaz.

C'est une guerre secrète menée contre la volonté de puissance nucléaire de l'Iran, Iran impliqué directement en Syrie, où les gardiens de la révolution et certaines forces spéciales du régime de Téhéran soutiennent directement le régime de Bachar el-Assad avec l'appui des milices du Hezbollah libanais.

Cette guerre « secrète » (mais c'est un secret de polichinelle) est la guerre d'Israël contre les capacités nucléaires et l'influence iranienne dans la région et dans son périmètre immédiat de défense. Cette guerre est menée avec l'appui inconditionnel de l'administration Trump qui n'a pas hésité à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël.

Les tensions montent, et les cours du pétrole, également. La poudrière moyen-orientale a rarement été aussi aussi explosive.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Découverte de l'eau chaude par la BRI, inquiète des dettes à l'échelle mondiale

par [Charles Sannat](#) | 25 Sep 2018

La banque centrale des banques centrales est inquiète.

La banque centrale des banques centrales, c'est la BRI, la Banque des règlements internationaux, qui s'alarme de la dette qui est trop élevée à l'échelle mondiale...

Sans blague, voilà une surprise du genre, super étonnante et surprenante !

« Dans son état des lieux des marchés financiers, la Banque des règlements internationaux (BRI) s'inquiète des valorisations excessives des marchés et des conditions de crédit trop souples. L'ensemble de la dette, privée et publique, est maintenant « considérablement plus élevée qu'avant la crise » et les prêts à risque sont en plein essor.

Pour Claudio Borio, le chef du département monétaire et économique de la BRI, « de nouvelles

turbulences risquent de se produire «probablement à un moment donné, car les marchés des économies avancées affichent des valorisations excessives, les conditions financières sont trop souples et la dette, à l'échelle mondiale, est trop élevée» indique l'institution de Bâle ».

Et Claudio Borio de poursuivre : « Les taux d'intérêt demeurant inhabituellement faibles et les bilans des banques, enflés comme jamais, il reste peu de traitements à disposition pour aider le patient à se rétablir, ou le soigner s'il rechute », met en garde Claudio Borio...

Donc, si je comprends bien et vous de même, la BRI vient de découvrir que les taux sont super bas, que cela entraîne un énorme endettement et la création de bulles sur les actifs et que s'il y a une crise, nous n'aurons pas beaucoup d'outils pour stimuler plus l'économie mondiale.

C'est tout de même ce que nous répétons et pensons depuis presque 10 ans !

À défaut de changer quoi que ce soit à la situation de fond, au moins, cela montre que nos analyses et nos convictions sont les bonnes.

Charles SANNAT Source [La Tribune ici](#)

« En 2018, l'Union européenne met en place un système de... troc international !! »

L'édito de Charles SANNAT 26 Septembre 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,
Nous sommes en 2018.

2018, l'ère du numérique, de l'Internet 2.0 devenu 3.0 et l'Internet des objets, l'année où l'on a décidé de vous vendre pour Noël des enceintes connectées qui ne servent pas à grand-chose, mais qui feront bien dans votre salon, et feront de vous des gens « modernes » à la pointe de la « geek-itude »...

Et malgré toute cette modernité, notre bonne vieille Union européenne vient de décider de mettre en place une immense chambre de compensation sur base de troc... Il n'y a plus, à ce stade, qu'à évoquer le retour de l'étalon-or, sans oublier les télégraphistes dans les bureaux des PTT. Voilà qui ravira le vieux con que je suis.

L'Union européenne n'a rien trouvé de mieux donc que d'instaurer un système géant de troc pour échapper aux sanctions américaines !

Bonne idée ? Non, symptôme désastreux de l'impuissance européenne. Explications.

« Les Européens ont annoncé la création d'un système de troc afin de préserver leur commerce avec l'Iran tout en échappant aux sanctions américaines, une décision-camouflet à la veille d'un discours mardi à l'ONU de Donald Trump visant à mobiliser contre Téhéran.

Cette initiative vise à sauver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 malgré la sortie fracassante des États-Unis de ce texte en mai.

« Concrètement, les États membres de l'Union européenne vont instaurer une entité légale pour faciliter les transactions financières légitimes avec l'Iran », a expliqué la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, dans une déclaration lue lundi soir conjointement avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif.

« Ce système permettra aux compagnies européennes de continuer à commercer avec l'Iran conformément au droit européen et pourrait être ouvert à d'autres partenaires dans le monde », a-t-elle ajouté.

Selon des sources européennes, ce « véhicule dédié » (Special purpose vehicle – SPV) fonctionnera comme une bourse d'échanges ou un système de troc sophistiqué à partir de la vente de pétrole iranien, première ressource du pays.

Si par exemple l'Iran vend du pétrole à l'Espagne et l'Allemagne des machines-outils à Téhéran, la somme correspondant à la livraison du pétrole servirait directement à payer le fournisseur allemand.

« Il y aura une sorte de chambre de compensation qui vérifie que la valeur des biens exportés et importés par l'Iran se compense », explique une source diplomatique française.

Ce mécanisme « immunise » acheteurs et vendeurs en évitant des transactions en dollars qui pourraient les exposer à des sanctions américaines.

« Le pétrole est la seule contrepartie que l'Iran peut donner (...) Il permet aux recettes du pétrole d'être utilisées pour importer des biens », poursuit la source française.

Les nouveaux canaux de paiement doivent « rassurer les acteurs économiques », a souligné devant la presse Federica Mogherini.

Derrière cette bourse au troc... l'incapacité de faire de l'euro une monnaie d'échange internationale

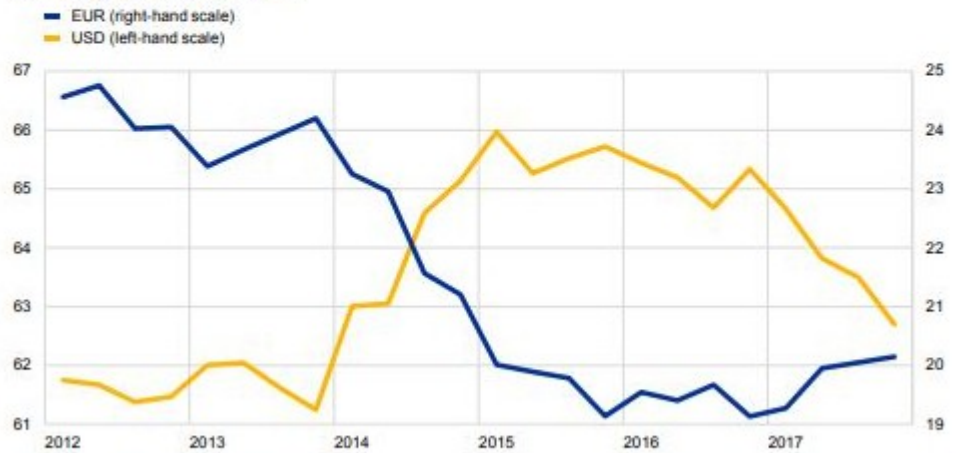
La triste réalité économique c'est que le roi dollar poursuit sa domination sans partage et que la part de l'euro dans le système monétaire international est non seulement inférieure à ce qu'était le poids cumulé autrefois de l'ensemble des monnaies nationales composant la zone euro, mais qu'en plus cette part continue à chuter à environ 20 %, comme le montre ce graphique de... la BCE !

Chart 3

The share of the euro at market exchange rates in global foreign exchange reserves increased in 2017

Currency composition of global foreign exchange reserves

(percentages; at current exchange rates)



Sources: IMF and ECB calculations.

Note: The latest observation is for the fourth quarter of 2017.

Il n'y a donc, dans mes propos, aucun euro-« bashing » ! Au contraire, l'euro comme la construction européenne sont de très belles idées, hélas, bien mal mises en œuvre avec un projet politique malsain pour l'intérêt des peuples et des problèmes techniques qui ne permet pas d'avoir de perspectives crédibles d'amélioration à court terme.

On peut le regretter, mais c'est ainsi.

L'euro ? Personne n'en veut et, encore plus grave, les autorités européennes, plutôt que d'inciter l'Iran à commercer en euro avec la zone euro, préfèrent aller s'enfermer dans un système absurde de troc qui terminera en un immense machin technocratique dysfonctionnel et ingérable comme savent en faire nos mamamouchis bruxellois.

Il eut été logique, si nous ne pouvions commercer avec l'Iran en dollars parce que les États-Unis nous l'interdisent, de le faire avec notre propre monnaie, l'euro.

Ce refus des Européens de commercer en euro alors que les États-Unis imposent leur loi extraterritoriale en dit plus que tous mes longs discours sur l'abandon politique des peuples européens par nos élites.

Dans quelques mois, vous irez voter pour le projet européen. Le projet ? Mais quel projet ?

L'Europe n'existe pas et n'a aucune volonté d'exister contre l'Amérique.

L'Europe est l'organisation de la soumission des peuples européens à la puissance américaine et au totalitarisme marchand des grandes multinationales... souvent américaines.

On vous fera croire l'inverse. La propagande tournera à plein régime, mais la vérité c'est qu'avec l'Iran, nous n'osons même pas commercer avec notre propre monnaie.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !